

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 14 mars, 1883.

SOMMAIRE :—Dépôt, par M. le président, d'un rapport de l'union St. Joseph de Lachine.—Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, de divers documents.—Dépôt, d'un projet de loi concernant le code civil.—Suite de la délibération sur le budget : MM. Carbray, Mercier, Blanchet, McShane, Laberge, Richard, Irvine, Würtele, Picard, Stephens, Robertson, Lynch, Beaubien, Asseline Joly, Deschênes, Audet, Brousseau, Gagnon, Marcotte. Amendement de l'honorable M. Irvine.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et dix minutes.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires de l'union Saint-Joseph de Lachine, pour l'année 1882.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1883, demandant copie du factum de l'honorable G. O'Kill Stuart, produit au bureau des terres de la couronne, en faveur des personnes qui réclament la propriété de la seigneurie de Mingan, connue sous le nom de *Terra firma*.

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1883, demandant un état indiquant le nombre d'élèves qui ont fréquenté chacune de nos écoles d'agriculture, depuis leur fondation jusqu'à ce jour, les noms de ces élèves, leur résidence et le nombre d'années qu'ils ont résidé à ces écoles ; de plus le nombre de ces élèves qui se sont livrés à l'agriculture et qui cultivent actuellement comme agronomes dans cette province, les noms des paroisses et comtés où ces cultivateurs sont établis.

Un projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 948 du code civil du Bas-Canada, est déposé sur le bureau de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget des dépenses.

M. **Carbray**—*député de Québec-ouest*.—M. le président, comme représentant de la principale division commerciale de la ville de Québec

je me crois obligé de dire quelques mots sur la question importante du budget. J'ai suivi avec un grand intérêt les habiles discours des deux côtés de la Chambre sur cette question ; et je crois, et je suis certain que c'est le sentiment unanime de cette Chambre que beaucoup de renseignements intéressants et utiles nous ont été fournis par les orateurs qui ont si bien traité la question,

Je dois surtout féliciter l'honorable député de Montmorency, pour l'admirable étude financière qu'il nous a exposée. Je ne peux pas non plus m'empêcher de complimenter l'honorable chef de l'opposition pour l'habileté qu'il a déployée dans la question compliquée des chiffres. Evidemment il n'y avait pas lieu d'exprimer de la méfiance comme il l'a fait il y a quelques jours, quand il a répliqué au discours de l'honorable trésorier sur le budget.

L'honorable député a démontré qu'il était aussi à l'aise dans les questions de chiffres que dans les questions de loi ; le fait est que je crois que l'honorable membre a manqué sa vocation. Evidemment il était né pour faire un ministre des finances. Comme de raison je ne peux endosser tout ce qu'il a dit, et je ne puis accepter non plus les groupements rusés de chiffres qu'il nous a faits dans le but de prouver que l'état de nos finances était infiniment pire que nous le porteraient à croire les états de l'honorable trésorier. J'ai admiré son habileté, mais je ne me suis pas laissé prendre.

M. le président, nous avons entendu des discours éloquentes des deux côtés de la Chambre. De notre côté on a porté la lumière sur les différents articles, en les expliquant, et les justifiant ; du côté de l'opposition, on les a soumis à une critique sévère et impitoyable.

Je vais, M. le président, essayer de prendre une position plus élevée, les envisager à un point de vue impartial, national. Nous sommes comparativement un jeune peuple, habitant un pays nouveau : nous sommes à nous occuper à voir de quelles manières, par quels moyens, nous pouvons développer les grandes ressources dont la nature nous a si libéralement dotés.

Dans cette position il est aisé, monsieur le président, de comprendre que nous sommes forcés de faire de temps à autre de grandes dépenses, et parfois beaucoup plus élevées, que nous le permettent nos revenus ordinaires.

Mais l'on comprend que tout l'argent consacré à de grandes améliorations nationales n'est pas de l'argent dépensé, perdu, mais plutôt de

l'argent bien placé ; placé pour nous rapporter de grands avantages immédiats et croissant d'année en année.

Les argents employés pour ces fins, depuis dix à quinze ans, ont aidé énormément aux développements de la province, et je n'hésite pas à affirmer que chaque dollar ainsi placé, vaut aujourd'hui cent dollars pour le pays, et cette augmentation bienfaisante, sera encore plus accentuée, dans un avenir prochain.

Et sur ce point je désire attirer l'attention de cette honorable Chambre sur ce fait que, comme ceux qui viendront après nous, en retireront encore plus d'avantages que nous de ces grandes dépenses nationales, il n'est que juste que ceux-là qui doivent en retirer les plus grands avantages, acceptent la plus large part du fardeau. J'attire l'attention de la Chambre, d'une manière toute spéciale, sur ce principe, et j'espère que l'honorable trésorier, et ceux qui lui succéderont, essayeront de le mettre en pratique autant que possible. En ajustant nos affaires fiscales sur cette base, nous pouvons continuer à aider les développements de nos ressources, j'entends avec sagesse, avec prudence et discrétion, et nous éviterons de trop nous embarrasser à vouloir nous imposer plus que notre part de fardeau. Un mot maintenant, M. le président, à propos des recettes et dépenses ; aussi touchant la question des déficits. Comme dit mon ami le député de Montréal-centre, envisageons les choses en hommes d'affaires. Je crois sans vanité que je puis les envisager à ce point de vue, les chiffres et le commerce ayant été l'occupation de toute ma vie.

Que fait un négociant à la fin de l'année pour connaître sa position ? Regarde-t-il simplement à son livre de caisse, ce qui constitue son état de recettes et dépenses ? Non, ceci ne lui montrera pas l'état de ses affaires. Son livre de caisse pourrait lui montrer une balance considérable d'argent en main, et cependant il pourrait être dans un état d'insolvabilité désespérée. Et encore ce livre pourrait constater qu'il n'a pas un centin en caisse et il pourrait tout de même, être dans un état très prospère. Non, M. le président, le négociant doit examiner tous ses autres comptes. Il doit examiner son bilan général. Il doit voir ce qu'il doit, ce qui lui est dû, les valeurs qu'il possède. Quel a été le cours de ses affaires pendant l'année, si profitable ou autrement. Quels placements il a faits ; comment sont leurs valeurs aujourd'hui, comparées avec ce qu'elles lui ont coûtées, et leurs valeurs probables dans un avenir rapproché.

C'est aussi de cette manière intelligente que nous devons étudier

notre bilan provincial. Comment avons-nous dépensé notre argent ? Nous avons d'abord payé nos dettes à mesure qu'elles sont venues à échéance ; nous avons rencontré les dépenses ordinaires de l'administration du gouvernement ; nous avons probablement fait des dépenses qui ont été d'une nature à bénéficier au pays permanentement.

Tandis que je touche à ce sujet, je ne puis m'empêcher de faire le contraste entre le parti conservateur et le parti libéral, dans leurs politiques respectives sur ce point. Le parti conservateur a toujours donné à sa conduite des affaires publiques, une base large et prévoyante, reconnaissant que si le présent exigeait leurs plus grands soins et la plus grande attention, il fallait aussi prévoir pour l'avenir. Il a, par une politique sage et bienfaisante, aidé au développement du pays.

C'est au parti conservateur que le pays est redevable de l'initiative de toutes ces grandes mesures qui ont donné tant d'impulsion à la marche en avant de notre progrès national. Comment nos gouvernements libéraux ont-ils agi ? Que serait devenu le pays, si ses affaires fussent restées entre ses mains ? Je ne doute pas que M. Mackenzie n'était guidé par les meilleurs motifs, mais il lui manquait cette largeur de vue, ces grandes qualités d'un véritable homme d'Etat, que les temps et les circonstances exigeaient impérieusement. Toute leur politique a été marquée au coin d'un esprit de timidité. Ils ont prêché l'économie : c'est toujours leur grande panacée et avec laquelle le pays, au lieu d'aller de l'avant dans la voie du progrès et de la prospérité, serait infailliblement mort d'inanition.

Je m'aperçois que je cours risque de m'attirer le reproche que je ne me tiens pas sur le niveau que j'avais promis de garder en commençant. Je ne pouvais cependant pas m'empêcher de profiter de la circonstance, si opportune de signaler les grandes lignes caractéristiques qui distinguent nos deux partis politiques.

Ce qui est vrai du gouvernement libéral d'Ottawa, l'est aussi du gouvernement libéral que nous avons eu ici, il y a quelques années. L'on me répondra peut-être, mais enfin si nous n'avons pas fait grand bien, nous n'avons pas fait grand mal ; nous n'avons pas plongé le pays dans un abîme de dettes. C'est exactement où vous avez eu tort ! Il ne suffit pas d'éviter le mal, il faut aussi faire le bien. C'était de votre devoir de vous endetter, d'emprunter de l'argent pour aider au développement du pays, si vous aviez vu que ces argents auraient pu être employés à faire du bien au pays et rapporter des bénéfices considérables.

Nos amis sur les banquettes de l'opposition ne cessent de crier à l'univers que nous sommes écrasés de dettes, le pays est ruiné, nous marchons à grands pas à la banqueroute nationale ! Mais, M. le président, ceci est bien mal de leur part ; ce n'est pas vrai, ce n'est pas patriotique, je dirai presque que c'est criminel. Mettons donc de côté, au moins pour quelque temps, l'esprit de parti, et donnons-nous la main tous ensemble, avec l'amour de la patrie et le désir sincère de faire les plus grands efforts possibles pour aider au développement et à la prospérité de notre province.

L'honorable chef de l'opposition nous dit qu'il est prêt à nous joindre dans cette noble œuvre, j'accepte s'il est sincère, et j'ose croire qu'il l'est.

Un mot sur les déficits. Il a été fait force calculs pour démontrer qu'au lieu d'un surplus, il existait au contraire un déficit. Les médecins diffèrent parfois d'opinion, aussi les honorables membres diffèrent dans leurs évaluations du déficit. L'on nous cite des chiffres depuis \$300,000 jusqu'à \$2,000,000 ! Faites votre choix, il y en a pour tous les goûts. Mais, M. le président, parlons sérieusement, quels sont les faits, mettant de côté les fleurs de rhétorique et les calculs fantaisistes ? D'après l'état officiel des recettes et des dépenses, du 1er juillet au 31 décembre d'ici, le trésorier nous montre une balance en caisse de \$374,275 provenant de toutes les sources. Je regrette qu'il n'ait pas été fait des états séparés démontrant les recettes et dépenses ordinaires, et les recettes et dépenses extraordinaires, séparément. Cependant, supposant que nous aurions ces états, nous verrions sans doute, dans un de ces états, un découvert ou déficit et de l'autre une balance compensatrice.

Supposant même que nous aurions un découvert de quelques milliers de piastres, il n'y aurait pas lieu de s'alarmer, prenant en considération les grands travaux nationaux que nous étions à parachever, présumant que l'argent a été honnêtement, et judicieusement employé, et si nous pouvons montrer que nous avons bonne et solide valeur pour l'argent ainsi employé. Je suis prêt à changer mes opinions si l'on peut me prouver qu'elles sont erronées, mais je crois que l'on aura de la difficulté à le faire.

Mon honorable ami le député de Pontiac a victorieusement dissipé l'illusion que la province d'Ontario était dans une bien meilleure position, parce que son trésorier pouvait montrer une plus forte encaisse que nous, aussi je ne toucherai pas à cette question.

M. le président, je concours pleinement dans les vues de l'honorable

premier, que nous devons suspendre, au moins pour quelque temps, de nouveaux subsides en argent à des chemins de fer, jusqu'à ce que nous puissions alléger notre fardeau actuel et restaurer un peu notre position financière.

Dans quelques années d'ici, quand nos moyens le permettront, après que le pays aura ressenti les avantages des fortes dépenses que nous avons faites, ces années dernières, on pourra alors reprendre l'aide aux chemins de fer qui seront alors devenus nécessaires, mais jusque là le gouvernement agira sagement en portant son attention et ses soins à favoriser le développement de la colonisation et de l'agriculture, qui sont les bases fondamentales de notre future richesse et prospérité.

Quant à l'emprunt de \$500,000, pour lequel le trésorier demande une autorisation, et dont le produit est destiné à solder la balance des octrois aux différents chemins de fer, je crois qu'il serait aussi bien de le laisser de côté pour le moment, considérant qu'il ne sera pas nécessaire d'ici à deux ans ou plus.

Cependant, comme c'est simplement l'autorisation d'emprunter cet argent qui est demandée, et ce au fur et à mesure qu'il sera requis, il ne peut y avoir aucune objection sérieuse.

Le trésorier est un honnête homme,, il est associé avec des collègues honnêtes, et je n'ai pas peur de leur confier ce pouvoir.

J'arrive maintenant à la question brûlante, la vente du chemin de fer du Nord. Je m'étais bercé de l'espoir que nous avions entendu assez de discussion sur cette affaire, à la dernière session. Il paraît que non ! On nous la sert et encore à toutes les saucés. M. le président, je désire en dire quelques mots afin de justifier notre position, à nous conservateurs, vis-à-vis du pays et de convaincre nos amis sur les banquettes de l'opposition qu'ils sont complètement dans le faux. Comme ce sont des messieurs raisonnables, je suis sûr que j'en viendrai à bout. L'on ne paraît pas trouver autant à redire de la vente de la partie Ouest, que de la division Est.

Le gouvernement est accusé d'avoir sacrifié cette importante propriété publique à une clique, etc.

Je rejette avec indignation cette accusation à la face de ceux qui nous l'ont lancée.

Quels sont les faits ? Il a été admis de tous côtés qu'il fallait absolument que le chemin fut vendu. Donc il ne restait qu'à le vendre aux meilleures conditions, et en obtenir le plus haut prix possible. L'a-t-on

vendu aux meilleures conditions possibles ? J'affirme que oui. A-t-il été sacrifié, ou avons-nous obtenu le plus haut prix possible, tout ce qu'il valait, sa pleine valeur, comme transaction d'affaires ? J'affirme hardiment que oui, qu'il n'a pas été sacrifié, que nous en avons obtenu sa pleine et entière valeur. C'est à ma connaissance personnelle, qu'après la vente, quelques-uns des membres les plus responsables du syndicat, ont exprimé leur grand regret de s'être embarqués dans l'affaire et ont dit que si le chemin leur restait en mains, et qu'ils fussent obligés de l'exploiter pour leur propre compte cela deviendrait pour eux une transaction désastreuse.

Et, M. le président, ils avaient raison. Sans aucuns raccordements amis, la compagnie du Pacifique les aurait éventuellement amenés à la soumission, et ils auraient été forcés de revendre à cette compagnie pour moins qu'ils avaient payé. Mais l'on me répondra que c'est ce qui n'est pas arrivé, ils ont réussi à vendre le chemin à la compagnie du Grand Tronc avec un bénéfice de \$1,250,000.

Mais, M. le président, nous ne connaissons pas encore la nature de leur transaction avec le Grand Tronc. Supposant, cependant, que cette assertion soit vraie. C'est un heureux accident de la fortune pour le syndicat ; la chose n'était pas prévue, et ne pouvait l'être quand ils ont acheté le chemin du gouvernement. L'on a jamais songé au Grand Tronc comme pouvant devenir acheteur. Le Grand Tronc a traité le chemin avec mépris et indifférence ; il avait son propre chemin de la rive sud, et n'avait pas besoin de celui du Nord. S'il a été induit à acheter ce chemin, ça été le résultat de manœuvres adroites, très légitimes sans nul doute, de la part du syndicat, mais auxquelles aucun gouvernement n'aurait pu se livrer. Ils ont joué la compagnie du Pacifique contre le Grand Tronc, et *vice versa*, et ont réussi, au moins, on le suppose, à induire ce dernier à l'acheter. Mais, M. le président, permettez-moi de dire que s'ils n'eussent pas réussi à induire le Grand Tronc à acheter—et les chances étaient autant contre que pour—ils se seraient trouvés dans une position des plus critiques. Il ne leur serait resté d'autres alternatives que de vendre au Pacifique, heureux s'ils eussent pu le faire sans pertes, ou bien ils auraient été forcés d'exploiter le chemin pour leur propre compte, ce qui aurait été infailliblement la ruine pour eux.

J'entre dans ces détails, non pas parce que je crois que nous avons à nous occuper du sort du syndicat avec leur achat ; j'aurais pourtant regretté pour eux s'ils avaient perdu de l'argent, car une fois la trans-

action entre nous terminée d'après une manière loyale et d'affaire, nous ne devons pas les envier, s'ils ont pu en faire une affaire avantageuse pour eux-mêmes ; ce n'est pas juste, c'est indigne. Il a été dit que l'honorable M. Chapleau aurait pu obtenir plus pour le chemin ; qu'il s'est servi de sa position pour faire tomber le chemin entre les mains d'une clique d'amis. Je soutiens, et avec toute l'énergie possible, qu'il n'aurait pas pu en obtenir un plus haut prix.

Il a obtenu sa pleine et entière valeur, et il a entouré la vente de toutes les garanties possibles et désirables pour en assurer le paiement et c'est tout ce que le pays pouvait espérer et exiger. Si l'honorable M. Chapleau s'est servi de sa position d'une manière inconvenante, tant pis pour lui, et c'est lui seul qui en souffrira, le pays n'en est pas affecté puisque la pleine valeur du chemin a été obtenue. Tout ce que je puis dire, c'est que si l'honorable M. Chapleau a voulu aider à ses amis dans cette affaire, il a failli leur rendre un bien mauvais service.

On entend constamment des gens se récrier sur ce que le chemin a coûté, jetant de hauts cris, que le chemin a été vendu cinq à six millions de dollars de moins qu'il a coûté, et que, par conséquent, le pays perd autant. Ceci est un raisonnement ridicule. Est-ce que ces gens oublient que le gouvernement, voyant le besoin urgent qui existait pour la construction de ce chemin, et pour satisfaire à l'opinion publique, qui réclamait à haute voix qu'il devait être construit sans plus de retard, il (le gouvernement) a pris l'affaire en main lui-même et le fit construire. La perte directe que le pays a subie par la vente du chemin, ou qu'il aurait pu subir par le bonus offert aux premiers entrepreneurs, a été indirectement remboursée dix fois, vingt fois depuis, et, dans les 5 à 10 années prochaines, la province en aura bénéficié au centuple. Personne envisageant l'affaire d'une manière impartiale, ne pourra me contredire.

J'arrive maintenant à la question de la loi des licences sur les corporations commerciales, de la dernière session. Cette question est maintenant devant nos cours de justice, ce que je regrette beaucoup, et je suis convaincu qu'elle n'aurait jamais été amenée là sans le désaccord survenu à la dernière session, entre le gouvernement et les banques, à propos des fameuses résolutions des chemins de fer, où les banques, sans raison je crois, ont considéré que, par cette législation, les droits des porteurs de licences forestières auraient été mis en péril.

Ceci a indisposé les banques, qui étaient grandement intéressées ; car elles possèdent beaucoup de ces licences comme sûreté collatérale. Je suis fermement persuadé que le résultat de ces procès, devra être

favorable au gouvernement, car je ne connais pas de plus juste droit que le gouvernement devrait posséder que celui d'exiger que ces grandes institutions commerciales devraient contribuer leur juste part aux dépenses de la province en retour du privilège d'y exercer leur métier et gagner de grands montants d'argent. Je dis de plus que si par quelque défaut de forme quelconque le gouvernement est injustement privé de ce droit, des mesures devraient être prises immédiatement pour qu'il soit mis en possession de ce droit.

Beaucoup a été dit sur la question de savoir si on devait s'adresser au gouvernement d'Ottawa, pour obtenir une augmentation des subsides. L'honorable chef de l'opposition est d'accord avec le trésorier, pour considérer si la chose est opportune et juste.

J'ai donc été fort surpris, l'autre jour, d'entendre dire par un honorable membre, en parlant de cette question, que si nous nous présentions à Ottawa avec une telle demande, nous serions mal reçus, on nous rirait à la face ! Un autre honorable membre a dit que faire une telle demande serait nous abaisser, nous mettre à genoux, pour solliciter une faveur. Je diffère d'opinion avec ces honorables membres, ce n'est pas une faveur que l'on demandera, et le porteur de notre demande serait tout à fait justifiable de la présenter, non pas à genoux, mais fièrement debout comme étant un droit et non pas une faveur.

Lors de la confédération quand les bases des subsides pour chaque province ont été posées comment a-t-on procédé ? En prenant le recensement de la population de chaque province, d'une main et de l'autre les montants perçus par chacune d'elles pour droits de douanes et l'accise.

D'autres considérations peuvent avoir été prises en ligne de compte, mais celles-ci ont été les principales. Quel est l'état actuel ?

Les différentes provinces ont fait de grands progrès, depuis cette époque, les populations ont beaucoup augmenté, les besoins et les dépenses aussi se sont beaucoup accrus. De l'autre côté, nous voyons que le revenu perçu par le gouvernement fédéral provenant des droits douaniers et de l'accise ont aussi énormément augmentés. Ce n'est que naturel.

Car chaque province a augmenté le nombre des consommateurs et comme résultat nous voyons que le gouvernement d'Ottawa, jouit d'un grand surplus provenant de ces sources.

Maintenant y a-t-il rien de plus juste que de prétendre que ce surplus

devrait retourner à ceux qui l'on créé, et qui par le fait même de cette création ont augmenté leur fardeau en proportion.

C'est pourquoi j'affirme énergiquement que nous avons droit, en conséquence, à une augmentation proportionnelle du subside fédéral, et cela de droit acquis.

Maintenant, M. le président, un mot sur la question de l'économie et j'ai fini. Que ça ne soit pas une fausse économie : d'abord les dépenses nécessaires, ordinaires, et ensuite dans la proportion de nos moyens, et avec sagesse et prudence, l'aide nécessaire pour favoriser le développement de nos ressources. Où la vraie économie peut être effectuée, pour restreindre des dépenses inutiles et non nécessaires, je suis sûr que le gouvernement actuel sera toujours prêt à l'appliquer.

La Chambre siège en comité du budget.

M. le **Président du comité**.—Article 74, immigration et repatriement, \$12,000.....

L'honorable M. **Mercier**.—Messieurs, l'an dernier, le gouvernement a demandé \$15,000 pour ce service. Mais je vous prie de remarquer que pour l'exercice 1881-82, on n'a voté que \$10,000. Il y a donc sur cet exercice, comparé au budget que nous votons une augmentation de \$2,000. Je ne puis aller plus loin sans attirer l'attention du comité sur une singulière anomalie. Ainsi, comme je viens de le dire, la somme mise à la disposition du gouvernement pour défrayer les dépenses de ce service en 1881-82, a été de \$10,000, et cependant, on voit par les comptes publics de cette même année que l'on a dépensé \$14,475 pour l'immigration et \$125 pour le repatriement, en tout \$14,600. Il a donc été dépensé \$4,600 de plus que ce que la Législature voulait qu'il fut dépensé. C'est là un fait grave, très grave et qui porte atteinte à l'un de nos droits les plus sacrés. En effet à quoi bon voter des crédits, si le gouvernement peut dépenser la somme qui lui plait sans s'occuper de nous.

Le gouvernement Joly avait diminué ce crédit à \$5,000 et nous n'en avons pas été plus mal. Lorsque nous avons voté \$10,000, je me rappelle que l'honorable M. Chapleau nous a déclaré qu'il aurait tout probablement assez de \$8,000, bien qu'il préférât être autorisé à approprier \$10,000 pour ce service. A cette occasion, j'ai proposé un amendement portant le crédit demandé à \$8,000 seulement. Dans les comptes publics de 1881, on voit que la somme dépensée n'a été que de \$8,944.44. Mais l'année suivante on s'est rattrapé et on a payé des

dépenses faites en 1880-81, c'est là, je suppose l'explication de cette augmentation en plus du crédit ouvert, de \$4,600.

Cette année on demande \$12,000. Quelles sont ces dépenses. Nous en trouvons le détail à la page 61 des comptes publics de 1882. Je crois que nous pouvons et que nous devons les réduire à \$5,000. Si je m'oppose à l'ouverture d'un crédit de \$12,000, qu'on veuille bien remarquer que ce n'est pas que je ne voie avec plaisir des honnêtes gens de toutes nationalités et de toutes religions, venir s'établir ici. Je suis disposé à saluer avec plaisir et bonheur leur arrivée au milieu de nous. Les habitants du royaume-uni sont nos compatriotes en quelque sorte, car ils vivent sous la même couronne que nous.

Mais ce que je ne puis pas approuver, c'est que nous payions pour faire venir ici des immigrants qui, une fois débarqués sur les rives du Saint-Laurent prennent une autre direction et s'en vont grossir la population des autres provinces. Combien d'immigrants restent ici ! et pendant que l'on dépense ainsi des milliers de piastres pour des gens qui s'en vont, dès qu'ils ont touché nos rives, nous ne dépensons que \$125 pour faire revenir au pays nos propres compatriotes. Je blâme aussi le gouvernement d'avoir dépensé plus que le montant voté. S'il y a un article du budget à propos duquel le gouvernement doit se tenir dans les limites du crédit, c'est bien celui-là. Le cabinet aurait dû s'en tenir à \$5,000. C'est suffisant pour tenir le bureau à Lévis, là où débarquent les immigrants. Je suis prêt à reconnaître que M. Desbarats est un excellent officier. Mais toutes les dépenses sont en salaires. Que l'on ait un bureau à Lévis pour donner des renseignements nécessaires sur notre province, cela est suffisant. Ce qu'il nous faut, ce sont des cultivateurs et de bons ouvriers de ferme. Quant aux autres classes, nous en avons assez. Et surtout nous n'avons pas besoin de socialistes, qui viennent implanter dans notre paisible population ces principes subversifs de toute société. Je suis prêt à faire un accueil chaleureux et sympathique à des gens honnêtes, industrieux et qui veulent nous aider à augmenter la fortune nationale par un travail constant. Mais nous devons repousser avec énergie une mauvaise immigration. Je crois que la bonne politique à suivre serait de limiter les dépenses au maintien d'un bureau de renseignements.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, le gouvernement ne dépense pas un sou pour autre chose que pour le bureau préconisé par l'honorable député de St-Hyacinthe. Il est convenu que la province doit avoir au moins un

service quelconque pour la diffusion des renseignements nécessaires pour faire connaître notre province. Or c'est simplement ce que nous avons à l'heure qu'il est. Què l'on consulte le chapitre des dépenses de l'immigration à la page 61 des comptes publics de 1882, et l'on aura la preuve de ce que j'avance. Il y a une dépense que nous avons décidé d'abolir, celle relative aux repas, qui en 1881, s'est élevée à \$1796.75. Il y a beaucoup d'imprévu dans cette dépense, car s'il arrive un grand nombre d'immigrants les frais sont plus élevés. Je n'aurais pas d'objection à retrancher le mot "repatriement," s'il n'y avait pas de dépenses imprévues qui relèvent de ce service.

A Ontario, on a voté cette année \$40,000 pour l'immigration. Et cependant, les vieux pionniers du pays s'en vont dans l'ouest. Mais on comprend que l'on peut compter se refaire par l'immigration. Sur les résultats de la dépense faite et sur les perspectives de l'avenir, voici ce que notre agent à Londres, M. O'Neil, dit à cet égard : " Je puis soutenir avec justice, je pense, que notre province a eu sa juste part du nombre des émigrés de 1881 ; mais qu'un plus grand nombre s'y établira en 1882, j'en suis moralement certain.

" Je crois ne pas excéder la limite des faits en disant que les plus grands efforts du gouvernement fédéral ont pour but l'établissement de la province de Manitoba, un des territoires de l'ouest, mais que, cependant, une brochure qui est répandue à profusion renferme aussi des renseignements sur les autres provinces. Ce qui me frappe cette année, ce sont les deux cas dans lesquels je constate que le choix des émigrants se fait entre les Cantons de l'Est et Manitoba. Une autre chose qui me frappe aussi et qui montre jusqu'à quel point sont répandus les renseignements concernant notre province, c'est qu'on écrit pour avoir directement des informations sur une partie déterminée de la province. Il est un point sur lequel je désirerais beaucoup qu'il fût jeté plus de lumière. On désigne ordinairement sous le nom de " Cantons de l'Est," ce nombre illimité de cantons qui ont pour ville principales Richmond et Sherbrooke. Ceci est inexact au point de vue géographique et géologique, et il serait bon, dans l'intérêt de la province, de mettre ce fait au clair. . . .

" Pour terminer, il ne me reste qu'à faire observer que pour ce qui regarde ma besogne personnelle, je n'ai jamais eu plus d'occupation ni plus d'espérance que cette année (1882). Je suis convaincu que les bons résultats pour la province augmenteront chaque année. Les préjugés qu'on entretenait au sujet du climat disparaissent et la compa-

raison qu'on fait constamment, entre le climat de Manitoba et celui de Québec a contribué beaucoup à amener ce résultat." Par là, on voit que nous aurions tort de nous mettre à dépourvu en adoptant les vues étroites exprimées par l'honorable député de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—M. le président, je ne puis m'empêcher de signaler l'injustice des remarques faites par l'honorable secrétaire sur les observations de mon honorable ami le chef de l'opposition. Il me semble que l'on peut discuter cette question sans sortir d'un certain ordre d'idées acceptables pour tous. Je suis le premier à reconnaître que nous avons à pourvoir à un service fort important en soi. Dans le grand mouvement qui se fait dans les pays où il y a de la colonisation à faire nous devons ne pas rester inactifs. Notre rôle serait réellement déplorable s'il en était ainsi. Mais nous devons étudier le système que nous avons, réformer les abus qui s'y sont glissés ou qui sont le fruit de l'inexpérience du début. Nous devons aussi économiser autant que possible et ne pas, tout en conservant une organisation, à certains égards indispensables, dépenser de l'argent dont nous avons tant besoin ailleurs.

M. **McShane**—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, il est vrai que chaque année il nous arrive d'Europe un bon nombre d'immigrants, mais ce qui est également vrai, et que, pour ma part, je déplore, c'est que très peu de personnes demeurent ici. Ils vont soit à Ontario, soit dans l'ouest et tout ce que nous avons c'est le souvenir de leur passage au milieu de nous et des dépenses qu'ils nous ont occasionnées. Je pense que l'on pourrait mieux employer cet argent en gardant nos propres compatriotes au pays. Le climat que nous avons laisse à désirer pour des personnes qui ne sont pas habituées au froid et voilà pourquoi les immigrants des vieux pays ne se soucient pas de s'établir ici.

Le sénateur Fabre, qui a été payé pour tourner son habit à l'envers, pour une position lucrative à Paris, a-t-il envoyé beaucoup de colons français ici? Il est important de savoir pourquoi nous payons un salaire à cet homme?....

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.—M. le président, j'approuve quelques-unes des remarques faites par les honorables membres de l'opposition, mais je crois que pour avoir un bon service, nous devrions doubler la somme demandée, c'est-à-dire mettre \$25,000 au lieu de \$12,000. Je puis dire en passant que l'argent dépensé dans

les Cantons de l'Est en rapport avec le service de l'immigration est bien placé. L'an dernier, 1500 immigrants sont venus dans cette partie de la province et j'ai vu arriver quelques fois, trente à quarante familles par le même convoi. Que ferait-on avec ces gens, si on n'a pas d'agent pour les aider et les renseigner. Plusieurs de ceux dont je parle ont acheté des fermes et ont payé, dans certains cas, jusqu'à \$4,000 chaque. Le reste, pour la plupart des ouvriers de ferme, ont trouvé promptement de l'emploi. J'en ai moi-même pris deux à mon service et j'en suis très satisfaits, car ils sont de bons serviteurs. Quelque chose comme cinquante familles de France se sont aussi établies l'an dernier, près du lac Mégantic et suivant les apparences elles se tirent bien d'affaires.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne.*—Je regrette, M. le président, qu'il y ait cette différence d'opinion sur la nécessité de ce crédit. La principale question qui est en jeu est celle de savoir si la Chambre désire oui ou non, encourager l'immigration. Si elle ne le veut pas, alors on n'a que faire de voter aucun argent, mais je crois que ce serait un mauvais jour pour la province que celui où un tel crédit cesserait d'apparaître au budget.

Si le montant inscrit à l'article que nous discutons est voté, le gouvernement se propose de donner \$500 à une société qui le mérite bien par ses efforts et le bien qu'elle fait aux immigrés, j'ai nommé "The ladies female protective immigration society, Montréal." Cette association a pour but de protéger les jeunes personnes du sexe qui viennent dans notre province, et je ne crois pas que l'on pourrait employer cet argent à quelque chose de plus utile et de plus digne sous tous les rapports. Je voudrais bien que l'on pût mettre une somme plus forte au crédit de cette excellente institution.

L'agent que nous avons à Lévis s'attend de recevoir un contingent d'immigrés considérable pendant la prochaine saison, principalement de garçons de ferme et de domestiques, et dans ces circonstances, il serait imprudent de diminuer le crédit, vu que nous pouvons avoir à faire face à des dépenses élevées.

Quant à ce qui regarde l'établissement d'un certain nombre d'immigrants dans les Cantons de l'Est et auquel mon honorable ami le représentant de Sherbrooke a fait allusion, je vois par le rapport de l'agent de Sherbrooke que 1600 immigrés se sont dirigés sur cette partie de la province. Tous ceux qui connaissent Sherbrooke et ses environs, savent que ceux des vieux pays qui se sont établis là ne sont pas pour aller ailleurs. Je crois pouvoir dire sans risquer de me tromper que plus que

50 par cent des immigrants qui sont venus ici se sont établis dans la province. N'est-ce pas là un retour raisonnable pour l'argent dépensé. .

L'honorable M. **Robertson**.—Ce n'est pas 50, c'est 90 par cent.

M. le **Commissaire**.—... C'est encore mieux. Nous offrons de rares avantages pour les immigrants, et plus particulièrement aux domestiques des deux sexes, surtout aux servantes, dont la demande est très forte. En face des résultats que nous pouvons constater à l'aide des renseignements venant de bonnes sources, je ne puis que regretter que le montant demandé ne soit pas plus considérable. Voyez donc, M. le président, les prodigieux développements de la république américaine. A quoi les doit-elle attribuer si non à l'encouragement qu'elle a offert à l'immigration. Nous ne devons pas nous arrêter surtout quand l'expérience sollicite de notre part un redoublement d'attention et de généreux dévouement pour faire de notre belle et grande province de Québec un nouveau royaume, puissant par ses ressources, par sa population et par sa richesse.

M. **Laberge**—*député de Chateauguay*.—Autrefois, M. le président, nous avions des îles britanniques une immigration réellement avantageuse au pays. Aujourd'hui ce que l'on nous envoie, ce sont pour la plupart des artisans. Or c'est précisément ce dont nous avons le moins besoin, car notre population ouvrière des grands centres n'a pas trop d'ouvrage. Le gouvernement devrait donner des instructions précises à ses agents à l'étranger, de décourager cette immigration qui est plutôt nuisible qu'avantageuse à la province.

La discussion est ajournée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale sur le budget des dépenses.

M. **Richard**—*député de Montcalm*.—M. le président, en me levant ce soir pour parler sur la question agricole, ce n'est pas pour discourir sur la nécessité de l'agriculture. Tout le monde sait que ce n'est point l'industrie, ni le commerce qui tire du sol la force du pain, la joie de l'huile, et cette autre liqueur dont les livres sacrés n'ont pas craint de dire qu'elle est faite pour réjouir le cœur de l'homme.

Personne n'ignore que les savants avec leur science, les chefs des peuples avec leur autorité, et les Crésus sur leurs monceaux d'or péri-raient tous misérablement sans le secours de l'agriculture ; qu'elle est

la base solide sur laquelle repose toute l'existence plus ou moins heureuse des peuples civilisés ; et que, sans elle, les hommes retourneraient à l'état sauvage, puisqu'ils ne pourraient vivre que de chasse et de pêche.

Je ne veux pas non plus parler de la noblesse de l'agriculture : autant vaudrait m'appliquer à prouver l'existence de la clarté lumineuse de l'astre du jour. Si la véritable grandeur, si la réelle noblesse consistent à être utile, dit Dupanloup, qu'y a-t-il de plus noble et de plus grand que l'agriculture, la nourricière du genre humain, le fondement même de la vie humaine ! Cet état, le plus ancien de tous, plus ancien même que l'état du mariage, puisqu'il a été institué avant même la création de la femme, et qu'il l'a été non par un savant, ni par un monarque ordinaire, mais par le roi des rois lui-même ; cet état que les plus beaux génies, les plumes les mieux taillées, et les bouches les plus éloquentes se sont appliquées à célébrer sur tous les tons et à qui mieux mieux ; que les personnages les plus extraordinaires : législateurs, philosophes, guerriers, magistrats ont embrassé et pratiqué ; et que les grands peuples, depuis les Babyloniens jusqu'aux Français, en passant par les Romains, ont reconnu comme le plus respectable des états, comme la plus noble des professions.

Je sais, d'ailleurs, que tous ceux qui me font l'honneur de m'écouter avec tant de bienveillance n'ont qu'une voix pour proclamer la nécessité et la haute noblesse de l'agriculture. Aussi, ce n'est point sous ces faces que je veux la considérer. Je voudrais essayer de la montrer sous un point de vue un peu plus nouveau, un peu moins rabattu. Donner, avec tout le respect dont je suis capable, quelques raisons pour amener le gouvernement de Québec à favoriser la classe agricole d'une manière un peu plus efficace voilà mon intention. Priant donc les honorables membres de cette Chambre de vouloir bien m'accorder l'indulgence que réclament mon âge et l'importance du sujet que je me propose de traiter, je commence sans autre préambule

La fin de la politique est de rendre un peuple heureux, fort et fidèle à sa mission divine, en autant que faire se peut, humainement parlant. Or, l'agriculture est le meilleur moyen de rendre notre peuple heureux fort et fidèle à sa mission.

Les cultivateurs formant la presque totalité de notre peuple, si l'agriculture les rend heureux, notre peuple sera nécessairement heureux. Or, l'agriculture fournit aux cultivateurs les principales conditions du bonheur que l'on doit raisonnablement désirer dans cette vallée de larmes.

Elle ne fournit pas souvent les grandes richesses, ni les grands honneurs, mais elle donne quelque chose de plus précieux, de moins embarrassant et de plus agréable. Elle donne la santé, le premier et le plus grand des biens périssables ; la jouissance paisible d'une honnête aisance, cette *mediocritas aurea* d'Horace, tant vantée par cet immortel poète, comme la plus enviable des positions ; et les charmes de l'indépendance bien comprise, cette douce liberté pour l'acquisition de laquelle les particuliers exposent leur vie, les peuples se jettent aveuglément dans les plus grands périls, les nations se précipitent dans le gouffre des révolutions. La vie champêtre donne la santé par son air pur et bienfaisant, par sa nourriture frugale, et par ses exercices corporels continuels. Elle procure une honnête aisance, dont ils peuvent jouir paisiblement, à tous ceux qui veulent travailler ; car ce n'est pas le fonds qui manque, le sol est une riche mine d'or. Elle exige une certaine dose de travail ; mais ce travail loin de nuire au bonheur, est une véritable satisfaction. Elle fait boire à longs traits à la coupé enchanteresse de l'indépendance. Elle n'est réellement soumise à aucune autre profession.

L'agriculteur peut impunément donner ou refuser sa confiance sans craindre le moins du monde pour la fécondité de son champ, l'accroissement de ses troupeaux, ou l'augmentation de sa fortune. C'est un homme qui n'a besoin de personne ; il est le seul vraiment indépendant. L'agriculture rend donc ses enfants heureux, et par là rend notre peuple heureux, puisqu'il est en totalité composé de cultivateurs.

O nimium fortunatos, si sua bona norint agricolas !

L'agriculture est encore le meilleur moyen de faire de notre peuple un peuple fort, non-seulement en améliorant sa santé physique, comme je viens de le dire, non-seulement en augmentant sa richesse nationale, qui est une véritable force, surtout dans notre siècle ; mais de plus, en arrêtant le courant de l'émigration et en ramenant des états voisins sur notre sol des milliers de nos compatriotes.

Il n'y a que la pénible nécessité qui les oblige à s'expatrier. Ils aiment leur Canada tout autant que nous. Leur premier hymne en arrivant à l'étranger, c'est d'adresser au courant fugitif, ce refrain de notre grand patriote : " Va dire à mes amis que je me souviens d'eux." Qu'on leur facilite l'acquisition des moyens de se livrer à la culture de notre sol et nous les verrons revenir gaiement dans leur chère patrie.

Qu'on fasse fleurir davantage l'agriculture et nous verrons cesser l'émigration. Quelle surcroît de puissance ne serait-ce pas pour la province que le talent, l'activité et le travail opiniâtre de ces milliers de

nos compatriotes ? Mais le moyen le plus puissant que possède l'agriculture pour multiplier notre race, pour accroître notre force, ce n'est pas de donner la santé, ce n'est pas même d'arrêter le courant de l'émigration, c'est un moyen plus fécond et plus précieux, c'est un prodige que les pays étrangers regardent comme légendaire, c'est une qualité qui fait l'honneur et la gloire de notre race : c'est la fécondité de la femme canadienne. La femme canadienne est à ce titre le plus précieux ornement de notre société. Elle est en même temps la fleur la plus vermeille et la plus éclatante. Pourquoi ? c'est parce que cette fécondité, toute belle qu'elle soit, provient d'une qualité encore plus belle et plus divine : j'ai nommé la vertu. "C'est l'amour qui accouple, dit De Maistre, " mais c'est la vertu qui peuple." Et j'ajoute : si la femme du cultivateur est si féconde c'est parce qu'elle est si vertueuse.

Honneur donc à vous, brave cultivateur, qui possédez dans votre chaumière un trésor si précieux à notre nation ! Honneur à l'agriculture, productrice et sauvegarde de cette prodigieuse fécondité ! Honneur à l'agriculture, l'ennemi des troubles et des discussions, et, par conséquent, cause principale de notre force ! L'histoire des gouvernements ne nous montre pas une seule révolution organisée par la classe agricole. L'agriculture est essentiellement opposée aux secousses et aux révolutions, non-seulement par son intérêt, mais par sa constitution même. Elle cloigne l'homme des grands centres, berceaux des utopies, des théories subversives de l'ordre social. Elle le tient à l'écart, sur un théâtre où tout lui prêche le bien, l'ordre, la tranquillité. Elle désire, elle rétablit, elle conserve l'union : et l'union c'est la force. Voulons-nous être un peuple réellement fort ? Soyons cultivateurs. C'est l'agriculture qui a fait la principale force de tous les plus grands peuples tant anciens que modernes. C'est l'agriculture qui a été la force du Peuple Roi, que le cygne de Mantone nomme aussi Peuple-Laboureur. C'est elle qui fera du peuple canadien un peuple fort et puissant, un grand peuple !

Enfin, qu'est-ce qui nous a fourni et nous fournira le moyen de remplir notre véritable mission comme peuple ? Il n'y a que la noble et vertueuse agriculture qui puisse nous aider beaucoup à bien nous acquitter de notre grande tâche. Elle est si belle et si sublime, notre mission ! Pourquoi sommes-nous, en effet, sur cette terre d'Amérique ? Est-ce pour faire une nation riche ? Oh ! non : le sang qui coule dans nos veines est trop riche pour être dépensé à ramasser de l'argent. Nous avons à jouer un rôle plus grand que celui-là. Serait-ce pour devenir un peuple soldat ? J'avoue que cette gloire n'est pas indigne d'une

nation. Quand a sonné le clairon, nous n'avons pas dédaigné non plus d'aller cueillir des lauriers sur les champs de bataille. Nous avons été fiers de saisir l'occasion de prouver que nous sommes de la race des héros ! Mais nous sommes ici pour quelque chose de plus grand que tout cela : nous sommes au centre de l'Amérique septentrionale comme un phare lumineux, comme un Evangile vivant, pour prouver et pour propager la vérité, la sainteté et les splendeurs de l'Eglise catholique. Nous sommes la France du Nouveau-Monde.

De même que la France a toujours été la personnification de l'œuvre de Dieu en Europe, ainsi le Canada, proprement dit, existe pour faire l'œuvre de Dieu en Amérique. *Gesta Dei per Canadenses* de même qu'on dit *Gesta Dei per Francos*. Or, quel est le meilleur moyen de rester religieux et d'accomplir notre mission divine ? C'est d'être cultivateur. " La vie des champs est voisine, dit Columelle, sinon parente de la sagesse. " " C'est parmi les cultivateurs, dit Caton, que naissent les meilleurs citoyens et les plus forts soldats. " N'est-ce pas dans nos campagnes que nous rencontrons ces vertus fortes, viriles et divines : l'ordre, la persévérance, l'économie, la sobriété, l'activité, la fermeté des mœurs, l'héroïsme du dévouement, la fermeté inébranlable de la foi ? N'est-ce pas la classe agricole qui peuple nos couvents de ces jeunes et délicates personnes dont le dévouement et l'héroïsme ont arraché ce cri d'admiration au cynique Voltaire lui-même : " Ces tendres vierges sont l'honneur et la gloire de la race humaine. " N'est-ce pas la classe agricole qui a formé notre clergé national, cet illustre corps qui nous conduit avec tant de science et de vertu dans le droit sentier qui aboutit à la Jérusalem céleste ? N'est-ce pas enfin parmi la classe agricole que se recrute cette nombreuse milice de vénérables religieux dont l'érudition, l'éloquence et la vertu attestent, dans toute l'Amérique du Nord, la vérité, la beauté et la divinité de la religion catholique, apostolique et romaine ?

Voulons-nous donc être fidèles à notre mission ! Soyons cultivateurs. Voulons-nous être forts ? Soyons cultivateurs. Voulons-nous être heureux, en autant qu'on peut l'être dans l'état laïque ? Soyons cultivateurs. Donc l'agriculture est le meilleur moyen de rendre notre peuple heureux, fort et fidèle à sa mission providentielle. Donc la fin de la politique locale doit être, avant tout et pardessus tout, de protéger et de faire progresser l'agriculture. Or, le meilleur moyen de la protéger et de la faire progresser, le dirai-je ? C'est de faire participer à l'administration de la chose publique au moins quelques membres pratiques de la classe agricole.

De même que des milliers de soldats réunis en corps, bien disciplinés et pleins de courage, ayant des conseils de guerre composés d'habiles et dévoués capitaines, ayant des armes et de l'argent en quantité suffisante pour faire des conquêtes, ne peuvent atteindre leur but sans avoir un pouvoir pour les commander, un chef pour les diriger ; ainsi, nos cultivateurs tout bien disposés et tout favorisés qu'ils sont ne peuvent marcher sûrement à la conquête de la fortune et de la prospérité, nationale, sans avoir à leur tête des hommes ayant le pouvoir de les commander et la volonté ferme et éclairée de leur faire atteindre leur noble but.

Le plus grand obstacle à l'avancement de l'agriculture ne vient pas d'en bas, il vient d'en haut. Ce ne sont point les soldats, ce ne sont point les capitaines qui manquent, ce sont les premiers généraux ; ce ne sont pas les grands chefs, c'est la tête. Les cultivateurs travaillent, étudient et veulent avancer. Les sociétés d'agriculture fonctionnent bien ; le conseil se dévoue et s'épuise ; le comité permanent discute avec chaleur, supplie et va jusqu'à s'indigner pour faire adopter ses rapports et les faire mettre à exécution. Mais ces efforts, ces suggestions respectueuses, ces sages conseils vont mourir la plupart du temps à la porte des gouvernements. On ne donne pas à l'agriculture l'attention qu'elle mérite. Pour une raison ou pour une autre, on ne veut pas se mettre à la tête du mouvement agricole. Eh bien ! pour surmonter cet obstacle, infranchissable avec les dispositions actuelles, pour guérir ce mal il faudrait introduire à l'intérieur des bâtisses ministérielles quelques-uns de ces cultivateurs pratiques qui connaissent si bien la profession agricole, et qui l'aiment si passionnément, non pas seulement pour avoir entendu dire qu'elle est aimable et utile, mais parce qu'ils sont convaincus, par leur propre expérience, qu'elle est réellement de toutes les professions la plus noble, la plus heureuse et la plus avantageuse à l'Etat.

On ne verrait plus alors la classe agricole essuyer les affronts de l'indifférence et de l'apathie des hauts fonctionnaires ! On verrait écoutées et mises en pratique, les aspirations, les résolutions et les protestations des sociétés, du conseil et du comité permanent de l'agriculture. On verrait fonctionner, à la satisfaction et à l'avantage de la province, tous les rouages de cette belle et précieuse machine qui s'appelle l'organisation agricole. Le conseil et le comité se remettraient à l'œuvre avec un redoublement de travail, d'union et de dévouement. L'autorité favoriserait mieux la classe agricole, parce qu'elle en connaîtrait mieux les goûts, les aptitudes, les besoins les aspirations et les droits. Elle la favoriserait davantage, parce qu'elle l'aimerait natu-

reillement plus et parce qu'elle y serait certainement plus attachée et plus dévouée. Les grâces du trésor n'atteindraient pas seulement les étudiants ou les hommes pratiquant les professions libérales ; les honneurs iraient chercher les sages laboureurs qui les méritent pour le moins autant que n'importe qui ; les fonctions publiques ne seraient pas confiées à tout autre qu'aux agriculteurs.

La présence des cultivateurs dans un ministère autoriserait l'agriculture, la rendrait plus respectable aux yeux de certains détracteurs, lui ôterait cette espèce de ridicule insensé qu'on ose parfois lui donner, mettrait les habitants à couvert de la tentation des dérisions et des censures, établirait, en un mot, qu'il n'est honteux pour personne de se livrer au travail des champs. Pour leur avantage et leur bonheur, le trop plein des professions libérales et la jeunesse instruite n'auraient plus honte alors de mettre leur instruction, leurs talents et leur force au service d'une profession aussi respectée que les autres et plus capable, vû l'état actuel de notre société, de leur procurer les moyens de vivre plus confortablement. Les cultivateurs, fiers de grandir dans l'opinion publique, travailleraient, économiseraient et se perfectionneraient davantage afin de répondre à cette confiance et de toujours se tenir au moins à la hauteur de leur dernière position.

La province de Québec deviendrait le jardin de l'Amérique comme la Belgique est le jardin de l'Europe. Le bien-être, la fortune, la prospérité se répandraient dans nos campagnes. L'union, la joie, le bonheur couleraient à pleins bords. Les autres pays comme toutes les provinces de la puissance du Canada, nous respecteraient et nous considéreraient en proportion de notre prospérité nationale. Quel beau résultat ! Quelle source de biens pour toute notre population ! Avec quelle raison ne pourrais-je donc pas conclure que le meilleur moyen de protéger et de faire progresser l'agriculture, c'est de faire rentrer dans le ministère, aux premières occasions favorables, un ou quelques membres pratiques de la classe agricole.

Et, qu'on ne vienne pas essayer de barrer le chemin des honneurs aux habitants, en disant qu'ils ne sont pas assez instruits ou qu'ils ne sont pas assez galants ! Je reconnais toute l'utilité et toute l'importance de la science. S'il y a bientôt vingt ans que j'étudie, ce n'est pas parce que je suis sous l'impression que la science est inutile. Mais il n'est pas nécessaire d'avoir fait un cours classique, ni d'appartenir aux professions libérales pour être capable d'administrer les affaires d'un pays. Platon a dit que les peuples seraient heureux si les rois étaient philoso-

phes ou si les philosophes étaient rois ; mais Frédéric le Grand n'a pas moins déclaré que s'il voulait punir une province, il lui enverrait un philosophe pour la gouverner. En commentant ces deux opinions, l'immortel De Bonald n'a pas hésité à donner la supériorité à celle de Frédéric, finissant par dire que la science est utile à tous, mais qu'elle n'est pas la qualité principale d'un homme d'Etat. Chaque place a ses exigences particulières, de même que chaque homme a ses talents.

J'admets bien aussi qu'il y a du vrai dans cette doctrine qui enseigne que la politesse obtient souvent ce que ne peut obtenir le talent, que la galanterie joue un grand rôle dans la politique. Mais je ne vois aucun rapport bien intime entre un air gracieux, un salut bien fait et le bonheur d'un peuple, la prospérité d'une nation. Quand un peuple veut traiter avec son ennemi, ce n'est pas le plus poli, mais bien le plus habile de ses sujets qu'il choisit pour son ambassadeur. Ce ne sont point les hommes les plus galants qui sont les plus utiles, mais bien les plus intelligents, les plus vertueux. Les premières qualités de l'homme d'Etat ne sont pas la connaissance de l'étiquette et de la rhétorique, ni la connaissance de la médecine ou du code de procédure, pas plus que la connaissance du grec et du latin. Les premières qualités de l'homme d'Etat sont une certaine dose de saine instruction et de vraie politesse, puis le jugement, le caractère, le patriotisme : le jugement qui compare et pèse les raisons, qui apprécie les hommes et les faits et qui ne se trompe pas ; le caractère qui a des opinions et des principes, le caractère qui n'a pas peur de dire sa façon de penser devant un homme, et qui ne trafique pas sa conscience pour un vil métal ; le patriotisme qui travaille et économise, le patriotisme qui est honnête et consciencieux ; le patriotisme qui s'oublie, qui se donne et qui se consume pour la prospérité et la gloire de son pays.

Voilà principalement ce qui rend si chers à la nation les noms immortels de nos grands hommes politiques canadiens-français ! Voilà, quoi qu'on en pense et quoi qu'on en dise, ce qui, avant tout et pardessus tout, rend si respectables et si honorables, les Morin, les Lafontaine, les Taché, les Cartier et les Langevin !

A ce point de vue, je me sens à l'aise et je suis fier de parler du cultivateur canadien. Je le reconnais à ses traits saillants, je le salue comme l'heureux possesseur de toutes ces qualités. En lui, nous trouvons une instruction solide, une politesse basée sur la charité même, un jugement droit et sain, un caractère ferme et inébranlable, un patriotisme grand et pur, c'est-à-dire toutes les plus précieuses qualités qui

font l'homme d'état. Nous trouvons aussi en lui d'autres titres à l'administration de la chose publique, mais qu'il me suffise d'en citer un seul : Je l'appelle son droit à la participation du pouvoir.

En effet, qu'est-ce qui gouverne sous notre régime constitutionnel ? Est-ce l'argent ? J'avoue que c'est un moyen malheureusement trop influent. Dans notre siècle surtout, le Dieu Plutus trouve des adorateurs nombreux. On lui sacrifie souvent ses principes, on lui prostitue sa conscience ; mais enfin il ne gouverne pas. Est-ce l'éloquence ? Pas beaucoup plus que l'argent. C'est une arme formidable, c'est un levier puissant qui bouleverse souvent en politique. C'est une grande force, j'en reconnais tout le prestige, toute la magie électrisante, mais on ne peut pas dire qu'elle gouverne. La force dominante et gouvernante dans notre province, c'est la majorité. La volonté de la majorité, voilà la loi. La majorité est la reine, la souveraine absolue. "Elle peut tout." dit la constitution anglaise, "excepté changer un homme en femme et une femme en homme." Or, où se trouve cette majorité ? Quelle est la classe la plus nombreuse ? Quelle est la masse et la multitude dans la province de Québec ? N'est-ce pas la classe agricole ? La classe agricole n'est-elle pas à elle seule les quatre cinquièmes de de notre population ? Ne possède-t-elle pas la majorité sur toutes les autres classes réunies en bloc ? Oui, sans aucun doute.

Nous sommes donc, nous les habitants, la majorité du peuple. En conséquence notre volonté peut faire loi. Elle doit même faire loi, puisque la base fondamentale et conservatrice des gouvernements, c'est de préférer l'intérêt des masses à l'intérêt des corporations et des particuliers.

Depuis l'établissement du régime constitutionnel jusqu'à cette époque nous avons toujours consenti à remettre nos intérêts dans les mains des autres classes, parce que nous sentions que les circonstances demandaient d'autres talents que ceux que nous avons. Chaque époque a ses besoins de même que chaque homme a ses qualités et ses aptitudes.

De 1774 à 1840 le pays avait besoin d'orateurs, de tribuns populaires, de foudres d'éloquence. Nous avons été assez heureux de rencontrer de tels hommes, nous les avons chargés de nous défendre et de faire valoir nos droits.

De 1840 à 1867 il fallait de grands penseurs, de grands législateurs, nous nous sommes fait représenter par ces spécialistes, parce que nous n'avions pas toutes les qualités voulues pour les circonstances.

De 1867 à 1881 nous avons patriotiquement cédé le pas aux hommes d'Etat aux vues larges, aux conceptions hardies, à l'esprit de grandes entreprises nationales, parce que ce rôle ne nous allait pas encore assez bien.

Mais aujourd'hui nous ne prétendons pas céder entièrement notre place, parce que nous sommes de taille à la remplir parfaitement. Ce ne sont pas des orateurs, ni des philosophes, ni des entrepreneurs : ce sont de sages administrateurs, ce sont des amants passionnés et expérimentés de l'agriculture qu'il nous faut ; des administrateurs pratiques, économes, scrupuleusement économes. C'est le règne des cultivateurs en personne qui commence. Les circonstances nous demandent, la patrie nous appelle, nous avons les qualités requises par les circonstances présentes : Allons-nous reculer ? . . . Il y aurait lâcheté de notre part de le faire. Nous avons assez de courage et nous aimons assez notre pays pour ne pas hésiter à nous imposer les travaux qu'il demande de nous. L'histoire n'enregistrera pas, à notre honte et à notre déshonneur, que nous, les cultivateurs canadiens, nous avons manqué à notre devoir envers notre patrie. Nous ne voulons pas blesser les droits de personne, nous voulons être justes envers tout le monde, mais nous voulons que tout le monde soit juste envers nous. Ce ne sont point des jalousies, des haines, des discordes que nous voulons. Nous n'exigeons pas un ministère exclusivement composé de cultivateurs pratiques, nous ne demandons que ce qui est parfaitement juste, raisonnable, avantageux pour tout le monde : un ministre cultivateur canadien français, et dans d'autres circonstances favorables, un autre ministre cultivateur d'une autre nationalité, s'il en faut.

Avant de prendre mon siège, on me permettra d'ajouter encore un mot : Je suis jeune, et je ne suis pas fâché de l'être, mais je sais que mes bonnes intentions seront mal interprétées. Je serais fort surpris si elles ne rencontraient pas des insultes et des injures. Il faut qu'un jeune homme ait vingt fois plus que raison pour ne pas être attaqué par les traits de la critique maligne, quand surtout son action tend à contrebalancer les aspirations et les ambitions légitimes d'une classe aussi habile et aussi rusée que la classe instruite. Je sais d'avance ce qui m'attend, cette année, bien que je n'aie voulu blesser personne ; j'ai encore présent à la mémoire ce qui m'est arrivé l'année dernière. Mais au milieu de cette tempête de calomnies qu'on pourra peut-être soulever autour de mon nom, il me restera toujours quelque chose pour m'empêcher de me décourager.

Que l'on dise et que l'on fasse ce que l'on voudra, jamais on ne pourra m'enlever ce que j'aime et ce que j'estime le plus. Il me restera toujours le titre d'habitant ; pour moi, c'est assez. On ne pourra pas non plus m'ôter la consolation d'avoir été le fidèle interprète des sentiments de plusieurs des honorables membres de cette Chambre, sur la cause la plus belle, la plus noble et la plus patriotique. Ma conscience sera toujours avec moi pour me rappeler que dans cette circonstance, je n'ai agi ni pour l'intérêt personnel d'aucun homme, ni pour critiquer ou censurer malicieusement personne, ni pour nuire au gouvernement actuel, ni pour soulever les préjugés du peuple, mais uniquement par conviction ; uniquement parce que je croyais fermement que je travaillais pour le plus grand bien de mon pays. Jamais je n'aurai peur d'exprimer ma manière de voir sur une saine question, lors même que je serais seul de mon opinion : "*Etiam si omnes... ego non*" répéterai-je alors avec le cardinal Clermont-Tonnerre. Et si, pour avoir eu le courage de mon opinion, les circonstances me ferment à l'avenir, l'entrée du parlement, je m'en irai, dans une humble paroisse du collège électoral de Montcalm, reprendre les exercices d'une profession que j'aime assez pour lui sacrifier mon avenir politique. Mon cœur sera content, j'aurai fait mon devoir.

"Fais ce que dois, advienne que pourra."

Quel que soit l'état de fortune dans lequel je me trouverai, je repèterai toujours avec un surcroît de bonheur et de fierté ces paroles de l'historien de la Suisse.

"Plutôt manger du pain noir trempé dans de l'eau toute ma vie que de commettre une seule action indigne de la noblesse de mon âme."

Enfin, jamais je n'oublierai l'attention bienveillante que m'ont si généreusement accordée ce soir les honorables membres de cette Chambre et pour laquelle je les remercie avec la cordialité dont je suis capable.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Migantic*.—M. le président, je ne sais si c'est le temps propice de prendre la parole, pour attaquer le gouvernement. Le discours de l'honorable député de Montcalm a tellement égayé la Chambre par les heureuses et délicates citations qu'il a faites, qu'à prime abord cela va paraître cruel de tirer la Chambre de la bienfaisante gaieté dans laquelle elle est. Cependant, j'ai un devoir à remplir, quoiqu'il m'en coûte d'entreprendre une tâche aussi pénible, je ne puis reculer.

Depuis près d'un mois, nous discutons la question financière. Il a été dit beaucoup de paroles à ce sujet. Il y a un fait néanmoins qui domine toute la situation et c'est celui-ci. Nous dépensons plus que nous recevons. C'est là une bien triste vérité, mais inutile d'essayer de se la cacher, elle s'impose à nous avec une force irrésistible. Si dans le cours ordinaire de la vie, nous voyons un homme qui, chaque année, dépense plus qu'il ne reçoit, tout de suite on se dit que c'est la ruine qui attend cet homme. C'est exactement la même chose pour le gouvernement. Ah ! il est bon de dire, pour sauver une situation avariée, que les gouvernements précédents ont été pires que celui-ci. Alors nous allons de mal en pis. Au moins avons-nous la satisfaction de dire que le gouvernement travaille à remonter le courant, à vaincre cette espèce de frénésie de dépense qui grossit chaque année notre budget. Nous n'avons pas même cette satisfaction.

Le gouvernement se laisse aller au courant qui l'entraîne lui et la province à la ruine. Quand je parle de la ruine, je ne veux pas dire que nous en sommes rendus à voir la banqueroute se dresser devant nous. Grâce à Dieu, nous n'en sommes pas encore rendus à cette extrémité, car la province a des ressources. Mais ce que je dis c'est que la banqueroute existe dans notre budget à l'état chronique, c'est-à-dire que nous n'avons pas assez de recettes pour payer nos dépenses ordinaires et courantes. Tout homme raisonnable dans ces circonstances songerait à avoir d'autres revenus. C'est en effet ce qui sollicite tout particulièrement notre attention. L'honorable trésorier nous a soumis un projet à propos de cet accroissement si nécessaire de notre revenu. Il nous a dit qu'il ne reste pas d'autre ressource que celle d'avoir une augmentation du subside du trésor fédéral. C'est-à-dire que nos extravagances nous ayant ruinés, il nous faut demander l'aumône maintenant. Aller à Ottawa avec une pareille mission, c'est aller ni plus ni moins, quémander. Je crois que la chose est mauvaise en principe, impraticable en réalité, et le plus vite nous nous oterons cela de la tête, le mieux ce sera pour la province.

Si nous jetons un regard sur notre province et si nous examinons attentivement la mise en pratique de notre système municipal, nous constatons que l'administration municipale est conduite, dans l'ensemble, d'une manière admirable. La province d'Ontario peuplée par les descendants du peuple des îles britanniques, habitués depuis des générations et des générations à gérer lui-même ses affaires locales, ne présente pas un état de choses supérieur à ce que nous avons ici. Nous ne voyons

pas d'extravagance ni de gaspillage. Tout va très bien. Cela tient à deux causes principales, M. le président ; je n'en mentionnerai qu'une, la seule qui soit de nature à étayer mon argumentation, la seule par conséquent que la Chambre ait intérêt à connaître. Si les affaires municipales quant à ce qui concerne l'administration des produits des taxes, sont si bien conduites, c'est que le peuple payant directement, se montre fort particulier sur l'emploi que l'on fait de son argent. La même chose, le même résultat se produira pour les finances de la province, lorsque nous aurons introduit un autre mode que celui que nous avons, pour alimenter le trésor. Je suis bien certain que dès que le peuple aura à payer directement pour subvenir aux frais administratifs, il verra de près à ce que son argent ne soit pas gaspillé. Il surveillera soigneusement à ce qu'aucune dépense inutile ne soit faite. De là je conclus que le plus vite nous arriverons à cet état de choses le mieux ce sera pour notre province. En attendant que l'on se décide à prendre ce moyen impopulaire et qui répugne par conséquent, on essayera bien je suppose de la taxation par classe ; on tentera de faire payer à un certain nombre d'individus ou à une catégorie d'intérêts, des impôts qui n'atteindront que ces intérêts, mais ceci est fini, ça ne prendra plus. Peut-être que ma manière de voir n'est pas populaire, mais je ne m'occupe guère de cela. Je ne suis pas ici pour rechercher, aux dépens des plus chers intérêts du pays, une vaine popularité. Mon devoir domine chez moi toutes autres considérations, et on doit savoir que je ne suis pas homme à reculer.

Le gouvernement veut, assure-t-il, pratiquer l'économie. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il s'y prend d'une curieuse manière pour y arriver. Il a nommé une commission pour faire une enquête sur le service civil. Pourquoi aller chercher deux personnages en dehors de ce service pour faire une enquête que les honorables ministres auraient si bien pu conduire eux-mêmes sans qu'il en coûtât un sou à la province ?

Si le gouvernement voulait réellement recourir à l'économie, il n'aurait que faire de prendre ces moyens détournés et si coûteux de faire la chose. S'il se fut mis à l'œuvre sérieusement, je suis certain qu'il aurait réussi. Si je veux que l'on économise sur les frais du service public, ce n'est pas que je sois en faveur d'un système qui serait l'extrême opposé de ce que nous avons à l'heure qu'il est. J'ai toujours été en faveur de bien payer pour avoir un service efficace, mais je crois qu'il y a deux fois plus d'employés qu'il en faut, et qu'il en est du service civil comme il en était de l'ancienne administration de la voie ferrée, où les

nouveaux propriétaires ont renvoyé un employé au moins pour chaque mille de chemin.

Ce n'est pas la seule branche du service public où on devrait économiser. Il y en a plusieurs et je me propose d'en signaler une ce soir.

Il y a quelques jours, le comité des comptes public nous faisait un rapport très important. Voici ce qui nous était dit dans ce rapport : " Que ce comité constate avec regret les dépenses énormes pour les dépenses contingentes du bureau du lieutenant gouverneur et pour l'entretien de Spencer Wodd, et qu'il recommande à la Chambre d'adopter les mesures nécessaires pour diminuer ces dépenses, que le comité regarde comme extravagantes ; il recommande aussi, qu'aucunes réparations ne soient faites et qu'aucuns autres édifices ne soient construits, sans un rapport spécial fait par un architecte compétent, qui en établira la nécessité. "

Lorsque ce rapport a été adopté l'honorable trésorier était présent et le représentant du *Star*, qui assistait à la séance du comité, dit que l'honorable trésorier, bien loin de s'en trouver fâché, s'est déclaré satisfait au point de dire que cela l'aidera et lui donnera un appui qu'il désirait dans son for intérieur. Je ne sais si le *Star* se trompe, il se peut qu'il en soit ainsi, bien que généralement ce journal, et surtout son correspondant québécois soit bien renseigné.

Quoiqu'il en soit de l'exactitude du rapport du *Star*, il n'en reste pas moins acquis que le comité des comptes publics, l'un des plus nombreux comme l'un des plus importants de cette Chambre, a émis une opinion décisive sur ces dépenses et qu'il entend qu'elles soient discontinuées au plutôt. Comment mon honorable ami le trésorier va-t-il se tirer de la position anormale où le place les conclusions de ce rapport. Il déclare bien formellement que les dépenses contingentes du bureau du lieutenant gouverneur sont de beaucoup trop élevées, il les qualifie même d'extravagantes, on voit que la forme est aussi rude que le fond. En effet, l'an dernier \$30,000 ont été englouties dans ce seul bureau. Cela représente un capital de \$600,000 à cinq par cent d'intérêt. Tous nos embarras financiers nous viennent du fort montant d'intérêt que nous avons à payer sur notre dette. Si on économisait toutes les sommes qui vont pour des dépenses inutiles, nous aurions là déjà une ressource qui ne serait pas à dédaigner.

Maintenant un mot sur ce rapport à un autre point de vue. Il ne peut y avoir deux manières d'envisager la question. Ce rapport est très inconstitutionnel, c'est là la seule manière de le juger, et cependant il

a été adopté en la présence de l'un des conseillers de la couronne, en face de l'un des ministres, qui comme tel est responsable de ces dépenses qualifiées d'extravagantes par le comité, du trésorier qui non-seulement en est responsable, mais qui, constitutionnellement les a recommandées. C'est ce même ministre qui laisse adopter une telle condamnation de sa conduite officielle. C'est le plus fort vote de non-confiance qui ait jamais été adopté contre des ministres. Puisque l'honorable trésorier a bien voulu accepter ce rapport comme l'expression de sa pensée, il ne peut manquer de donner son adhésion à l'amendement dont je vais donner lecture, avant de la remettre à M. le président. C'est simplement la reproduction de la pensée contenue dans le rapport que je viens de lire à la Chambre. Voici ma proposition :

“ Tout en étant disposée, comme elle l'a toujours été, à voter les subsides nécessaires au maintien du gouvernement de cette province, cette Chambre est d'opinion, qu'il soit résolu : qu'elle constate avec alarme, les dépenses énormes encourues pour les contingents du bureau du lieutenant gouverneur et l'entretien de Spencer Wood, et que cette Chambre désire adopter des mesures propres à réduire ce qu'elle considère être des dépenses extravagantes ; à empêcher qu'aucune réparation et construction nouvelles ne soient faites à Spencer Wood sans que leur nécessité ne soit démontrée d'une manière satisfaisante.

L'honorable M. **Wurtelle**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—M. le président, j'ai écouté avec étonnement le discours de l'honorable député de Mégantic. Il est vrai qu'il a plutôt réussi à obscurcir la question que de jeter de la lumière sur les faits qui se sont passés à l'occasion à laquelle il a fait allusion. En deux mots je vais rappeler ce qui a eu lieu.

Le comité proposait de fixer une somme pour couvrir les dépenses probables des deux services mentionnés dans le rapport qui est devant la Chambre. J'ai repoussé cette suggestion comme inconstitutionnelle. L'honorable premier ministre désirait que le mémoire de M. Chapleau sur Spencer Wood fut lu en même temps que ce rapport. Quant à moi, je désirais aussi que les deux fussent mis devant la Chambre afin que celle-ci fut en position de se prononcer plus intelligemment sur l'ensemble de la question.

Maintenant l'honorable député de Mégantic a été jusqu'à dans les colonnes du *Star* de Montréal, pour trouver l'expression de mon opinion sur cette affaire. Il aurait mieux fait de me la demander à moi-même. Cela lui aurait évité un trouble inutile. Je n'ai jamais dit que ce rap-

port me satisfaisait ni qu'il m'aiderait en quoi que ce soit. Cette déclaration est formelle et j'espère qu'elle suffit.

M. Picard.—*député de Richmond et Wolfe*.—M. le président, j'aurais bien été surpris si mes honorables amis de l'opposition n'avaient pas profité de cette occasion pour tirer sur le gouvernement. S'ils croient que nous allons leur aider ils se trompent. L'intention de la majorité du comité n'a pas été, en adoptant ce rapport de critiquer, le gouvernement ou le lieutenant gouverneur. Elle a voulu simplement faire comprendre que ces dépenses devaient être diminuées à la limite du stricte nécessaire. Quant au rapport du *Star*, il n'a pas rendu du tout la pensée exprimée par l'honorable trésorier. L'amendement de l'honorable député de Mégantic a une signification qui ne nous échappera pas. Il signifie l'arrivée au pouvoir des libéraux et de cela nous n'en voulons pas.

L'honorable **M. Beaubien**.—*député de Hochelaga*.—M. le président, je suis en faveur de l'idée de garder Spencer Wood. C'est une résidence digne de la province et de celui qui occupe le poste distingué de chef de l'exécutif. C'est l'opinion exprimée par l'honorable député de Lotbinière lorsqu'il était au pouvoir et que j'ai partagée. J'ai même abandonné mon parti dans une certaine circonstance pour ne pas voter contre le maintien de Spencer Wood comme résidence officielle de nos lieutenants gouverneurs. Il n'y a pas à se le cacher, les édifices sont dans un très mauvais état. Malgré les dépenses considérables qu'il faudrait faire pour les restaurer je ne suis pas prêt à dire qu'il faut les abandonner, ou changer la demeure du lieutenant gouverneur. Il y va de la dignité de la province.

Je suis surpris que le trésorier n'ait pas voté contre ce rapport ou ne l'ait pas combattu. Je dis, M. le président, économisez, mais gardez Spencer Wood. Quand on voit un simple particulier, Sir Hugh Allan aisser par testament une somme considérable pour l'entretien de son chateau de Ravenscraig, on s'étonne que la province puisse songer à délaisser une résidence historique comme Spencer Wood. Pour ces raisons je voterai pour qu'on la garde.

M. Asselin.—*député de Rimouski*.—M. le président, l'honorable député de Mégantic, s'est demandé comment le cabinet allait sortir de la position où il se trouve placé. Pour moi je comprends que la position du gouvernement est celle-ci. Il veut étudier le rapport du comité des comptes publics et donner ensuite une décision judicieuse.

Dans ces circonstances je considère, M. le président, que la proposi-

tion de l'honorable député de Mégantic, est prématurée. Il veut censurer le gouvernement avant que ce dernier ait agi, et cela parce qu'il craint probablement que les ministres fassent bien, ce qui pour l'honorable député, serait un malheur. Si vendredi, lorsque l'occasion s'en présentera, le gouvernement ne donne pas une décision, je serai le premier à le condamner. Mais pour le moment, j'ai raison de dire que cet amendement est prématuré.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—L'honorable député de Rimouski veut, cela est clair, voter pour le gouvernement, et comme il ne voudrait pas paraître se contredire, il cherche un prétexte pour éviter la contradiction entre ses actes. Il prétend que l'amendement est prématuré. Examinons un instant la situation pour voir s'il en est ainsi.

On demande de continuer la délibération sur le budget. Nous allons donc être appelés à voter le crédit affecté à Spencer Wood. C'est donc le temps convenable d'intervenir. Nous voulons émettre une opinion sur cet article du budget, voilà le fond de l'affaire. Si nous n'avions pas un rapport du comité des comptes publics, tout le monde trouverait la proposition de l'honorable député de Mégantic toute naturelle.

Que l'on argumente comme l'on voudra, si les membres du comité votent contre ce qu'ils ont voté devant le comité, cela prouvera leur extrême dévouement.

M. **Deschênes**—*député de Temiscouata*.—Je n'ai pas assisté à cette séance du comité.

M. **Audet**—*député de Dorchester*.—Je n'ai jamais voté pour une semblable proposition.

M. **Brousseau**—*député de Portneuf*.—Je n'y étais pas non plus à cette séance du comité des comptes publics.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—Mais, M. le président, c'est un magnifique rapport et je ne vois pas pourquoi ces honorable députés viennent par leur attitude censurer le trésorier, pour le premier bon mouvement qu'il a eu. On nous demande cette année de voter \$5,000 pour Spencer Wood, c'est le temps de faire connaître son opinion. On aura une belle mine de venir adopter le rapport du comité quand nous aurons voté l'argent demandé. C'est maintenant qu'il faut régler cette question.

M. le **Président**.—Je mets aux voix l'amendement de l'honorable M. Irvine.

Ont voté pour :—Messieurs Bernard, Bernatchez, Cameron, Demers, Gagnon, Irvine, Joly, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Watts.—14.

Ont voté contre :—Messieurs Archambault, Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Pâquet, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Sawyer, St-Hilaire, Thornton, Trudel et Würtele.—43.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

M. le **Président du comité**.—Le comité reprend sa délibération sur l'article 74, immigration et repatriement, \$12,000.

M. **Gagnon**.—Nous payons un agent en Angleterre. Cela, à mon avis, est inutile. C'est de l'argent gaspillé. Le Canada est assez bien représenté là pour que nous nous dispensions d'avoir un représentant. L'argent consacré au maintien de l'organisation que nous avons ici fait exception à la règle que je viens de poser.

En 1882, nous avons dépensé en tout \$15,600, \$14,600 pour le service de l'immigration proprement dit et j'y ajoute les sommes suivantes que je trouve à la page 81 des comptes publics de cette année : A l'honorable Hector Fabre, agent général de la province de Québec, en France, pour ses dépenses de voyage en France \$200. Pour payer les dépenses de l'installation de son bureau, etc., à Paris, \$500. Pour son traitement, pour trois mois, au 30 juin 1882, \$500. En tout \$1,000. Au sujet de son traitement en 1882, si je me rappelle bien, M. Fabre était ici à cette époque. Que faisait-il donc pour gagner ces \$500. Je suppose qu'il aidait le gouvernement Chapleau à vendre le chemin de fer. Nous avons tous lu les articles flamboyants qu'il publiait dans la presse à cette époque. Cette entrée dans les comptes publics donne à réfléchir.

Cette année on demande \$12,000, et comme M. Fabre aura encore ces \$2,500, cela fait \$14,500. Je considère que c'est de l'argent gaspillé. Puisque nous en sommes sur ce sujet, je me permettrai de suggérer une idée, qui vaut mieux que ce que l'on va faire avec cet argent.

On devrait tenir une statistique sur le mouvement de l'émigration.

de la province aux États-Unis et dans le Nord-Ouest. On se rendrait par là même compte de l'influence à l'étranger de nos compatriotes.

L'article 74 est adopté, ainsi que les crédits suivants :

Sociétés de colonisation, \$5,000 ; inspections et examens, \$1,600 ; nouveaux édifices du Parlement, construction devant coûter \$300,000 moins les fondations, payable à même l'emprunt (déjà voté), \$150,000 ; palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, construction des voûtes à l'épreuve du feu, \$5,000 ; école Normale Jacques-Cartier, réparations, etc., nécessitées par l'état de la tour, \$2,000 ; loyer des palais de justice et des prisons, \$1,407 ; assurance des palais de justice et des prisons, \$400 ; corporation de l'hôpital général, \$4,000 ; malades indigents, \$3,200 ; hôpital St-Patrice, \$1,600 ; sœurs de la Providence, \$1,120 ; asile de St-Vincent de Paul, \$600 ; hospice protestant d'industrie et de refuge, \$800 ; hospice protestant pour les femmes abandonnées, \$200 ; asile St-Patrice pour les orphelins, \$640 ; hôpital de la maternité de l'Université, \$480 ; asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), \$720 ; asile pour les orphelins catholiques, \$320 ; sœurs de la Charité, \$800 ; pour leur hospice des enfants trouvés, \$200 ; asile pour les orphelins protestants, \$640 ; hospice de la maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, \$730 ; asile de la rue Bonaventure, \$430 ; asile de Nazareth pour les enfants pauvres, \$400 ; école pour les aveugles, asile de Nazareth, \$1,390 ; ouvroir pour les aveugles, asile de Nazareth, \$300 ; dispensaire de Montréal, \$160 ; société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins, y compris la ci-devant maison de refuge, \$850 ; asile de l'école d'industrie, (Institut Harvey), \$320 ; asile Ste-Brigitte, \$800 ; frères de la charité de St-Vincent de Paul, \$500 ; hospice de Bethléem, \$500 ; hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, \$200 ; petites Sœurs des Pauvres, \$100 ; asile pour les enfants protestants, \$400 ; hôpital des femmes, \$500 ; Church Home, \$200 ; institution pour le traitement des yeux et des oreilles, \$250 ; hôpital St-Charles, \$500 ; hôpital Notre-Dame, Montréal, en rapport avec l'Université Laval, \$2,000 ; association charitable des dames de l'asile catholique pour les orphelins et de l'asile de Nazareth, \$1,140 ; malades indigents, \$3,200 ; asile du Bon Pasteur, \$800 ; Ladies Protestant Home, \$750 ; asile des orphelins, \$420 ; asile Finlay, \$420 ; asile protestant des orphelins, \$420 ; asile Ste-Brigitte, \$1,000 ; dispensaire, \$200 ; sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, \$200 ; hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, \$1,000 ; hôpital du Sacré-Cœur, dispensaire, \$200 ; hôpital du Sacré-Cœur,

Maternité, \$200 ; association chrétienne des dames, \$200 ; maison de santé de Belmont, \$700 ; hôpital de la marine et des immigrants, \$2,666.67 ; hôpital de la maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, \$2,013.33 ; malades indigents, \$2,500 ; sœurs de la Charité, pour hôpital de la maternité, \$400 ; hôpital général, \$700 ; hôpital de St-Hyacinthe, \$500 ; asile des orphelins, \$200 ; ouvroir de St-Hyacinthe, \$200 ; Distributing home pour les orphelins, \$200 ; hospice Youville, \$200 ; asile de la Providence, \$300 ; hospice St-Joseph, \$200 ; hospice Ste-Marie, \$200 ; asile de la Providence, \$200 ; hôpital St-Jean, \$200 ; sœurs de la Charité, \$200 ; hospice la Jemmerais, \$200 ; hospice des Sœurs de la Providence, \$200 ; hôpital de la Providence, \$200 ; hospice de Laprairie, \$200 ; hôpital St-Joseph, \$200 ; asile de la Providence, \$200 ; sœurs de la Providence de N.-D. de l'Assomption, \$200 ; asile de la Providence, \$200 ; hôpital de Ste-Anne Lapocatière, \$200 ; sœurs de la Charité, \$500 ; hôpital de St-Ferdinand d'Halifax, \$200 ; hospice Yamachiche, \$200 ; hôpital et asile des orphelins de Sherbrooke, \$500 ; sœurs de la Charité, \$200 ; hôpital St-Paulin, \$200 ; hôpital de Longueuil, \$200 ; hôpital de St-François du Lac, \$200 ; hôpital St-Louis, \$200 ; sœurs grises de Farnham, \$200 ; hôpital de St-Joseph de la délivrance, \$300 ; ingénieurs des mines, \$2,500. Frais de voyage et dépenses contingentes du commissaire du fonds d'emprunt municipal, \$500. Pour aider le club de la province de Québec pour la protection du poisson et du gibier et contribuer aux frais de semence de riz sauvage comme nourriture pour les oiseaux aquatiques, \$250. Fonds des municipalités, S. R. B. C., cap. 110 sect. 7, \$3,000. Gazette Officielle de Québec, \$12,900. Balance due sur terrains et propriétés (déjà voté), \$199,625.59.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du jeudi, le 15 mars 1883.

SOMMAIRE :—Suite de la délibération sur le budget : MM. Würtele, Mercier, Deaubien, Casavant, Lynch et Gauthier.—Amendement de MM. Gagno : Mercier, McShane, Marchand, Poupore et Bernatchez.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

Le séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

Il est décidé qu'il y aura séance samedi et qu'à partir de lundi il y aura deux séances par jour, l'une de 3 heures à 6 heures, l'autre de 7.30 à l'ajournement.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget.

La Chambre siège en comité du budget.

M. le **Président du comité**.—Article 70, pour encourager les sucreries de betteraves autres que celle de Farnham, à telles conditions qui seront imposées par le lieutenant gouverneur en conseil \$3,500.

L'honorable M. **Würtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—L'an dernier, il avait été voté \$7,000. Il y avait alors deux compagnies qui se trouvaient en position de réclamer ce crédit. L'une d'elle a rempli les conditions qui lui étaient imposées et a reçu \$3,500. Depuis, l'autre compagnie a cessé d'exister. Les autres \$3,500 sont donc rentrées dans le trésor. Ce crédit est inutile, car nous avons cette balance du vote de l'an dernier.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—A qui a été accordé les \$3,500 payées et à quelles conditions.

M. le **Trésorier**.—Le subside a été accordé à la compagnie Pioneer de Coaticook. Quant aux conditions, il ne faudrait consulter l'arrêté du conseil, pour les donner à la Chambre. A l'heure qu'il est on a soumis au gouvernement une demande pour la balance du crédit de 1882.

L'honorable M. **Mercier**.—Je ne sais si le gouvernement est renseigné sur les agissements de cette compagnie. Lorsque elle fut prête à fabriquer du sucre, elle passa des contrats avec les cultivateurs pour la culture de la betterave nécessaire à l'alimentation de la fabrique.

Les cultivateurs ont été trompés par la compagnie. Ces braves gens ont rempli leurs engagements et la betterave récoltée a été livrée à la compagnie, mais ils n'ont pas été payés. Mon but c'est d'attirer l'attention de la Chambre sur ce fait afin qu'elle sollicite le gouvernement d'employer le reste de la somme que nous avons votée pour indemniser ces cultivateurs. Cet argent serait ainsi bien placé.

M. le **Trésorier**.—Si le gouvernement se décide à payer la balance du subside, il verra à ce que ces cultivateurs soient désintéressés.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga*.—Il ne faudrait pas que le sort de ces cultivateurs engageât le gouvernement à payer la balance du crédit. Si réellement le gouvernement ne doit pas, c'est malheureux pour ces cultivateurs, mais enfin il faut admettre que l'honorable trésorier ne peut pas et ne doit pas payer si le gouvernement ne doit rien.

L'honorable M. **Mercier**.—La loi adoptée l'an dernier oblige la compagnie à payer les 75 centins par tonne. La circulaire distribuée par les ordres de la compagnie disait qu'elle continuait ses opérations et qu'elle paierait \$4.50 par tonne et que le gouvernement donnerait les 75 centins. C'est un malentendu.

M. **Casavant**—*député de Bagot*.—La compagnie paiera les 75 centins, c'est là ce qui est compris.

M. le **Trésorier**.—Les conditions imposées seront exécutées et le gouvernement a l'intention de forcer la compagnie de Farnham à les remplir à la lettre, et s'il le faut, le gouvernement prendra des mesures énergiques et poursuivra.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St. Jean*.—Les contrats faits par la compagnie avec les cultivateurs ont été préparés par M. O'Donohue. Ce monsieur m'a prié de m'engager à cultiver 50 arpents en betterave. Je lui ai dit que je ne signerais pas un contrat à cet effet sans que je fusse certain d'avoir la graine de betterave qui donne le meilleur rendement. Plus tard on m'a fourni d'autres graines produisant un fruit qui offre cent pour cent de perte. De plus, dans le relevé de la quantité de betterave livrée on a déduit 20 p. c. pour la terre qui adhère aux racines de la betterave. C'était un pourcentage évidemment exagéré. Tout cela n'est pas de nature à encourager cette culture.

M. **Casavant**.—L'honorable député se plaint de ne pas avoir eu

la graine qu'il avait demandée et qui donne un produit meilleur que celle qu'on lui a donnée. Cela est vrai, mais je ne puis corroborer sa dernière assertion quant aux 20 p. c. déduit sur la pèsanteur de la betterave, vu que je ne suis pas renseigné suffisamment sur ce point. Quant à la graine, j'ai dit qu'il fallait celle demandée par l'honorable député et nous l'aurons pour cette année.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne.*—Je regrette ce qui a eu lieu, mais j'espère que cela n'empêchera pas mon honorable ami le député de Saint-Jean, de continuer à montrer le bon exemple en cultivant la betterave.

M. le **Président du comité.**—L'article 70 sera-t-il adopté?

M. le **Trésorier.**—Non. M. le président, je demande qu'il soit biffé.

M. le **Président du comité.**—L'article 70 est rayé.... Article 75, chemins de colonisation, \$70,000....

L'honorable M. **Mercier.**—M. le président, il n'y a pas un homme qui soit plus et mieux disposé que moi à s'imposer des sacrifices pour la colonisation, car je comprends que c'est là où réside l'avenir du pays.

La grande difficulté que nous avons toujours rencontrée sur notre chemin, ça été de décider les cultivateurs des vieilles paroisses à aller s'établir sur les terres nouvelles. Et pourquoi avons-nous éprouvé cette difficulté et l'éprouvons-nous encore, c'est parce que ces gens habitués à des voies de communication faciles, hésitent ou ne veulent pas s'éloigner des vieilles paroisses à cause de manque de chemin conduisant sur les terres nouvelles, ce qui exige de leur part des sacrifices pénibles. Je suis fondé à dire que le grand obstacle aux progrès de la colonisation, c'est le défaut de chemins. Si nous avions de bons chemins, nous verrions disparaître l'un des plus grands obstacles qui entravent les progrès de ce côté.

Nous sommes appelés à voter \$70,000 pour ce service. La première question que nous devons nous faire est celle-ci? Est-ce que l'argent ainsi voté est bien dépensé. Il n'y a pas un service où le gaspillage soit plus facile. Jusqu'ici on a suivi un système déplorable et qui ne devait produire que de bien maigres résultats pour l'avancement de la colonisation. On a fait des bouts de chemin un peu partout, au lieu de concentrer tous les efforts et tout l'argent disponible à l'ouverture de

grandes artères. On favorise les amis plutôt qu^e de travailler sérieusement à donner ce qui nous manque. Pour contenter un ami, on lui accordera de l'argent pour un bout de chemin. Un autre se présente, on en fait autant, ainsi de suite jusqu'à épuisement du crédit voté et cela d'une année à l'autre sans interruption, sans efforts pour sortir d'un système aussi déplorable. Je ne m'attaque pas simplement aux honorables ministres actuels en particulier. Mes remarques s'appliquent avec autant de force à tous les gouvernements en général. Je dis que cela a toujours existé. Quelle est la cause de cet état de choses? Je crois que cela dépend du fait que les gouvernements sont mal renseignés.

En regardant les résultats obtenus, il est étonnant de voir toutes les sommes d'argent qui ont été dépensées pour ce service. L'honorable député de Montmorency nous disait, dans son discours sur le budget, que nous dépensions beaucoup pour les exigences impérieuses du service public, exigences qui s'étaient accrues avec les développements de la province. De là suivant lui l'explication des déficits successifs dans notre budget. Mais si je consulte les chiffres, je vois qu'en 1869, nous dépensions pour les chemins de colonisation \$66,398. En 1870, \$223,344. En 1871, \$173,481. En 1872, \$153,393. En 1873, \$129,291. En 1874, \$131,741 et en 1875, \$129,426. Ici commence l'ère des déficits et immédiatement on retranche sur les sommes affectées à la colonisation. En 1876, \$90,000 en chiffres ronds. En 1877, même diminution. Et ainsi de suite jusqu'à 1884, où nous en sommes rendus à ne donner que \$70,000. Ces chiffres doivent nous donner à réfléchir. Aussi j'attire l'attention du comité sur cette question. Elle est vraiment nationale par son importance, par l'influence qu'elle exerce sur l'avancement et la prospérité du pays. Le jour où nous avons commencé à diminuer les octrois pour la colonisation, ce jour là a été celui où nous avons commencé à voir les déficits. Est-ce une punition? Si je parle comme je le fais, ce n'est pas dans le but de réclamer rien pour moi. Dans le collège électoral que je représente il n'y a pas de colonisation à faire. Je suis donc dans une excellente position pour émettre une opinion sur ce grave sujet.

On doit aussi beaucoup regretter que les patrimoines de famille se divisent tant et même trop. Au lieu d'aller défricher comme leurs ancêtres le faisaient avec courage et patriotisme, les jeunes gens d'aujourd'hui préfèrent morceller la terre de leur vieux père ou bien se réfugier dans les grands centres où ils végètent toute leur vie sans espoir d'arriver à cette heureuse aisance du propriétaire du sol. Saint-Denis et Saint-

Athanase ont pourtant formé beaucoup de colons. Là encore le courage et l'énergie sont, grâce à Dieu, l'un des caractères vivaces de la vigoureuse population qui habitent ces paroisses. Il est consolant de pouvoir dire, malgré les écarts d'un système vicieux, qu'il y a eu des progrès considérables de faits. Malheureusement les enfants des hardis pionniers de la forêt n'ont pas le même courage que leurs pères. Je constate un fait ; je ne critique pas le gouvernement. Il y a une espèce de langueur dans le mouvement colonisateur qu'il faut s'appliquer à faire disparaître. Malgré les héroïques efforts du Père Labelle et de ceux qui prennent un vif intérêt dans cette question, on ne réussit pas entièrement à créer cet élan généreux et irrésistible qui fait des prodiges en peu de temps, tant il a de puissance et de fécondité. Je crois que notre attention doit se tourner vers ce côté et que nous devrions engager le gouvernement, s'il n'en prend pas l'initiative, à donner à nos chemins de colonisation l'importance qu'ils doivent avoir.

M. Gauthier—*député de Charlevoix*.—L'honorable député de Saint-Hyacinthe nous a parlé de colonisation en termes sympathiques à cette belle et grande cause. Le sujet était évidemment nouveau pour lui, car malgré son désir de ne pas faire un discours de partisan, il est tombé dans une erreur commune à ceux qui nous combattent. Ainsi il s'est plaint de la diminution de l'octroi affecté aux chemins de colonisation. Mais il ne s'est pas aperçu que la diminution qu'il déplore coïncide exactement avec l'inauguration de la politique de la construction des voies ferrées. Or l'établissement des chemins de fer que nous avons aidé énormément les progrès de la colonisation. Pour être dans une rigoureuse exactitude, il serait donc juste de tenir compte des sommes considérables qui ont été consacrées par le trésor à ces chemins, qui ne sont autre chose que de véritables routes de colonisation. Je suis tellement convaincu des bienfaisants résultats de cette politique, que je serais prêt à abandonner l'octroi de la colonisation en faveur des chemins de fer.

Les remarques de l'honorable chef de l'opposition sur la nécessité de percer des routes pour faciliter l'établissement des terres sont les bienvenues. A ce propos, je suggérerais au gouvernement de faire des chemins avant que les lois soient établies et qu'il vende ensuite, s'il le faut, les terres 50 ou 60 centins l'acre. On souffre tellement du manque de routes que les colons seraient plus contents de cet arrangement-là que de l'état de choses actuel.

A six heures la séance du comité est levée, et la séance de la Chambre est suspendue jusqu'à huit heures.

M. le président dépose sur le bureau de la Chambre un état des affaires de l'union St. Joseph de St. Roch de Québec, pour l'année 1882.

Le projet pour modifier la loi de l'instruction publique, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale sur le projet de budget des dépenses.

M. Martin—député de Bonaventure.—M. le président, on me pardonnera si, pendant quelques instants, j'interromps les procédés de cette honorable Chambre, pour lui faire part de mes remarques et de mes observations sur les avantages qu'offre à l'agriculture, à la colonisation et aux industries ce vaste territoire de la Gaspésie, comprenant les comtés de Gaspé et de Bonaventure. Mais je m'occuperai plus spécialement du comté de Bonaventure, parce que je me trouve en état de parler et de donner des renseignements avec une plus grande connaissance des lieux et des circonstances.

Depuis un certain nombre d'années, il n'y a pas à en douter, ceux qui m'ont précédé dans la carrière que je viens d'embrasser, se sont efforcés de faire connaître au public les avantages que présente cette partie importante de la province, et je ferai, de mon côté, tout ce qui est en mon pouvoir, pour continuer cette œuvre, qui me paraît être, pour le moment, la plus urgente.

Il est reconnu qu'autrefois, les habitants de la Péninsule, se livrant presque exclusivement à la pêche, n'ont pu faire apprécier les richesses et les ressources que présentent les terres de cette partie du pays ; mais plus tard on s'est aperçu qu'elles offraient de grands avantages pour l'agriculture et la colonisation. Aujourd'hui, l'on voit des hommes haut placés et des hommes bien connus dans le monde politique, faire des efforts inouïs, travailler avec générosité et courage, pour obtenir la construction du chemin de fer qui doit le parcourir dans toute sa longueur. Ce chemin semble être pour nous, nous ne craignons pas de l'avouer candidement, l'artère vitale de notre Péninsule.

Aussi, c'est avec plaisir que nous avons vu, l'année dernière, le gouvernement, avec toute cette honorable députation, comprendre l'importance de cette grande entreprise, en accordant à la compagnie une subvention généreuse. Et on me permettra, M. le président, de venir aujourd'hui payer aux membres de cette honorable Chambre le tribut de reconnaissance auquel ils ont droit.

On dit souvent que la reconnaissance suit bien rarement la bienfaisance, mais il ne peut en être ainsi des habitants du comté de Bonaventure, car je suis certain d'être l'écho fidèle de leurs sentiments en vous offrant un sincère remerciement. Mais, M. le président, si le gouvernement Chapleau et cette honorable Chambre ont désiré contribuer largement au succès de cette entreprise, les habitants du comté de Bonaventure, de leur côté, ont voulu manifester publiquement leur zèle et leur empressement, en donnant gratis tout le droit de passage. Il faut espérer que tous ces grands sacrifices et que toutes ces démarches finiront par convaincre ceux qui ont toujours cru la chose non-sérieuse.

Loin de moi, M. le président, le désir de vouloir prêcher d'une manière exagérée en faveur de mon clocher, je veux exposer les choses telles qu'elles sont en réalité et au meilleur de ma connaissance.

Je crois que quelques notions géographiques ne seront pas ici déplacées.

La péninsule de Gaspé, formant la partie est de la province de Québec, est baignée au nord et à l'est par les eaux du fleuve et du golfe Saint-Laurent et au sud par les eaux de la Baie des Chaleurs.

Elle est divisée en trois parties par une chaîne de montagnes presque contigues, qui forment une espèce de ceinturon non complètement fermé à son extrémité ouest. De temps en temps, ces montagnes semblent abandonner le chaînon ordinaire et s'avancer vers nos rivages pour montrer orgueilleusement leurs plus hautes cimes. D'autrefois, satisfaites du spectacle produit, elles s'éloignent vers l'intérieur, laissant à l'agriculture et à la colonisation de belles, de vastes et splendides plaines.

La première partie située au nord de la chaîne de montagnes, s'étend jusqu'aux rivages du fleuve St-Laurent, se prolongeant vers l'ouest dans le comté de Rimouski, et vers l'est dans le comté de Gaspé. Elle forme la côte nord de la péninsule. Craignant de donner, sur cette partie, des renseignements qui ne seraient pas tout à fait satisfaisants, je m'en abstiendrai.

La partie centrale comprise entre les deux chaînes de montagnes, est d'une très grande étendue et appartient en grande partie aux comtés de Bonaventure et de Gaspé, s'étendant vers l'ouest jusqu'à Restigouche dans le haut du comté de Bonaventure, et descendant vers l'est jusqu'au bassin de Gaspé. C'est dans cette partie que se trouve la grande et belle vallée, appelée vallée de la Gaspésie. C'est là, M. le président, que nous pouvons faire, si nous le voulons, de la colonisation sur une grande échelle.

Non-seulement il y a du terrain pour y établir des centaines de colons mais aussi des milliers et des milliers de colons. Outre les avantages qu'offre cette vallée à l'agriculture et à la colonisation, nous pourrions retirer de ces belles et vastes forêts qui n'ont été visitées que par quelques hardis chasseurs, d'immenses richesses. Cela semble se comprendre trop facilement pour insister plus longtemps sur ce point. Aussi, je me flatte que, dans un avenir qui n'est pas trop éloigné, on aura la jouissance de voir nos descendants, représentant le Grand Tracadigash et le Grand Cascapédia, venir eux mêmes défendre en cette Chambre leurs droits et leurs intérêts. J'ajouterai ici, en passant, que notre ligne projetée du chemin de fer de la Baie, nous sera d'une aide puissante en nous permettant de pénétrer plus à bonne heure dans cette grande et belle vallée de la Gaspésie.

Enfin, la troisième partie, située au sud et se terminant au littoral de la Baie, forme actuellement la partie la plus habitée et la plus en culture dans le comté de Bonaventure. C'est dans cette dernière division que se trouvent ces paysages déjà assez bien connus et dont les voyageurs se plaisent à vanter avec raison, les beautés et les avantages. C'est là, sur ce beau littoral, assez mémorable par la descente et le séjour qu'y fit le grand Jacques Cartier, que les touristes peuvent trouver et goûter tous les charmes de la nature la mieux parée et la plus élégante, pour recréer l'homme fatigué du bruit et du vacarme des villes. Des rivières riches en poissons de toutes sortes sillonnent cette partie de distance en distance.

Des places d'eau d'un avantage exceptionnel, d'une beauté remarquable et qui, au dire des amateurs, laissent bien loin en arrière toutes celles qui ont été jusqu'à présent à la mode, se rencontrent dans plusieurs endroits, entre autres à Carleton, à New Carlisle, à Paspébiac, etc. Je ne peux omettre de mentionner le plaisir non à dédaigner d'une douce et aimable navigation sur les eaux paisibles de notre Baie. Ceux qui aiment les péripéties d'une navigation un peu agitée peuvent aussi facilement satisfaire leur désir. Si je ne croyais pas sortir du cadre que me trace la question qui nous occupe, c'est-à-dire l'agriculture et la colonisation, je vous parlerais aussi avec plaisir de nos beaux et nombreux havres de mer, mais je me bornerai à exprimer l'espoir que nous avons de faire de Paspébiac, l'un des plus beaux ports de mer.

De plus, on voit dans cette partie de belles paroisses, où l'agriculture est très prospère et qui peuvent rivaliser avantageusement avec nos

anciennes, nos belles et nos florissantes paroisses du haut de la province.

Je puis dire sans crainte de me tromper, que la Gaspésie en général et le comté de Bonaventure en particulier, offre à la colonisation et à l'agriculture de très grands avantages. Son sol est reconnu de première qualité, les céréales de toutes sortes y poussent et y croissent d'une manière prodigieuse. Les terres sont belles et surtout faciles à cultiver, je ne dirai pas dans toutes les parties du comté, mais dans le plus grand nombre d'endroits.

Nos montagnes recouvertes en général d'une couche épaisse de terre et qui semblent au premier abord rebuter le colon, nous donnent un pâturage de première classe et rendraient par cela même très facile l'élevage de bétail. Et il est reconnu que les vapeurs salines, qui s'exhalent de la Baie, donnent à nos pâturages une qualité qu'on ne trouve pas dans les autres endroits de la province, j'ajouterai que ce qui manque ailleurs au cultivateur, pour renouveler les ingrédients nécessaires à la fertilisation, la nature semble s'être plu à en gratifier le comté de Bonaventure.

Tout le littoral de la Baie, avec les débris d'herbes salines et surtout par le goémon que la mer y dépose en grande quantité, nous donne un composé végétal précieux et d'une richesse immense, uni au hareng, au capelan, à la plie et aux déchets que donne la pêche de la morue et du homard. De plus, dans différents endroits, nous avons encore de grandes étendues de vase, contenant des détritus organiques et autres ingrédients de fertilisation d'une puissance extraordinaire comme engrais. L'expérience nous a prouvé que 12 voies de cette vase suffisaient amplement pour un arpent de terre, et l'expression dont on se sert l'exprime bien, puisqu'on dit qu'il faut seulement la saupoudrer.

Il est facile de voir, par cette courte appréciation, que le comté de Bonaventure offre outre ses attraits séduisants pour le touriste, des avantages réels pour l'agriculteur et le colon.

Aussi, suis-je heureux, M. le président, de pouvoir dire que, depuis un certain nombre d'années, l'agriculture et la colonisation font des progrès remarquables dans le comté de Bonaventure. Outre les quatorze paroisses et cantons bien organisés, mais qui peuvent encore, pour la plupart d'entre eux, s'agrandir considérablement, nous possédons encore plusieurs nouvelles colonies qui progressent rapidement. Avec un peu d'encouragement, nous aurions le plaisir de voir doubler, tripler même

le nombre de ceux qui vont chaque année grossir les rangs de ces courageux colons.

On me permettra de manifester hautement le plaisir que l'on me ferait si, à l'exemple de l'honorable premier dont j'invoque le témoignage, les honorables membres de cette Chambre venaient une fois faire connaissance avec les beaux paysages de la Baie des Chaleurs; je suis certain qu'ils s'en retourneraient convaincus de la vérité de mes remarques.

Il serait inutile de parler des immenses avantages que le comté de Bonaventure offre pour les industries de toutes sortes, après les informations si justes, données, l'année dernière, par mon prédécesseur, M. Riopel.

C'est une consolation pour nous, représentants de comtés agricoles, de constater et de pouvoir déclarer ouvertement que nos gouvernements et celui-ci en particulier, avec tous les honorables membres qui forment cette députation, à l'exception toutefois, de l'honorable membre pour Montréal-centre, comprennent la nécessité et l'importance d'encourager par tous les moyens à leur disposition, l'agriculture et la colonisation.

Oui, M. le président, pour une province nouvelle et essentiellement agricole, comme la province de Québec, l'agriculture et la colonisation doivent occuper la plus large part de notre attention. Un grand homme a dit, et je me permettrai de le répéter après lui, "c'est par la charrue que notre pays a été sauvé," et c'est par la charrue qu'il le sera toujours.

Voyez, M. le président, quel noble rôle joue le colon dans notre beau pays et quelle belle mission est réservée à ceux qui sont chargés de le régir et de le gouverner. Nous tenons ses destinées dans nos mains, à nous de les faire belles et prospères. Encourageons donc l'agriculture, puisqu'elle est la plus sûre garantie, le soutien le plus généreux de notre peuple. Travaillons avec énergie, ne nous arrêtons pas aux premières difficultés, faisons promptement ouvrir des chemins dans l'intérieur de nos forêts, afin qu'on n'entende plus dire par nos jeunes gens: "que le gouvernement nous donne des chemins et nous irons nous établir sur ses terres."

N'ayons pas peur de voter pour cela des sommes aussi considérables que les finances le permettent. Et nous verrons bientôt ces immenses forêts qui s'étendent encore au loin dans différentes parties de la province, disparaître sous la hache du courageux colon, ce vrai patriote qui n'a pas peur d'arroser de ses sueurs le sol qui lui donne le pain de sa

famille. Aussi plus tard il aura la consolation de voir les sueurs tombées de son front devenir autant de brillantes piastres d'or. Et nous de notre côté nous aurons le bonheur de voir nos jeunes gens, au lieu de prendre le chemin de l'émigration ou plutôt de l'exil, rester dans notre pays, travaillant à s'y faire un avenir sûr et heureux.

M. le président, si le rôle du colon est si noble, si beau, il ne faut pas croire cependant que tout est rose dans sa vie ; elle est souvent dure, bien dure, pénible, bien pénible. Les intempéries des saisons lui enlèveront parfois toutes ses espérances, et il aura souvent la douleur de voir sa récolte presque entièrement détruite par la gelée. Alors quel espoir lui resterait-il s'il ne peut avoir recours à ceux qui sont en état de pouvoir le soulager. Les colons sont les enfants chéris du gouvernement et il doit les protéger. Il doit leur venir en aide dans ces circonstances exceptionnelles, quand la main de la Providence s'appesantit d'une manière terrible sur ces pauvres malheureux.

Comment alors doit-il leur venir en aide ? Est-ce en les encourageant à rester dans l'inactivité et en leur permettant d'attendre, les bras croisés, de quoi suffire à leur subsistance ? Non, ce n'est point là ce que l'on demande ; non, je ne veux pas encourager le système de quêter sans résultat pour l'avenir. Il peut les soulager et les aider à se relever des échecs désastreux qu'ils subissent, en mettant à profit l'argent qu'il leur destine. En leur faisant par exemple, améliorer des routes qui sont en très mauvais ordre, ou encore mieux, en leur faisant ouvrir de nouvelles voies de communication, ou bien encore en leur donnant une somme pour chaque nouvel arpent de terre qu'ils défricheront et mettront en état de culture. Par ce moyen, tout en leur venant en aide d'une manière efficace, on travaillera au progrès de la colonisation.

En terminant, je ne saurais trop féliciter les membres de cette honorable Chambre, des sentiments vraiment patriotiques qui les animent, quand il s'agit de l'agriculture et de la colonisation. Devant cette importante question, tout esprit de parti semble disparaître, pour faire place à un accord parfait.

M. Gagnon.—*député de Kamouraska.* — M. le président, je ne ferai pas un discours à l'encontre des observations présentées par l'honorable député de Bonaventure. Mes remarques porteront sur l'ensemble de la position financière de la province.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'exposé budgétaire. Malgré

tout le fard dont il voulait couvrir son budget, il nous a été facile de voir que l'honorable trésorier n'était pas satisfait lui-même. Bien qu'il ait trouvé un excédant de \$3,494, sur les opérations probables du prochain exercice financier, il a ajouté ceci : " La situation est tendue. Dans cet état de choses, la moindre diminution du revenu, résultant de causes imprévues ou la moindre augmentation dans les dépenses, entraînerait un déficit." Ainsi, l'honorable trésorier avoue lui-même que la situation est sérieuse. Il est vrai que l'honorable député de Montmorency, a prétendu le contraire, mais entre ces deux déclarations, je prétends que les dires du trésorier valent plus que ceux de l'honorable député de Montmorency. Il est donc admis, M. le président, que nous sommes en face d'une *situation tendue*. Dans ces circonstances le premier devoir qui s'impose, est celui-ci : Puisque nos affaires vont si mal, nous devons prendre des mesures, pour les améliorer. Or, pouvons-nous espérer cette amélioration tant que ceux qui sont responsables de la situation critique dans laquelle nous sommes, auront le contrôle de l'administration de ces mêmes affaires publiques. Je prétends que la première question que nous devons étudier, est celle qui se dégage des paroles que je viens de prononcer.

Je prétends que, pour avoir de bonnes finances, il faut avoir un bon gouvernement. C'est une vérité qui ne demande pas de démonstration. Et ce que j'appelle un bon gouvernement, c'est celui qui sait résister à la pression qui peut être exercée sur lui, et non pas un gouvernement faible, vacillant, irrésolu, et ne sachant que faire. Ici j'arrive au vif de mon sujet, et je prie la Chambre de m'écouter avec patience, quelques paradoxales que puissent lui paraître mes observations. Je dis en premier lieu, et c'est là la base de toute mon argumentation, qu'il faut voter la déchéance du gouvernement. Et pourquoi faut-il la voter ? D'abord parce que le gouvernement ne possède pas la confiance de la majorité. Mais il suffit de se rappeler ce qui s'est passé depuis que nous sommes en session, pour s'en convaincre. Voici des preuves, elles s'offrent à moi en grand nombre, et je n'en choisirai que quelques unes d'entre elles. Le gouvernement se rend bien compte de la situation critique de nos finances, son trésorier l'avoue publiquement en Chambre, et cependant qu'a-t-il fait ? Il recommande une augmentation des salaires du service civil, et en même temps il s'empresse d'assurer à sa majorité, qu'il craint de voir se manifester contre lui, que cette augmentation ne sera jamais mise à effet. Plusieurs mesures qu'il nous a soumises ont été honteusement retirées par lui, parce qu'il voyait lui échapper la

majorité. Nous devons prononcer la déchéance du gouvernement parce qu'il est trop faible : c'est le second point que je vais développer sommairement.

Le gouvernement s'est rendu coupable de faiblesse lorsqu'il a consenti à recommander l'augmentation des salaires des employés publics. Il a craint l'influence des employés, de leur famille, et se sachant trop faible pour résister à cette influence, vu qu'il ne possédait pas la confiance de la majorité, il a consenti à augmenter nos embarras financiers, en cédant à la pression des fonctionnaires et de leurs proches.

La Chambre sait que pour l'exercice 1884, le gouvernement propose une augmentation dans le service civil de \$37,671. J'ai là la preuve, M. le président, que la bureaucratie domine le gouvernement. Et voyez comme c'est bien le cas. Pendant que le gouvernement augmente sans raison comme sans motif, le salaire des fonctionnaires publics, les mieux payés du service, il ne songe même pas aux employés de cette Chambre et cela pour la bonne raison, qu'ils ne sont pas comme les autres, en position de pressurer tous les jours les ministres. On ne peut mettre mon assertion en doute. Autrement pourquoi aurait-on augmenté les salaires, avant l'existence de la commission du service civil, ou à tout le moins, avant que cette commission fut en état de faire rapport.

Je n'entrerai pas, M. le président, dans tous les détails de cette partie de mon sujet. Qu'il me suffise de dire que j'ai en mains la preuve indéniable que le total des augmentations faites par le gouvernement actuel s'élève à \$22,115.00.

L'honorable député de Montmorency a prétendu que ce n'était pas en réalité une augmentation de la dépense, puisque ce n'était qu'un transfert d'un compte à un autre, des contingents au compte des frais permanents. Si j'examine le crédit demandé pour les contingents, je ne trouve qu'une diminution de \$6,000, laissant \$17,000 qu'on ne peut expliquer autrement qu'en admettant ce que je dis. Cela démontre que le gouvernement a subi l'influence de la bureaucratie, les influences de famille. L'affaire Robitaille est encore une autre preuve à l'appui de mon assertion. Les dépenses encourues pour Spencer Wood sont une autre preuve de la faiblesse du cabinet.

Dans tous les pays les gouvernements faibles ont donné le même spectacle que celui que nous avons devant nous. Ces dépenses de Spencer Wood sont tellement extravagantes, que le comité des comptes publics, formé en majorité de conservateurs, a adopté un rapport dans

lequel on blâme formellement le cabinet. Ceci s'est passé en la présence même du trésorier qui n'a pas osé s'opposer à la volonté du comité. Aujourd'hui on ne sait comment se tirer de ce mauvais pas, et on veut proroger avant l'adoption de ce rapport. J'ai dit que le gouvernement était trop faible pour conduire les affaires publiques d'une manière avantageuse à la province. Le manque de confiance que n'a pas cessé de lui témoigner la majorité est la conséquence de sa faiblesse. Cette majorité a joué avec le gouvernement comme elle l'a entendu. L'un des membres de la droite se levait-il pour protester contre les mesures ministérielles, qu'immédiatement le gouvernement se faisait un devoir de les rentrer. Les ministres ont été le jouet constant de la majorité.

On nous a appelé garde de caporal par dérision. Il est vrai que nous sommes peu nombreux, mais nous sommes assez courageux pour faire reculer le gouvernement. On peut aussi regretter que le peuple ne comprenne pas mieux son avantage, surtout en face de la faiblesse incroyable des ministres. Mais l'heure n'est pas éloignée où les rôles et les situations vont changer. L'honorable député de Montmorency s'est moqué de la garde de caporal. S'il eut voulu être juste il aurait dit ce qui a eu lieu. Depuis 1854, le parti conservateur a dû son nombre à diverses influences dont il s'est servi pour étayer sa popularité chancelante. Il a d'abord mis à contribution l'influence du clergé, puis est venue celle du Grand Tronc, du chemin de fer du nord, des marchands de bois. Le Pacifique est venu à son tour l'aider au moment où sa fortune allait sombrer. Puis nous avons vu le scandale des Tanneries, l'exploitation du chemin de fer provincial, sa vente et enfin l'exercice sans scrupule d'un vaste patronage augmenté incessamment aux dépens de la caisse publique pour satisfaire l'appétit de ses partisans affamés. Les libéraux durent voir leur rangs être décimés devant ces énormes influences. Cependant les choses ont changé et si aujourd'hui on avait des élections, on s'apercevrait de quel côté est le peuple. La récente épreuve électorale que j'ai subie est une preuve de la vérité de mon assertion. N'est-il pas étonnant que nous soyons encore quinze libéraux pour dire hautement, courageusement que le parti libéral existe, qu'il est plein de sève et de force, et qu'il n'attend que l'occasion favorable de se manifester. Le pouvoir, on sait quelle influence cela exerce sur les esprits. Il y a un grand nombre de ceux qui voltigent aujourd'hui autour des ministres qui seraient avec nous si nous étions au pouvoir. Ces papillons ne sont pas ceux qui maintiennent les gouvernements ni qui les font arriver, mais ils grossissent les rangs de ceux qui crient. Et cela

a son effet. Généralement au sortir du collège, la jeunesse ne sachant trop que faire s'accroche au gouvernement avec un vague espoir pour l'avenir. Il est surprenant, je le répète, qu'il y ait, malgré toutes ces influences directes et indirectes, autant de libéraux dans cette Chambre et dans la province. Je viens de subir une élection. J'avais pour combattre ma candidature l'influence de deux gouvernements et les préjugés qui ont été soulevés contre moi. Malgré cela, la majorité qui m'avait élu en 1881 a augmenté jusqu'à 60 voix.

En 1881, le jour même de la nomination, je recevais un avis de payer \$781 de frais dans la poursuite de Sénécal contre votre humble serviteur, M. le président. Et l'on en agissait ainsi pour tuer ma candidature. Le peuple l'a compris et m'a réélu. Dans cette dernière élection, j'ai eu le plaisir de recevoir à Kamouraska la visite d'un certain nombre de membres de la députation. L'honorable député de Charlevoix est venu me combattre, mais il a fait la lutte loyalement. Je n'ai que du mépris pour celui qui a fait cette fameuse déclaration solennelle, dans le but de me nuire auprès des électeurs. Le résultat a prouvé qu'une action contraire à l'honneur et à la loyauté ne peut porter de bons fruits.

M. le président, je reviens à mon sujet. Je suis certain que les députés qui appuient le gouvernement ne le font que parce qu'il est l'expression de leur parti, et non parce qu'ils ont confiance en lui.

Je dis que nous devons voter la déchéance du cabinet parce qu'il est incapable de conduire les travaux de la Chambre. En effet, les ministres ont fait preuve d'une ignorance parlementaire complète. Ils ne connaissent pas les règles qui régissent nos procédures. Premier exemple : La Chambre adopte une adresse en réponse au discours du trône. Les ministres sont chargés de la transmettre au lieutenant gouverneur. Ils ne font pas leur devoir. Ce n'est qu'après que l'opposition leur eut signalé leur erreur que l'on voit arriver l'accusé de réception de cette adresse. Pourquoi a-t-on agi ainsi ? C'est parce que l'on ne savait pas mieux. Plus tard, le trésorier voulut présenter son budget. Ça lui a pris huit jours consécutifs avant d'en venir à bout. Il vient avec un télégramme pour couvrir le message requis par la constitution. Nouvelle preuve de son ignorance des règles parlementaires. Dans la même séance, pendant que l'honorable député de Laval s'évertuait à prouver que nous avions tort de contester la valeur du procédé du trésorier, celui-ci arrive subitement et dépose un vrai et bon message cette fois, ce qui jetait le dévoué député de Laval dans la confusion, en se faisant ainsi désavouer par son chef.

Vous même, M. le président, vous avez été obligé de vous joindre à nous pour déclarer que les ministres ne savaient pas ce qu'ils devaient faire. Veut-on une nouvelle preuve, la voici : L'honorable trésorier veut se faire autoriser à régler la question du fonds des écoles communes. Il dépose une loi à cet effet, mais là encore son ignorance de la procédure parlementaire lui joue un mauvais tour et finalement il est obligé de tout recommencer. Il ne se montra pas même capable de retirer une mesure comme il faut et quelques jours après j'étais obligé de lui dire que l'ordre du jour contenait l'inscription de deux projets de lois portant le même numéro. C'étaient les deux fameux projets à propos de l'entretien des prisonniers envoyés à la prison commune. Vous avez été obligé, M. le président, de remettre le trésorier dans la bonne voie. On croit peut-être que le message pour les subsides, celui que l'on a eu tant de misère à avoir, est correct. Erreur. Veuillez lire à la page 154 du procès verbal, et vous verrez que le budget pour l'année courante n'est pas devant la Chambre. Est-ce assez de preuve pour établir que les ministres ne comprennent goûte dans la procédure parlementaire.

Changeons de terrain, M. le président et examinons la conduite du gouvernement dans un autre ordre de choses et voyons s'il agit avec plus de sagesse et de prudence. Je veux dire un mot des arrangements pris par le gouvernement avec les autorités municipales de la cité de Québec.

Par l'étrange interprétation qu'il a donnée à la clause 17 du contrat de vente, les ministres ont fait perdre à la province, la bagatelle de \$400,000, tandis qu'ils n'avaient qu'à tendre la main sans effort pour avoir cette somme. Voilà encore une preuve de l'incapacité notoire du gouvernement.

Je crois avoir démontré, M. le président, que nous devons voter la déchéance du cabinet, parce qu'il est trop faible, parce qu'il ne possède pas la confiance de la majorité, parce qu'il est ignorant de la procédure parlementaire, enfin parce qu'il est incapable. Maintenant je vais prouver que non seulement le gouvernement est tout cela, mais encore qu'il est dangereux. La Chambre se rappelle qu'à la dernière session, nous fûmes obligés d'en passer par une proposition d'urgence, à propos de la vente du chemin de fer. C'est le même trésorier qui proposait l'urgence, qui se permettait ensuite de prendre dans la caisse publique, sous l'autorité de mandats spéciaux, un montant plus élevé que celui qu'il demandait aux Chambres à la dernière session, pour faire face à certaines dépenses en rapport avec le chemin de fer. Que

On consulte la liste des mandats spéciaux émis depuis la dernière session, et déposée sur le bureau de la Chambre, et l'on verra là un fait inouï. On a dépensé \$410,450, dont \$392,917. pour la voie ferrée, vendue et livrée depuis plusieurs mois.

Et l'on demande encore, articles 192, 193, 194, du budget de 1884, les sommes suivantes : \$45,000. pour règlements de comptes non payés, \$199,625.59 pour balance due sur terrains et propriétés ; enfin \$220,000, pour déplacement de la ligne de la rue du Prince-Edouard, prolongement de la ligne à eau profonde sur la jetée Louise et parachèvement de la rue St-André. En tout \$464,625.59, ce qui représente un total de \$1,013.250. Et cependant tout cela payé, il restera encore à payer le creusement du havre au palais, et la réclamation de M. McGreevy. Cependant c'est le même trésorier qui nous demande toutes ces sommes cette année, qui déclarait qu'un demi million suffirait pour payer tout ce que la province devait en rapport avec la construction du chemin de fer. Ceci nous démontre l'incapacité extraordinaire du cabinet, puisque sur une seule affaire, le trésorier fait une erreur d'un demi million de piastres et plus. Il est temps, grandement temps, M. le président, de voter la déchéance d'un tel gouvernement qui est dangereux au premier chef. Dans tout ce que je dis, M. le président, il faut bien se comprendre. Je n'attaque pas personnellement les membres du cabinet, je parle au point de vue de la province.

Après deux mois de session nous n'avons presque rien de fait, c'est là un état de choses alarmant : je le répète, M. le président, quand on a affaire à un tel gouvernement, incapable de conduire les affaires publiques, il faut de toute nécessité en voter la déchéance, et cela le plus tôt possible.

S'il m'était possible d'avoir des sympathies pour un gouvernement conservateur, j'en aurais assurément pour celui qui siège devant nous. Ce sont après tout de bons garçons que les ministres, un peu naïfs il est vrai, bons enfants dans l'ensemble. Mais cela ne fait pas les affaires de la province. Si la majorité ne veut pas me suivre, j'aime à croire que c'est en vue des changements qui devront s'opérer d'ici à la prochaine session. L'air est plein de rumeurs de toutes espèces, et s'il fallait les croire, il y aurait des changements ministériels auxquels vous ne seriez pas étranger, M. le président, L'honorable député de Montmorency, lui aussi, aura fait un pas en avant, et sera assis sur les banquettes du trésor ; il s'est frayé la voie à un portefeuille.

M. le président, j'ai exprimé franchement l'opinion que partagent,

quoi qu'en disent quelques-uns, tous mes collègues. Je leur demande tout simplement la déchéance du gouvernement. Je résume mes arguments et je les répète afin de les enfoncer profondément dans la mémoire des députés ministériels.

Le gouvernement n'a pas la confiance de la Chambre. Sa majorité n'est qu'apparente. Celle que nous voyons ne lui appartient pas ; elle est bien plus vieille que lui. Lui n'est qu'à l'essai. Or, il est incontestablement trop faible. Il se laisse mener par cette majorité. Que dis-je ? il se laisse mener par ses employés. Ce qui se passe au sujet du service civil le prouve. Le gouvernement a augmenté les salaires dans les bureaux publics. Pourquoi ? parce qu'il n'a pu résister à la pression exercée sur lui par les employés. La preuve, c'est que les employés de la Chambre, qui ne peuvent solliciter, sont oubliés dans cette augmentation. Au contraire, dans tous les départements, on constate une augmentation totale de \$22,115 dans les salaires. Proscription pour les employés de la Chambre ; promotion pour ceux des départements.

A preuve le cas du frère du lieutenant gouverneur, mis à la retraite par faveur extraordinaire. Nous voilà revenus au régime bureaucratique ; et nous y serons tant que nous n'aurons pas un gouvernement assez énergique pour résister à ces pressions indues. Celui que nous avons aujourd'hui n'a donc même pas la confiance de ses employés.

Il n'a pas celle de la Chambre. Le rapport du comité des comptes publics sur Spencer Wood le démontre. Le trésorier, au comité, n'a pu résister aux remontrances de ses amis ; voilà pourquoi il a accepté le rapport qu'on lui imposait. Mais il espérait échapper par la tangente.

Il se disait : " Si je pouvais donc me rendre à la prorogation une bonne fois ! "

Voilà pourquoi on veut nous forcer à avaler le budget à grosses bouchées et de force.

Tout ce qu'il veut c'est que nous votions les subsides, et bonjour, messieurs.

Une autre preuve que le gouvernement n'a pas la confiance de personne, c'est le singulier choix de la commission du service civil. On va chercher à Montréal des étrangers, parfaitement ignorants de ce qu'on attend d'eux. Savez-vous quel sera le résultat ? C'est que la commission persécutera les petits salariés et augmentera les gros salaires.

Et que signifient les mesures retirées ? Que veulent dire les caucus

tenus le matin, le midi et le soir ? Un gouvernement qui a la confiance de la majorité agit-il ainsi ?

Non, la Chambre, évidemment, contrôle ses chefs, elle les tient dans ses mains. Je regrette d'être obligé de parler ainsi. Mais je cède à la force de mes convictions, je cède à la lumière éclatante des faits. C'est avec la satisfaction du devoir accompli que nous, les quinze, nous travaillons ; que moi-même je donne ici le concours le plus zélé, le plus sincère à l'honorable chef de l'opposition.

Le nombre, c'est rien. Nous en avons la preuve. Le parti conservateur est nombreux dans cette Chambre, et cependant il est plus en peine que nous. Nous sommes faibles en nombre ; mais c'est que, à mon avis, le peuple n'a pas compris ses intérêts. Le jour approche où le peuple réparera sa méprise ! Au reste, notre faiblesse numérique s'explique aisément, si l'on remonte aux causes des élections. Quand on songe aux influences contre lesquelles nous avons eu à réagir : l'influence du clergé, l'argent, les chemins de fer, le patronage, deux gouvernements, on s'étonne encore qu'une voix s'élève parfois dans cette enceinte pour défendre les idées libérales.

Comme je le disais tout à l'heure, une chose me réjouit : c'est de voir papillonner autour des ministres les mêmes papillons qui papillonnaient autour de nous quand nous étions au pouvoir. Mais aussi que de gens dans ce monde qui fuient par instinct les minorités ! Quel attrait magnétique que celui de l'argent dans ce siècle d'argent ! Et l'on s'étonne de voir si peu de libéraux ici ! Moi, je suis surpris qu'il y en ait autant ! (Rires.) Mais les cartes tourneront. Mon élection, qui a causé tant de joie au gouvernement, en est une garantie : ...

Le gouvernement n'est pas appuyé, mais simplement toléré par la majorité de cette Chambre, qui en a déjà plein les bras. Nous devons donc prononcer sa déchéance, non-seulement parce que la confiance qui lui est nécessaire lui manque absolument, mais encore pour une deuxième raison : c'est qu'il est incapable !

Il est dans la plus complète ignorance de nos lois parlementaires. Il en est réduit à compter sur la gauche pour diriger ses pas chancelants dans le dédale de la procédure. Rappelez-vous de l'affaire de la réponse à l'adresse, il ignorait que ce fut nécessaire ; le message du budget vous avez dû, à notre demande, M. le président, le rappeler à l'ordre ; les résolutions sur le fonds des écoles élémentaires, il a été obligé de recommencer ; la bévue du projet *N^o. 2 N^o. 1* et du projet *N^o. 2 N^o. 2*... Et quoi ! le gouvernement va encore éprouver une cuisante surprise,

mais ce n'est pas ma faute : son fameux message des subsides, tel qu'il est devant nous, est frappé d'un défaut de forme monstrueux. Il y manque une clause essentielle ; il n'y est pas question du budget supplémentaire ! Le trésorier n'est pas capable de continuer avec son budget sans un nouveau message.

Je regrette beaucoup d'être obligé de me répéter comme je le fais. La Chambre sait que mon but est excellent. S'il est regrettable de m'entendre répéter la même chose, c'est encore mille fois plus regrettable pour la province d'avoir un gouvernement comme celui que nous avons. Je continue donc.

Faut-il rappeler le contrat avec la cité de Québec. Cette fois, l'incapacité du gouvernement nous a coûté \$400,000 du coup. Que nous reste-t-il du million souscrit par Québec ? Presque rien. Nous perdons \$400,000, plus la différence des intérêts de 5 à 7 0/0. Je défie qui que ce soit de prouver le contraire.

C'est le même trésorier qui a émis, de suite après la vente, des mandats spéciaux au montant de \$392,000 et a dépensé en outre \$150,000, soit \$542,000 pour payer les travaux à compléter ; c'est lui qui demande pour 1883-84 une autre somme de \$464,000 pour le même objet, c'est-à-dire pour être dépensée sur un chemin qui ne nous appartient plus. Ce n'est pas tout : reste à régler la réclamation McGreevy ; le creusement du havre de Québec n'est pas fait. Il demande de voter encore plus d'un million ; la vente du chemin de fer a rapporté \$7,600,000 : déduction faite des obligations restantes, c'est donc à peine si elle rapportera 6 millions !

Plus que cela, le trésorier évaluait à \$518,000 le montant nécessaire pour compléter le chemin : cette année, d'après ses propres chiffres, c'est un million qu'il va falloir pour cet objet : donc il s'est trompé d'un demi million dans ses calculs l'an dernier ! Se trompe-t-on sciemment d'une pareille somme, M. le président ? je ne le crois pas.

L'incapacité du ministère est donc flagrante. Après deux mois de session, il n'a encore rien fait. Ses mesures sont en souffrance, et il veut proroger sans rien faire. Un ministère aussi débonnaire aussi incapable, mérite-t-il de vivre ? Non, car il est dangereux. Ce n'est pas pour l'opposition que je parle ainsi, car dans notre intérêt, nous voudrions toujours en avoir un pareil. Mais l'intérêt de la province prime le nôtre !

Je crois avoir prouvé, ce que tout le monde savait du reste, que le gouvernement n'a pas la confiance de la majorité, qu'il est incapable et dangereux : donc, il doit s'en aller. Je sais parfaitement bien que, tout

de même, la majorité de mes collègues vont voter parlementairement confiance dans le gouvernement ; mais dans leur conscience, j'en suis persuadé, ils vont prononcer sans hésiter sa déchéance....

J'ai l'honneur de proposer : " Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement ait dépensé pour le chemin de fer Q. M. O. & O., du premier juillet au 31 décembre 1882, la somme de \$549,025.16 (dont \$392,917.95, au moyen de mandats spéciaux) et que le gouvernement demande encore dans le budget pour l'année 1883-84, une autre somme de \$464,625.59 pour le même chemin de fer, faisant en tout une somme de \$1,013,650.75 dépensé, et a dépensé pour une propriété qui n'appartient plus à la province, depuis le premier juillet dernier (1882) quand, par le budget pour l'année 1882-83, le gouvernement ne demandait que la somme de \$519,737.30, pour cet objet, soit un montant, en plus de \$493,913.45, et quand par les actes de vente du dit chemin, la province n'est pas tenue à dépenser un aussi fort montant."

Plusieurs voix à gauche.—Vous ne répondez donc pas à droite... le gouvernement ne sait que dire.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province.*—Nous allons répondre par le vote.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe.*—C'est cela, M. le président, le gouvernement s'en rapporte à sa majorité. Il n'a pas besoin d'avoir raison pourvu qu'il ait le nombre. C'est un procédé extraordinaire, et qu'une assemblée qui se respecte, ne voudrait pas tolérer dans la bouche d'un homme ayant une position responsable.

Les accusations formulées par l'honorable député de Kamouraska sont d'une gravité exceptionnelle. Mon honorable ami a accusé le gouvernement d'avoir dépensé de l'argent en dépit du texte formel de la loi, et que répondent les ministres à une accusation aussi grave ? Votons, a dit l'honorable trésorier : que nous importe que nous ayons tort ou non ; qu'est-ce que cela nous fait d'avoir violé la loi, d'avoir pris sans autorisation les deniers du peuple, pour favoriser des spéculateurs, du moment que nous avons la majorité avec nous et qu'elle nous suit aveuglément. Je ne dis pas qu'il en est ainsi. Je sais que l'honorable trésorier se trompe ; qu'il se fait d'étranges illusions.

Mais ce cri qui lui a échappé, presque malgré lui : *nous répondrons par le vote*, est l'indice d'un état de choses bien alarmant pour la province. Comment ! M. le président, on ne tolérerait pas cela ailleurs

qu'ici. Supposons que l'on soit au milieu d'une assemblée populaire, présidée par le préfet et qu'une proposition semblable à celle déposée par l'honorable député de Kamouraska serait mise en délibération, croit-on que si le trésorier de la municipalité se permettait de répondre comme l'a fait l'honorable ministre qui tient les clefs du trésor, croit-on, dis-je, que cela se passerait sans protestation. Toute l'assemblée chasserait le coupable comme indigne de sa confiance. Et si les honorables ministres se permettaient de parler de la sorte devant une assemblée populaire, ils seraient chassés immédiatement comme ayant insulté les citoyens formant cette assemblée. Le trésorier a prononcé là des paroles malheureuses. Il est regrettable que de telles paroles soient répandues dans le pays. Elles seront une preuve ou on les considérera à tort, sans doute, comme fournissant une preuve que la majorité se laisse humilier par le gouvernement au point d'être traitée aussi cavalièrement. Aujourd'hui on nous brave en disant : allons au vote. On sait qu'on est 48 contre 15 et on se moque de nous. Mais devant les électeurs nous serons plus que quinze. Nous combattrons avec des forces égales et nous verrons alors si les ministres auront autant de jactance qu'aujourd'hui.

M. Asselin—*député de Rimouski*.—M. le président, je crois que le gouvernement a adopté une politique nouvelle. Il me semble qu'il n'y a que depuis l'année dernière que nous nous occupons de refaire ou de faire des ponts où le besoin s'en fait sentir. Cette année on ne nous demande pas moins de \$3,200 à part des \$4,000 votées l'an dernier et qui figurent encore au budget, bien que nous n'ayions pas à les voter de nouveau. Voilà, dans tous les cas \$7,200 que nous prenons dans la caisse publique pour faire des ponts. Ces crédits sont placés dans le chapitre ayant pour titre "Colonisation." Or, je vois que l'on se propose de donner \$1,200 pour la reconstruction de la superstructure du pont Bacon sur la rivière Sainte-Anne. Ce n'est pas un pont de colonisation, car ce pont Bacon est situé dans une seigneurie, donc il appartient à proprement parler aux travaux publics. C'est donc à tort que l'on veut le classer comme un pont de colonisation. Si cette politique est définitivement adoptée par la Chambre et le gouvernement, j'essaierai de m'en prévaloir.

Lorsque la séance a été suspendue à six heures, j'allais présenter quelques observations sur le mauvais système qui prévaut relativement à l'emploi de l'argent voté pour la colonisation, j'allais dire qu'il se fait beaucoup de gaspillage. Une foule de personnes ont observé qu'en effet on

fait des dépenses inutiles qui nuisent à la cause de la colonisation. On ne fait pas de travaux là où c'est nécessaire, on néglige même de suivre un tracé préparé avec soin, aussi a-t-on vu des routes qui ont coûté des milliers et des milliers de piastres, être ensuite abandonnées comme impraticables. Les députés participent involontairement au gaspillage que tout le monde constate ou peut constater. Le système est mauvais. Je crois que la province devrait être divisée par section, et que l'on devrait nommer un surveillant qui verrait ce qu'il faut faire. De cette manière, on serait plus certain que l'argent est bien employé, du moins il y aurait plus de garantie. Les agents des terres, par exemple, pourraient être chargés de cette surveillance, et quelques centaines de piastres suffiraient pour les indemniser.

L'inspecteur des travaux de colonisation occupe une charge nécessaire. Aussi je voudrais que le gouvernement pousse plus loin ce système, le développerait davantage, afin de faire disparaître les nombreux abus qui existent et qui ont pour effet d'enrayer les progrès de la colonisation. Je sais que le mouvement de colonisation est vigoureux et actif à Rimouski, tant mieux. Et la bonne politique est d'encourager ce mouvement partout où il se manifeste, et de le créer dans toutes les parties de la province où il y a de la colonisation à faire.

Ah ! M. le président, je regrette que l'énergie du Père Labelle ne puisse pas être appliquée à toute la province. Cet apôtre dévoué de cette belle cause possède une telle énergie qu'elle est capable de remplir toute la province. Je voudrais le voir à l'œuvre chez nous, où son activité pourrait se manifester avec tant d'éclat, et je suis bien certain, avec tant de succès.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de la nécessité d'ouvrir de grandes artères pour faciliter les progrès de la colonisation. Nous avons deux grandes routes de ce genre dans la partie est de la province, les chemins Taché et Matapédia. Nous avons aussi la route Begon et Rondeau. On a adopté le système de donner des lots aux colons le long de ces chemins à condition qu'ils entretiennent les routes en bon état de réparations. C'est là une bonne idée, et j'espère que l'on continuera de la mettre en pratique.

M. Poupore—député de Pontiac—M. le président, on se plaint ordinairement de la manière dont on fait la distribution de l'argent voté pour la colonisation. Je ne puis m'empêcher de dire moi aussi que cette distribution n'est pas faite d'une manière équitable. Le collègue

électoral que j'ai l'honneur de représenter n'a jamais reçu jusqu'à présent la part à laquelle il a droit, des octrois votés pour les fins de la colonisation. J'ai déjà mentionné ce fait à la Chambre dans une autre circonstance, et je répète ce que j'ai dit avec le désir de le graver d'avantage dans l'esprit des honorables députés. Cependant ce n'est certes pas à l'opposition à critiquer la conduite du gouvernement lorsque l'on se rappelle le mode injuste adopté par le cabinet Joly, et que l'on songe que les deux collèges électoraux qui ont droit à l'argent voté pour la colonisation, plus que tout le reste de la province ensemble, ont été complètement mis de côté, je veux parler de Pontiac et d'Ottawa. C'est un fait incontestable que ces districts ne reçurent aucun argent de colonisation pendant le règne du gouvernement Joly, et conséquemment, je crois qu'il n'est pas de bon goût pour ceux qui ont appuyé ce gouvernement de reprocher aux honorables ministres quelque acte de favoritisme, ce que je nie. Mon opinion la voici : n'importe quel collège électoral où il y a de la colonisation à faire doit être aidé par le gouvernement; que le représentant soit libéral ou conservateur. Je suis bien prêt à reconnaître le mérite des membres de l'opposition qui s'efforcent de faire valoir les droits de leur division électoriale, mais ils ne devraient pas censurer le gouvernement parce que, suivant eux, il fait ce dont s'est rendu coupable le cabinet Joly. Si mes honorables amis qui sont aux banquettes du trésor commettent quelques actes de partialité, ce qui n'a pas été démontré, ils ne feraient que suivre l'exemple que leur a donné les ministres libéraux. Il n'appartient donc pas à un partisan de ces ministres libéraux de venir faire la leçon au gouvernement.

Maintenant on reproche au gouvernement d'aider à bâtir des ponts. Dans le budget de 1884, il y a diverses sommes inscrites pour des ponts. Une entre autre, de \$4,000 pour aider à la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, entre l'Ile Calumet et le village Bryson. L'Ile Calumet a une population de 3,000 âmes environ. C'est une excellente population, qui depuis cinquante ans a été obligée de courir de graves dangers pour traverser la branche de l'Ottawa, appelée ligne Calumet, au moyen d'un service traversier. La nécessité de ce pont s'est fait sentir depuis assez longtemps pour justifier le gouvernement d'aider la réussite du projet, surtout si l'on veut prendre en considération le fait qu'il y a une grande partie de l'Ile Calumet qui n'est pas encore habitée, et que chaque pouce de terre va pouvoir être facilement et rapidement colonisé. Je suis donc fondé à dire que l'objection formulée l'a été sans la moindre raison. Je suis certain que la Chambre comprendra comme

moi la nécessité de construire ce pont et votera le crédit demandé. De plus je ferai remarquer que ces travaux vont coûter au moins \$11,000, et que le gouvernement ne se trouve à fournir qu'un tiers du coût total.

La proposition de M. Gagnon est mise aux voix :

Ont voté pour :—Messieurs Bernard, Bernatchez, Cameron, Demers, Dorais, Gagnon, Irvine, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shebyn, Stephens et Watts.—15.

Ont voté contre :—Messieurs Archambault, Asselin, Audet, Blanchet Brousseau, Carbray, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Desjardins, Duckett, Duhamel, Faucher de Saint Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marion, Marcotte, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Owens, Pâquet, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, St. Hilaire, Trudel et Würtele.—38.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre se forme en comité du budget.

M. le **Président du comité**.—Nous reprenons la délibération sur l'article 75, chemins de colonisation, \$70,000.

M. **Bernatchez**—*député de Montmagny*.—M. le président, étant pour ainsi dire un colon, je prendrai la liberté de dire quelques mots sur l'article du budget soumis à notre considération. Je me flatte, M. le président, de connaître quelque chose en fait de colonisation. Je serai aussi court que peut le comporter les quelques observations que j'ai à présenter au comité.

Nous avons en arrière du collège électoral de Montmagny des terres à coloniser à de très courtes distances des paroisses qui bordent le fleuve, et de celles qui ont été fondées depuis un certain nombre d'années. Là, M. le président, les terres offrent des avantages incontestables, mais il est à peine croyable, cependant c'est le cas, qu'à une distance de dix-huit milles des vieilles paroisses, il n'y a pas encore de chemin pour traverser la forêt. L'argent est dépensé pour réparer les vieilles routes, je veux dire celles qui ont été ouvertes il y a quelques années, mais en fait de chemins nouveaux pour atteindre les terres fertiles et par conséquent colonisables, il n'y en a point. Plusieurs tentatives d'établissement ont été faites. Des courageux colons se sont, nonobstant les nombreux obstacles, qui se dressaient devant eux, quelques-uns de nature à exiger les plus pénibles sacrifices, de courageux colons, dis-je, se sont entoncés dans la forêt, bien déterminés à s'y établir et à se créer, au moyen d'un labeur atteignant parfois à l'héroïsme, une honnête aisance pour eux et pour leurs enfants.

Mais après un certain temps de sacrifices, les familles ont dû abandonner les lots qui avaient été pris, pour retourner là d'où elles venaient. Elles s'en sont revenues, découragées parce qu'elles n'avaient pas de voies de communication, et que ce n'était qu'au prix des plus grandes difficultés qu'elles réussissaient à faire parvenir à leur nouvelle demeure les objets indispensables à un établissement de colonisation. Malheureusement pour le pays ces familles découragées ont pris la route des Etats-Unis et sont allées grossir le nombre de nos compatriotes exilés sur la terre étrangère. Pourquoi, M. le président, avons-nous perdu ces compatriotes animés de courage et désireux de contribuer au développement de la richesse du pays, parce que, disons-le hautement, afin que l'expérience du passé nous guide dans l'avenir, parce que l'on n'a pas donné à ces braves colons, quoi? de l'argent, non. M. le président, de simples chemins pour pouvoir atteindre les centres où ils devaient venir s'approvisionner en attendant que les terres qu'ils arrosaient de leurs sueurs, leur donnassent les moyens de vivre. A quatre lieues du village de Montmagny, il y a un territoire inhabité assez vaste pour y établir trois ou quatre bonnes paroisses, et qu'on veuille le remarquer, M. le président, il y a des gens qui seraient disposés à prendre des lots si on ouvrait des chemins convenables. Nous avons à l'heure qu'il est au Cap Saint Ignace, deux ou trois cents hommes sans ouvrage, par suite de la fermeture des chantiers de M. Méthot. Un bon nombre d'entre eux s'en vont aux Etats-Unis, parce qu'ils sont sans travail.

Pourquoi le gouvernement ne profiterait-il pas de cette occasion pour faire les chemins de colonisation nécessaires dans cette partie de la province. Beaucoup de ces gens resteraient au pays. Je connais beaucoup de citoyens de la paroisse du Cap St. Ignace qui seraient très disposés à coloniser les terrains dont j'ai parlé il y a un instant. Une autre considération devrait engager la Chambre et le gouvernement à adopter une autre politique. A part le sentiment bien naturel de garder au milieu de nous nos compatriotes, il ne faut pas oublier que les immigrants étrangers ne sont pas d'aussi bons colons que nos concitoyens. Ceux-ci sont plus habitués à la vie dure que s'impose le colon. Les sacrifices ne leur font pas peur. Il sont plus endurcis aux rudes travaux inséparables de la vie du pionnier de la forêt. J'ai vu une famille de braves colons à l'endroit appelé le Buton, n'avoir pas un morceau de pain pour apaiser sa faim, et cela après une forte journée de labeur. Cherchez moi un immigrant qui aurait courageusement et sans murmurer enduré une telle privation. C'est avec de tels sacrifices

touchant l'héroïsme que nos compatriotes réussissent. Il y a à cet endroit des gens qui ont commencé pauvre et qui ont bien réussi.

Maintenant je touche un autre sujet qui intéresse vivement le colon; surtout lorsqu'il en est à son début, c'est-à-dire dans la période la plus difficile de son entreprise. On se plaint que la colonisation de nos terres publiques se fait avec lenteur, que les progrès en sont peu rapides. Mais il y a diverses causes qui produisent ce fait que je déplore comme les autres. Je crois en avoir indiqué l'une des principales d'entre elles. Je vais à présent en signaler une autre. Je crois que les règlements du ministère des terres de la couronne sont en maints cas trop sévères. Certains de ces règlements font plus de tort à la colonisation que les difficultés énormes du défrichement. Ils en retardent les progrès, découragent et privent les colons de ressources indispensables au succès de leur entreprise. Pour bien comprendre l'importance de ce que je vais dire, il faut se souvenir que ceux qui vont sur des terres nouvelles ne sont pas des millionnaires. Bien loin de là, M. le président, ce sont, vous le savez, des gens dépourvus de moyens, mais animés du désir de se créer une modeste aisance et d'établir leur famille. Vous n'avez pas encore vu des capitalistes prendre la hache et faire le rude métier de défricheur. Ceux là ne laissent pas leur demeure où respire le bien être pour aller dans la forêt coucher sur le dur et manger du pain noir. Il est donc admis que les colons sont nécessaires en ce sens qu'il faut les aider. Je ne demande pas l'impossible, ni rien qui soit déraisonnable, je demande seulement qu'on leur permette de tirer un peu partie du bois qu'ils abattent, pour les aider à passer les premières années de leur établissement.

C'est ainsi que le gouvernement nuit, je crois, à la colonisation par les droits qu'il prélève sur certains articles que les colons tirent des bois qu'ils coupent. Beaucoup de gens trouvaient certains bénéfices à faire du bardeau. On leur a fermé cette porte de réaliser quelque argent, en exigeant un droit de 20 centins par mille de bardeau. Que l'on songe aux frais que doit encourir le colon avant de toucher son argent et l'on verra que ce droit est trop élevé. Le plus qu'une charge peut contenir c'est deux mille bardeaux. Il faut les transporter au grand centre et sur \$1.75 que rapporte la charge, il lui faut prendre 40 centins pour donner au gouvernement. Il reste \$1.35 pour payer tous les frais, ce n'est pas assez et pour le bénéfice que le trésor en retire, le gouvernement devrait abaisser ce droit.

On a dit qu'il se gaspillait beaucoup d'argent pour les travaux de

colonisation et qu'il faudrait pour réformer ces abus, avoir un surveillant spécial pour les travaux de colonisation. J'approuve cette suggestion, car je puis témoigner de la nécessité de cette surveillance. Il y a eu de l'argent de dépensé inutilement dans mon collège électoral. Il faudrait aussi que l'on dirigea les colons au moment où ils font choix d'un lot, afin qu'ils n'aillent pas perdre inutilement une énergie qui serait si productive en bons résultats, si elle était employée convenablement. Il arrive quelque fois que l'on commence des travaux de défrichement sur des lots impropres à l'agriculture et lorsque l'on s'en aperçoit, c'est le découragement qui fait place à l'émulation de la veille. Il serait très avantageux d'avoir un spécialiste qui irait explorer les terres et qui donnerait les renseignements nécessaires à ceux qui achètent des lots du gouvernement.

Je sou mets ces quelques remarques à la bienveillante attention de mes honorables collègues et j'espère qu'ils voudront bien croire qu'elles m'ont été inspirées par mon désir de voir la colonisation prospérer et se développer toujours de plus en plus.

L'article 75 est adopté, ainsi que les crédits suivants : Aide pour la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, entre l'île Calumet et Bryson, \$4,000 payables \$2,000 par année, pendant deux années, \$2,000. Reconstruction de la superstructure du pont Bacon sur la rivière Sainte Anne, \$1,200. Loyers, assurance, réparations, etc., des édifices publics en général, \$51,415. Nouveau palais de justice de Québec, construction payable par un emprunt spécial (déjà voté) \$150,000. Réparations, etc, des palais de justices et des prisons, y compris l'ameublement du palais de justice et de la prison de Kamouraska, \$23,175.

Le comité lève sa séance.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 16 mars, 1883.

SOMMAIRE :—Dépôt d'un projet de loi et de divers documents par les honorables MM. Mercier, Würtele et Blanchet.—Suite de la délibération sur le budget.—Amendement de l'honorable M. Mercier, relatif à la nomination de M. D. Tassé, comme inspecteur des bureaux publics : MM. Mercier, Martel, Picard, Würtele, Lynch, Irvine, Watts, Marchand, Gagnon, Deschênes.—Suite de la délibération sur les articles du budget : MM. Taillon, Stephens, Beaubien, Würtele, Mercier, McShane et Mousseau.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales.

Je désire par cette loi définir clairement ceci : les compagnies organisées pour fabriquer du beurre ou du fromage ne tombent pas dans la catégorie des corps frappés par l'impôt en question. Cette définition est nécessaire et urgente, car plusieurs personnes n'osent pas organiser de ces compagnies avant de savoir à quoi s'en tenir sur ce point.

L'honorable M. **Würtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—Je dois informer l'honorable député que le gouvernement a déjà mis cette question à l'étude et que nous avons l'intention de lui donner une solution au moyen d'un arrêté du conseil.

L'honorable M. **Mercier**.—On peut toujours laisser ce projet de loi à l'ordre du jour. Ça ne fait rien à la décision du gouvernement. Si elle est rendue en temps et lieu, mon projet sera virtuellement mis de côté.

M. le **Trésorier**.—Très bien.

La deuxième délibération sur ce projet de loi est renvoyée à demain.

M. le **Trésorier**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau une réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1883, demandant un état des sommes d'argent payées à l'honorable A. Lacoste et autres avocats, durant les années 1881 et 1882, pour services professionnels et déterminant pour quel service.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 27 février 1883, demandant :
1. Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et Alexander Dennistown et autres, au sujet de la propriété de la " terre ferme de Mingan, " avec copie des titres transmis au gouvernement à l'appui de leur réclamation.

2. Copie du rapport de l'arrêté du conseil, accordant à Alexander Dennistown et autres, le privilège d'exploiter pendant 25 ans, le sable magnétique sur la dite " terre ferme de Mingan. "

Le projet de loi pour modifier la loi concernant les placements que les administrateurs sont tenus de faire, est définitivement adopté dans les formes réglementaires....

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le budget général des dépenses.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, la Chambre sait que le gouvernement a ajouté un nouvel inspecteur des bureaux publics en nommant M. Tassé. L'honorable secrétaire de la province nous a déclaré que la loi ne défend pas cette nomination et qu'il maintiendrait M. Tassé à la charge qu'il occupe....

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Comme question de fait, je n'ai pas dit cela.

L'honorable M. **Mercier**.—Ah !... Voilà toujours une concession de gagnée. L'honorable secrétaire nous dit que M. Tassé ne sera pas maintenu, alors pourquoi le gouvernement demande-t-il de l'argent pour le payer. En 1882, on n'a voté que \$7,600 pour l'inspection des bureaux publics et cette année on nous demande \$11,000, soit \$3,400 de plus. Je suppose qu'il y a dans cette somme de quoi payer M. Tassé. Le budget prouve donc le contraire de ce que l'honorable secrétaire de la province dit, et j'en conclus que le gouvernement veut maintenir ce nouvel inspecteur.

Il y a plus qu'une question d'augmentation inutile des dépenses dans cette nomination, il y a aussi une illégalité flagrante. Les ministres ignorent-ils que la loi ne leur permet pas de nommer un autre inspecteur des bureaux publics ? L'honorable commissaire des terres a prétendu que le gouvernement avait droit de faire ce qu'il a fait. Et cependant l'un des ministres nous dit qu'il ne sait pas si le gouvernement maintiendra cet inspecteur dans sa charge. Qu'on agisse donc

comme des hommes. Qu'on n'essaye, donc pas à fuir une responsabilité réelle, qu'on ne peut mettre de côté, que l'on fasse ce que l'on voudra.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.—Si l'honorable chef de l'opposition veut me le permettre, je lui poserai une question et je lui demanderai si M. Tassé fait de l'ouvrage dans les intérêts de la province ?

L'honorable **M. Mercier**.—J'affirme que le travail de M. Tassé, est nul et la preuve c'est que nous n'avons pas de rapport sur ses prétendus travaux. Je sais qu'il est censé visiter les grefs des cours des commissaires...

L'honorable **M. Lynch**.—...Et des cours de circuit autres qu'aux chefs-lieux.

L'honorable **M. Mercier**.—Ces cours de circuit n'ont pas besoin de M. Tassé. On l'a vu flâner ici pendant trois semaines au commencement de la session et pendant ce temps là où était le travail qu'il devait faire. L'honorable député de Richmond et Wolfe paraît s'intéresser à M. Tassé ; qu'il interroge son collègue, le député de Rouville, qui le connaît et il lui dira des choses édifiantes sur le compte de ce personnage. Mais supposons que le travail serait utile, cela ne justifierait pas l'illégalité qui a été commise. La loi dit qu'il n'y aura pas plus que trois inspecteurs et la loi adoptée en 1880, en ajoute un quatrième, l'inspecteur des bureaux d'enregistrement, charge à laquelle a été appelé M. Hervieux, avec un salaire de \$1,600. La loi qui crée en premier lieu ces officiers publics appelés inspecteurs, n'autorise pas la nomination de plus de trois personnes. L'article 1, du statut de 1863 dit : "le lieutenant gouverneur en conseil pourra nommer des personnes compétentes, ne dépassant pas le nombre de trois, pour être inspecteurs des prisons, hôpitaux, et autres institutions, en vertu des dispositions de cet acte, et nommer l'une d'elles pour être leur président, et les dits inspecteurs resteront en charge durant bon plaisir." Voilà tout ce que la loi dit à ce sujet. Cette loi n'a pas été changée. La seule autorité autre que celle-ci est la loi concernant l'inspection des bureaux d'enregistrement, qui crée la charge occupée par M. Hervieux. A l'heure qu'il est nous avons MM. Desaulniers, Smith, Tassé, de Martigny, et M. Hervieux. Cela fait bien cinq en tout, c'est à dire un de plus que le nombre autorisé par la loi. Où le gouvernement a-t-il puisé son autorité pour faire cette nomination ? Quelle est la loi

qui l'autorise à prendre M. Tassé, lorsqu'il n'y avait pas de vacance, et à augmenter ainsi le nombre de ces fonctionnaires, nombre sagement fixé par la législation.

Le gouvernement non content de grossir la dépense quand la loi ne s'y oppose pas, viole audacieusement le statut pour récompenser ses amis. Si la Chambre est disposée à accepter comme bon un tel état de choses, c'est son affaire, mais ce dont je suis bien certain c'est que le peuple qui paye ces largesses faites à même ses deniers ne remerciera pas ceux de ses représentants qui auront voté approbation d'un tel acte, doublement condamnable. Il y aussi un autre fait relativement à cette nomination de M. Tassé qui constitue à mon avis un acte fort reprehensible. La nomination illégale de ce cinquième inspecteur est faite le 10 octobre 1881, c'est-à-dire trois mois après le commencement de l'exercice de 1881-82, et cependant dans les comptes publics de 1881-82, je lis ce qui suit : " D. Tassé, inspecteur, pour douze mois de traitement, au 30 juin 1882, \$1600," c'est-à-dire qu'on le paye pour une année complète, tandis qu'il n'y a que neuf mois qu'il est nommé.

Pourquoi cette faveur à M. Tassé, tandis que dans le même temps, on retranche à M. Hervieux, les trois mois pendant lesquels il n'était pas inspecteur. Car à la ligne plus haute, des comptes publics de 1882, page 55, je lis : " J. A. Hervieux, inspecteur, traitement, du 20 octobre 1881, au 30 juin 1882, à \$1,600 par année, \$1,118.28. M. Hervieux n'est nommé que dix jours après M. Tassé, et il perd les trois mois et demi qui sont écoulés tandis que M. Tassé reçoit son salaire pour toute l'année.

Ce n'est pas tout, M. le président. Dans la lettre de faire part à M. Tassé, de sa nomination, M. Jolicœur, assistant secrétaire, écrivant officiellement au nom du gouvernement, informe ce monsieur du montant de son salaire en ces termes. Je cite textuellement : "*Vos appointements seront de quinze cents piastres par année.*" Voilà, M. le président, comment les ministres respectent la loi, eux qui sont payés pour la faire respecter et observer. La Chambre approuvera si elle le veut, une telle conduite. Pour moi, je comprends que je ne suis pas ici pour faire ce qui plait aux ministres. J'enregistrerai mon prôtet contre des actes que je considère les plus graves qu'un gouvernement puisse commettre.

J'ai l'honneur de proposer :

" Que les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants : " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que durant l'année fiscale finissant le 30 juin 1882, il

ait été dépensé \$2,300 de plus que les crédits votés pour l'inspection des bureaux publics, et que le gouvernement maintienne en charge un cinquième officier, M. Didace Tassé, comme inspecteur des cours des commissaires et de circuit de comté, sans autorité législative, avec un salaire annuel de \$1,600."

M. Martel—*député de Chambly*.—M. le président, l'honorable chef de l'opposition a dit que M. Tassé, ne faisait rien du tout. Je ne connais pas M. Tassé, mais je suis en position de dire que cette affirmation n'est pas exacte. Il a fait une enquête à Chambly, au greffe de la cour des commissaires. Je ne dis pas cela pour être utile à M. Tassé, mais simplement par respect pour la vérité.

M. Picard—*député de Wolfe et Richmond*.—M. le président, si l'honorable chef de l'opposition veut que des réformes soient faites, il devrait agir autrement. Ce n'est pas en faisant la guerre que l'on fait du bien à son pays. Il se plaint de la nomination de M. Tassé qui, dit-il, n'a rien à faire, ou dont le travail est inutile. M. Tassé est passé en tournée d'inspection dans mon collège électoral. Je ne puis, cela va sans dire, me prononcer sur la valeur du travail qu'il a accompli. J'attendrai donc qu'un rapport nous soit fait avant de me déclarer contre cette nomination. Quand nous aurons ce rapport nous pourrions voir si le travail accompli est utile oui ou non.

Si le gouvernement voit que la somme ou la nature du travail fait, ne justifie pas la dépense encourue, il devra à mon avis, renvoyer M. Tassé. Si les honorables ministres ne suivent pas cette ligne de conduite sage, je comprendrai qu'on les blâme mais aujourd'hui adopter la proposition de l'honorable député, ce serait commettre une imprudence. D'un autre côté, je profiterai de cette circonstance pour faire remarquer au gouvernement que la somme de onze mille piastres est trop élevée pour ce service. Je crois qu'il y aurait moyen de dépenser moins que cela. J'espère que l'honorable trésorier voudra bien prendre ma suggestion en bonne part et y faire droit. Une autre remarque, M. le président. L'opposition se plaint de la dépense et elle ne s'aperçoit pas qu'avec toutes ces discussions, elle allonge la session et par conséquent augmente les dépenses. Que l'on en finisse donc avec ces propositions de non-confiance inutiles et que l'on continue les travaux qu'il y a devant nous,

L'honorable **M. Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—L'honorable chef de l'opposition a accusé le gouvernement d'avoir augmenté le salaire de M. Tassé, après coup, vu que dans la

lettre de l'assistant secrétaire, il est dit que les appointements seront de \$1,500 par année. Ce salaire, l'honorable député doit le savoir est fixé par arrêté du conseil et non pas par une simple lettre de faire part.

Maintenant je ne m'explique pas l'indignation de l'honorable député. Le gouvernement a annoncé l'an dernier que M. Tassé était nommé, puisque cette nomination remonte à 1881. C'était parfaitement connu à la dernière session, pourquoi alors l'honorable chef de l'opposition n'a-t-il pas protesté, comme il croit de son devoir de le faire cette année. Quand le gouvernement actuel, qui n'a pas eu à faire cette nomination, est arrivé au pouvoir, M. Tassé était en charge et la Chambre avait ouvert le même crédit de \$11,000 que nous demandons dans le budget. Nous n'avons fait aucune innovation. Nous avons pris les choses telles qu'elles étaient.

M. Watts—*député de Drummond et Athabaska*.—La loi, M. le président, dit qu'il n'y aura que trois inspecteurs, des prisons et le reste, et cependant il y en a quatre, à part de M. Hervieux, qui fait cinq en tout. L'honorable trésorier dans les explications qu'il nous a données, n'a pas été suffisamment clair. Il ne nous a pas dit pourquoi on avait violé le texte formel de la loi.

L'honorable député de Wolfe et Richmond nous a reproché de prolonger la session, de retarder l'adoption des subsides. En justice il aurait dû dire que s'il y a un coupable, c'est l'honorable trésorier, qui a tant tardé à nous soumettre son budget, que nous commençons à désespérer de ne l'avoir jamais.

L'honorable **M. Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, l'amendement qu'a fait l'honorable chef de l'opposition mérite la sérieuse attention de la Chambre, vu que cette proposition se rattache à l'administration d'une branche importante du service public.

Pour bien se rendre compte de la question, il est nécessaire de remonter aux premiers jours de notre existence provinciale, au lendemain de la confédération, et de se mettre en mémoire le fait que la Législature sentant la nécessité d'établir un système efficace d'inspection des prisons, hôpitaux, asiles et autres institutions de ce genre, adopta une loi par laquelle le gouvernement était autorisé à nommer un bureau composé de trois inspecteurs, chargés de cette inspection. Je crois, avec l'expérience des années, que cette mesure fut sage et salutaire, et qu'il n'y a pas eu un service qui a procuré plus d'avantages tout à la fois au revenu

et à l'administration publique que ce trait caractéristique du système que nous avons.

Il est de plus de la plus grande importance que le pays ait un moyen quelconque de connaître si les institutions publiques, pour lesquelles il fait tant de sacrifices, remplissent convenablement leurs fonctions et s'acquittent bien de leurs devoirs. Jusqu'à présent, l'inspection ne comprenait pas nos hôpitaux, mais je ne suis pas prêt à dire que le temps n'est pas arrivé où ils devraient être soumis à une sorte de surveillance officielle.

Je ne saurais dire quels furent les premiers inspecteurs nommés, mais il fut un temps où le bureau était composé de messieurs Miles, Desaulniers et Tassé, et à ces messieurs un quatrième inspecteur fut ajouté, pendant la carrière officielle comme trésorier, de M. Church, ce fut M. Walton Smith, qui fut chargé de visiter les bureaux publics. M. Smith est l'un des plus habiles et des plus compétents des officiers au service du gouvernement. Sous le règne du cabinet Joly, le bureau, pour une raison ou pour une autre, mais peut-être sous le prétexte de changer le personnel, fut réduit au nombre de deux membres. Je ne me soucie pas d'entrer dans l'histoire de cette affaire, mais je crois de mon devoir de rappeler à la Chambre que lorsque M. Tassé fut nommé, c'était pendant l'administration du gouvernement de Boucherville. M. Tassé était alors régistrateur du district d'Iberville, et on l'engagea à se démettre de ses fonctions pour accepter celle d'inspecteur. Cette circonstance doit être bien pesée en étudiant cette question.

Maintenant je déclare que je prends sans hésiter toute la responsabilité de ce qui s'est fait depuis. Comme l'un des officiers en loi de la couronne j'ai rédigé le rapport auquel on a fait allusion, et en agissant ainsi j'ai été mu par la pensée que je remplissais la volonté de la Législature et que non seulement il était important que la machine administrative fut dans le meilleur état possible, mais qu'il fallait aussi que la province fut en position de bénéficier de toutes les ressources à sa disposition.

L'honorable chef de l'opposition a accusé le gouvernement d'avoir violé la loi en nommant M. Tassé. Je nie cette accusation et je vais prouver qu'elle n'est pas fondée. Voyons en premier lieu les éléments essentiels de la question. M. Tassé a été nommé pour inspecter les greffs des cours des commissaires et des cours de circuit autres que celles du chef lieu, les bureaux des greffiers des cours de magistrats et

des juges de paix. Voici la lettre faisant part à M. Tassé de sa nomination et de ses devoirs :

Bureau du secrétaire, 3 nov. 1881.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que par un arrêté du conseil, en date du 20 octobre dernier, il a plu à Son Honneur le lieutenant gouverneur de nommer MM. Louis Léon Lesieur Desaulniers, Walton Smith, vous même, Athelstan Lemoine de Martigny et Joseph Amable Hervieux, *membres du bureau provincial des inspecteurs.*

M. Smith est nommé président de ce bureau. Vos fonctions consisteront à visiter les bureaux des greffiers de la cour de circuit, sauf aux chefs-lieux, les bureaux des greffiers des cours de magistrats où elles existent, au moins une fois tous les douze mois, de visiter aussi souvent que possible les bureaux des greffiers de la cour des commissaires et des juges de paix, dans le but d'assurer l'exécution de la loi, tant dans l'intérêt des plaideurs que dans celui du trésor.

Vos appointements seront de quinze cents piastres par année

J'ai l'honneur d'être votre obéissant serviteur,

P J JOLICŒUR,
Assistant-Secrétaire.

DIDACE TASSÉ, Ecuier.

Iberville,

Maintenant, l'honorable député de St-Hyacinthe, nous a accusés d'avoir violé la loi de 1868. Cette loi dit qu'il y aura un bureau composé de trois inspecteurs. Eh bien le bureau actuel n'est pas composé de plus de trois membres. Voici la proclamation relative à ce sujet :

CANADA,
Province de Québec. }

THÉODORE ROBITAILLE.

VICTORIA, *par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A Louis, Léon Lesieur Desaulniers, écuyer, médecin, de la paroisse de Ste. Anne de Yamachiche, dans le comté de St-Maurice, Athelstan Lemoine de Martigny, écuyer, médecin, de la paroisse de St-Romuald d'Etchemin, dans le comté de Lévis, et Walton Smith, écuyer, de la banlieue de la cité de Québec, dans notre province de Québec.

Sachez que, reposant pleine confiance en votre loyauté, intégrité et capacité.

Nous vous avons, de notre faveur spéciale, connaissance certaine et plein gré, commis, constitués et nommés, et par les présentes vous com-mettons, constituons et nommons vous les dits Louis Léon Lesieur Desaulniers, Athelstan Lemoine de Martigny et Walton Smith, inspec-teurs de prisons, hôpitaux et autres institutions dans notre province de Québec sous l'autorité des dispositions d'un acte de la Législature de notre dite province de Québec, passé dans la trente unième année de notre règne intitulé : " Acte concernant les inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions," et nous révoquons par les présentes toutes autres commissions antérieures. Pour par vous les dits Louis Léon Lesieur Desaulniers, Athlestan Lemoine de Martigny et Walton Smith, tenir, exercer la dite charge d'inspecteurs de prisons, hôpitaux et autres institutions et en jouir, durant notre bon plaisir, avec tous les droits, pouvoirs, autorité, privilège et avantages appartenant à la dite charge.....

Ceci porte la date du 27 octobre 1881.

La loi n'a donc pas été violée. J'arrive à la seconde partie de mon sujet.

En 1881, le gouvernement Chapleau } crut devoir dans l'intérêt public constituer un bureau provincial composé des trois inspecteurs en charge. Voici le rapport sur lequel l'on se basa pour constituer ce bureau parti-culier :

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 27 octobre 1881.

Présents :—L'honorable M. Chapleau, président ; les honorables MM. Robertson, Ross, Loranger, Lynch, Pâquet, en conseil.

Sur la nomination d'un bureau des inspecteurs des bureaux publics de la province.

L'honorable solliciteur général dans un rapport en date du dix-septième jour d'octobre courant, (1881), établit : que maintenant Louis Léon Lesieur Desaulniers, écuyer, M. P., Walton Smith, écuyer, Didace Tassé, écuyer, et Athelstan Lemoine de Martigny, écuyer, M.D., forment un bureau d'inspecteurs, chargé d'inspecter les bureaux publics de la province ainsi que les prisons, les asiles et autres institutions sem-blables, et que Joseph Amable Hervieux, écuyer, est inspecteur des bureaux d'enregistrement de la province : qu'il est désirable de réunir

en autant que la chose est praticable, les dits bureaux et d'assigner aux messieurs ci-dessus nommés les devoirs qu'ils devront remplir, soit collectivement, soit individuellement.

En conséquence l'honorable solliciteur général recommande qu'il soit nommé un bureau d'inspecteurs de la province composé des personnes ci-dessus désignées, MM. Desaulniers, Smith, Tassé, de Martigny et Hervieux, dont le dit Walton Smith sera le président, et tous recevant un traitement annuel de seize cents piastres (\$1600) à l'exception du dit Smith qui recevra deux cents piastres additionnelles, pour les raisons énoncées dans l'arrêté du conseil No. 280, en date du onzième jour de juin mil huit cent soixante et dix-neuf :

Qu'en outre des autres devoirs qui sont mentionnés dans les présentes, ou qui pourront dans la suite leur être assignés, les dits Desaulniers, de Martigny et Smith, formeront un bureau des inspecteurs de prisons, en vertu des dispositions de l'acte 31 Vict., chap. 23, dont le dit Desaulniers sera le président, sans rémunération additionnelle.

Les devoirs que ces messieurs devront remplir, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, seront comme suit :

Le dit Joseph Amable Hervieux, sera exclusivement chargé de l'inspection des bureaux d'enregistrement de la province, et il sera de son devoir de visiter tous tels bureaux, au moins une fois par année, pour voir à ce que la loi concernant l'enregistrement soit uniformément et strictement observée, à ce que les timbres imposés par la loi, soient apposés dans tous les cas, et aussi pour voir à ce que chacun des bureaux d'enregistrement soit pourvu d'un coffre fort ou d'une voute à l'abri du feu. Il sera exclusivement du devoir du dit Didace Tassé, de visiter tous les bureaux des greffiers des cours de circuit, situés ailleurs que dans les chefs-lieux du district, ainsi que les bureaux des greffiers des cours de magistrats, au moins une fois par année, et de visiter aussi souvent que possible les bureaux des greffiers des cours des commissaires et des juges de paix, dans le but d'assurer l'application fidèle de la loi, dans toutes les causes dans l'intérêt des plaideurs, comme dans celui du trésor.

Il sera du devoir exclusif des dits messieurs Desaulniers, Smith et de Martigny, d'inspecter au moins deux fois par année, le bureau de chaque shérif, protonotaire, greffier de la cour de circuit au chef-lieu de district greffier de la couronne, greffier de la paix, et les bureaux des inspecteurs de licences, dans le but de s'assurer que les dispositions de la

loi et des arrêtés du conseil soient remplies, et que le trésor reçoive le revenu auquel il a droit ; ils devront aussi comme inspecteurs des prisons, visiter au moins deux fois par année, chaque prison, asile, prison de réforme et école d'industrie et en outre des institutions qui précèdent, ils visiteront les autres institutions qui reçoivent de l'aide ou de l'assistance du gouvernement, selon les instructions qui leur seront données.

Chaque tel inspecteur qui constatera qu'un palais de justice, qu'une prison ou qu'une autre propriété publique, a besoin de réparations immédiates il en fera rapport immédiatement au commissaire de l'agriculture et des travaux publics, et si dans l'opinion du dit inspecteur, les réparations nécessaires à ces édifices sont urgentes, et qu'elles puissent être faites pour un montant n'excédant pas cent piastres, il donnera instruction au shérif de les faire faire sans délai.

Que dans tous les cas, les inspecteurs ci-dessus nommés, agiront sous la direction et sous le contrôle des officiers en loi de la couronne, qui pourront changer, modifier ou étendre les devoirs qui leur sont ci-dessus dévolus respectivement, et à qui ils feront un rapport, au moins tous les ans, et plus souvent si on leur demande de le faire.

Le dit Walton Smith sera aussi, en outre de ses autres devoirs, considéré comme un officier spécial du département du trésor et devra comme tel mettre à exécution les instructions et les ordres qui seront émis par ce département.

Que, excepté avec la permission des officiers en loi de la couronne les dits inspecteurs se livreront exclusivement à l'accomplissement de leurs devoirs respectifs comme tels, sans aucune rémunération additionnelle, pour tout service d'aucune sorte, qu'ils seront appelés à rendre par le gouvernement et que leurs dépenses nécessaires et réelles de voyage encourues dans l'exercice officiel de leurs fonctions, soit comme inspecteurs ou autrement, leur seront payées.

Que tous les arrêtés du conseil ou parties d'arrêtés du conseil contraires ou incompatibles avec ce qui précède, sont par les présentes révoqués et annulés.

Le comité concourt dans le rapport ci-dessus et le soumet à l'approbation du lieutenant gouverneur.

De tout ceci il ressort clairement que nous n'avons pas violé la loi, et que nous avons agi dans ce que nous comprenions être l'intérêt public bien entendu. On ne saurait contester que l'ouvrage assigné à M. Tassé est très important au double point de vue des contribuables

de la province et du trésor. En le nommant nous n'avons fait que nous conformer à l'intention formellement et implicitement exprimée par la Législature par ses lois sur ce sujet. M. Tassé est un excellent fonctionnaire contre lequel il n'y a jamais eu de plainte et je suis certain qu'il saura bien remplir son devoir.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—M. le président, l'honorable commissaire des terres de la couronne a essayé habilement de se tirer d'affaire en portant la guerre dans le camp ennemi. Il a accusé le gouvernement Joly, afin de faire oublier ce qu'il a fait lui-même. Mais la Chambre ne se laissera pas prendre à cette tactique, toute habile qu'elle soit.

Lorsque nous avons été au pouvoir, nous nous sommes efforcés d'avoir la même efficacité dans le service, tout en diminuant les dépenses. Dans ce but, nous avons réduit le nombre des inspecteurs à deux. Le gouvernement Chapleau a cru devoir revenir à l'ancien système, et même faire davantage. Aujourd'hui nous en sommes rendus à avoir cinq inspecteurs au lieu de deux.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*.—M. le président, si j'en juge par le vote donné hier soir sur la motion de non-confiance faite contre le gouvernement par l'opposition, je ne dois pas espérer de succès pour celle qui est devant cette Chambre.

Les inspecteurs de bureaux publics existent depuis très longtemps. Ce système a été établi dans un dessein d'intérêt public que j'approuve entièrement.

La loi qui crée ces inspecteurs le dit expressément. Il doit y avoir trois inspecteurs et non pas cinq, comme la chose existe maintenant.

Je le sais, ces attaques contre le gouvernement ont très peu d'effet avec une opposition aussi peu nombreuse que la nôtre. Cependant, il est absolument nécessaire que l'opposition fasse des plaintes chaque fois qu'elle le croit nécessaire pour le bien du public.

Si ces plaintes n'ont pas d'échos dans la Chambre, elles peuvent en avoir dans le peuple et lui faire ouvrir les yeux.

Cette Chambre peut voter comme juste et raisonnable ce qui ne l'est pas; mais quand l'opposition aura fait ses justes récriminations le peuple sera à même de décider en connaissance de cause.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, l'opposition trouve si peu de chose à dire sur la conduite du gouvernement actuel, qu'elle est obligée de remonter aux

faits qui se sont passés en 1881. Depuis ce temps là nous avons eu une session, et personne n'a parlé de cette affaire de la nomination de M. Tassé. L'honorable chef de l'opposition qui prend aujourd'hui des airs indignés, et qui se dit poussé par son devoir, était ici, l'année dernière, et quand le crédit de onze mille piastres a été soumis à la Chambre il n'a pas poussé les clameurs que nous venons d'entendre. La Chambre a voté les onze mille piastres nécessaires pour le service de l'inspection des bureaux publics et le gouvernement actuel, en prenant les rênes du pouvoir, n'avait qu'une chose à faire ; c'était de se conformer au vote de la Législature. Dans les circonstances, quelle justification à la proposition de l'honorable député de St-Hyacinthe ? Elle demande à la Chambre de se censurer elle-même ; car le gouvernement n'est pour rien dans ce que reproche la proposition.

A 6 heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de l'amendement de l'honorable M. Mercier.

M. McShane—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, je sais bien que tout ce que l'opposition peut proposer, sera rejeté, justement ou injustement, mais c'est notre devoir constitutionnel de ne pas laisser aucun des actes du gouvernement, ou des griefs du peuple dans l'ombre. La presse il est vrai ne donne pas depuis que nous ne sommes plus au pouvoir, des rapports bien longs des discours des députés libéraux. J'espère cependant que le peuple de la province n'appréciera pas moins à leur juste mérite, les services que lui rend l'opposition, bien que le nombre de ses membres soit bien peu considérable. C'est vraiment humiliant pour le gouvernement et pénible pour le public de voir les affaires de la province conduites comme elles le sont à présent,—le gouvernement étant complètement à la merci de ses partisans qui conduisent à leur gré la Chambre,—et cela parce qu'on ne veut pas remettre le pouvoir au parti libéral. Il est parfaitement clair pour tout homme impartial, que la province s'en va à la ruine, et cependant en face d'un tel état de choses, le gouvernement recommande encore une augmentation des dépenses, et la Chambre, par esprit de parti, est prête à l'appuyer.

Je proteste au nom de la cité de Montréal, contre la continuation d'un système, qui fait peser uniquement sur cette ville, le fardeau des contributions publiques nécessaires au soutien du régime actuel, et qui fait en même temps qu'on ne demande rien au reste de la province.

A-t-on l'intention de discontinuer les extravagances que nous constatons? point du tout, M. le président. On s'éloigne de plus en plus de la politique sage qui devrait nous guider.

Depuis le commencement de la session, l'observateur impartial de nos travaux, a dû se demander, s'il y avait un gouvernement. Jamais nous n'avons vu autant de bévues parlementaires, administratives et politiques, que pendant les deux derniers mois. Dès son origine, ce gouvernement a été mal constitué; et je me plains plus particulièrement de l'injustice commise à l'égard de la majorité anglaise. J'admets bien que l'honorable commissaire des terres de la couronne, est l'homme qu'il faut pour le poste qu'il occupe, mais où est l'autre représentant de la minorité anglaise que nous accorde la constitution? Où est aussi le représentant de l'élément irlandais catholique? On se rappelle que l'honorable M. Chapleau s'est vanté d'avoir donné satisfaction à cet élément, en faisant entrer dans son cabinet l'honorable député de Gaspé. Je n'ai jamais été un admirateur de cet honorable député, et je n'ai jamais admis, qu'il fut un véritable représentant irlandais, mais en même temps je suis prêt à admettre que, jusqu'à un certain point, l'entrée de ce représentant dans le cabinet Chapleau, était la reconnaissance du principe pour lequel j'ai toujours combattu, que l'élément irlandais, bien que le second en nombre, est répandu un peu partout dans la province, a droit à un représentant dans le cabinet: et je crois pouvoir dire à ce sujet que personne ne serait plus digne parmi les ministériels de représenter cet élément que l'honorable député de Québec-ouest.

L'amendement de l'honorable M. Mercier est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Irvine, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Watts.—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de St. Maurice, Frégau, Garneau, Gauthier, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Lynch, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Owens, Pâquet, Paradis, Picard, Poupore, Richard, Robillard, Sawyer, St-Hilaire, Trudel et Würtele.—42.

La Chambre siège en comité du budget :

M. le **Président du comité**.—Article 40, pour l'institut national des beaux arts \$1,000

L'honorable M. **Taillon**—*président de l'Assemblée législative*.—J'ai reçu, M. le président, de cette institution, une requête, que je n'ai pu encore présenter à cette Chambre, vu le règlement qui s'y oppose. Voici cette requête :

L'humble requête de l'Institut national des beaux arts, sciences, arts et métiers, industrie, expose respectueusement.

Qu'il est constitué par l'acte 38 Victoria, chapitre 57, dans le but de venir en aide à nos classes ouvrières par l'enseignement des beaux arts et des sciences pour leur application à l'industrie.

Que cet institut est le seul, au Canada, qui offre une direction, un programme et un matériel en rapport avec le génie et les besoins du Canada, (programme de l'Ecole des beaux arts et des sciences de Paris), partant que son enseignement est appelé à rendre d'immenses services aux ouvriers de tous les arts et de tous les métiers, à cette époque, surtout, où toute étude, en général, ressort de la technologie, et que les produits de la pratique doivent découler rigoureusement de la théorie.

Que cette institution se présente donc très heureusement à notre jeunesse, remarquablement douée des meilleures aptitudes artistiques et industrielles, en lui donnant les connaissances propres à utiliser les ressources infinies dont notre vaste Canada abonde et que l'Europe s'approprie à notre détriment.

Que cet institut, malgré ses longs revers occasionnés par le peu de considération qu'on en a fait jusqu'à présent, a loué et réparé à grands frais une maison convenable au No. 80, de la rue Saint-Gabriel, en face du Champ de Mars, où il a installé un matériel considérable, dont il offre l'usage à ses élèves qui sont actuellement plus de trois cents.

Que les frais de réparation de ce grand local, de déménagement, d'installation d'un matériel colossal ont épuisé l'allocation du gouvernement de l'année dernière.

L'institut ose représenter que la subvention de mille piastres est insuffisante pour couvrir les frais du loyer, d'entretien, le paiement des professeurs et autres employés etc.

Cet institut a périéclité depuis quelque temps par manque d'argent, cependant il faut avouer qu'il a fait, et qu'il est destiné à faire beaucoup de bien. J'ai vu moi-même une liste des élèves au nombre de 359. Nous accordons \$1000 par année : à première vue, ce chiffre paraît assez respectable. Mais on sort vite de son illusion, lorsque l'on étudie le budget des dépenses de cette institution.

Le loyer de la salle coûte \$200 par année. On a dû faire des réparations considérables. L'appareil de chauffage a coûté \$500. Il leur faut aussi payer pour le gaz et pour le combustible. On voit par là que l'octroi fut vite épuisé. Mais grâce à des citoyens généreux qui se sont portés responsables de la dette, on a pu remettre cet institut à flot. Il doit maintenant \$2,500, mais il faut dire aussi qu'il est installé pour recevoir 350 à 400 élèves. Il possède aussi un outillage convenable. L'institut national des beaux arts est justement populaire à Montréal. L'année dernière, il n'y avait presque pas d'annonces de faites, et cependant j'ai été surpris de voir autant d'élèves. Un soir qu'il faisait mauvais temps, je me suis rendu à l'école à l'improviste, et j'ai trouvé là cent cinquante personnes, pour le moins, qui venaient s'informer quand les cours seraient ouverts. L'école à la porte voisine est l'école officielle, et vous n'y voyez presque pas d'élèves. On m'a fait l'honneur de me choisir comme président de cette institution, et l'honorable M. Mercier en a été choisi comme le vice-président. Nous voulons que cette école soit réellement populaire parce que nous voulons que les ouvriers apprennent les beaux arts appliqués à l'industrie. L'automne dernier nous ne pouvions pas inviter les citoyens à fréquenter les cours parce que l'école n'était pas chauffée ni éclairée. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le programme, et l'on verra que les études que l'on y fait sont essentiellement pratiques.

On y enseigne l'art de l'architecture, des tailleurs de pierres, du maçon, du charpentier, du menuisier, de l'ébéniste, du carrossier, du ferblantier, etc.

Constructions en pierre de taille, en maçonneries, en briques, en bois, en terre, constructions mixtes.

Du béton, du ciment, de l'asphalte, du bitume et de ses divers emplois.

Etude spéciale des voûtes et des escaliers.

Emploi du bois et du fer dans la construction des charpentes, des combles et des planchers.

Emploi spécial de chaque espèce de bois.

Résistance des bois et des matériaux en général.

De la couverture : Matières diverses employées pour couverture;

Rapport de ces matières, avec les dessins de couvertures qu'elles doivent revêtir.

Voilà un programme magnifique qui, certes, s'il était mis à exécution

avec l'argent nécessaire, opérerait une révolution au sein de la classe ouvrière. Je ne saurais trop le répéter, M. le président, car c'est là le but que nous voulons atteindre : nous voulons que l'ouvrier puisse s'élever au premier rang, et pour cela qu'il puise les connaissances nécessaires.

L'organisation des cours, et les soirées publiques exigent des dépenses que nous ne pouvons faire dans l'état actuel des affaires. L'école des arts a \$5,000 en banque d'après son rapport. Je ne vois pas pourquoi on ne donnerait pas un peu plus, à l'institut national des beaux arts, qui est certainement l'école nationale par excellence.

M. **Stephens.**—*député de Montréal-centre.*—Je suggérerais de prendre \$3,000 sur le crédit de \$10,000 pour le bureau des arts et manufactures, et de lui faire prendre sur ses fonds en banque ce qu'il faut pour combler la différence. Je sympathise beaucoup avec l'Institut national des beaux arts et je voudrais le voir réussir et prospérer.

L'honorable M. **Beaubien**—*député d'Hochelaga.*—Il est curieux de constater que, ces deux écoles, qui sont porte à porte, l'une réussisse et que l'autre soit déserte. Pour ma part je ne connais pas la raison de cette différence. Pourquoi ne pas réunir ces deux écoles, et que l'institut soit à l'avenir l'école des arts et métiers. J'approuve les efforts qui sont faits et je suis convaincu qu'avant six mois, on aura 600 élèves.

M. le **Trésorier.**—Le gouvernement trouve que \$10,000 est un montant trop élevé pour le bureau des arts et manufactures qui a déjà de l'argent en banque. Je propose que l'on prenne \$5,000 sur ces dix mille pour les ajouter à l'article 40, qui se lira comme suit : Pour l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie \$6,000.

M. le **Président du comité.**—L'article 40 est adopté tel que modifié. Article 175, école de réforme, \$6,500... adopté. Article 177, divers en général, \$20,000,

L'honorable M. **Mercier.**—C'est avec ce crédit que le gouvernement fait le plus de bévues. Ainsi consultons les comptes publics de 1882, et nous y verrons comment cet argent est employé. Ainsi il a été payé à M. Würtele, notre trésorier, pour balance de ses frais pour deux voyages en France pour la négociation de l'emprunt, \$2,600. Au surintendant de l'instruction publique, pour payer la municipalité St-Jacques montant d'arrérages d'octroi, \$536.55 A. D. Z. Gauthier, pour toute redevance à titre de secrétaire du commissaire du fonds d'emprunt municipal, \$296.00. A. G. A. Gouin, en règlement final de toutes réclama-

tions pour dommages, causés à certains cantons forestiers sur la rivière Rouge, \$5,000. A Jean Côté et J. B. C. Hébert, pour services comme employés surnuméraires dans le département de l'agriculture et des travaux publics, \$626.00 chacun, soit \$1,252.00 en tout. A John Giles, acompte de sa pension, \$180. Qu'est-ce que cette pension a affaire avec ce chapitre, de mêmes que les sommes payées à MM. Côté et Hébert. Il y a des chapitres particuliers pour chacune de ces dépenses, pourquoi ne pas les avoir entrées en leur lieu et place. On voit aussi qu'il a été payé à même cet argent, à M. Fabre, pour ses dépenses de voyage \$200, pour l'installation de son bureau à Paris, \$500, et pour trois mois de traitement \$500. Ce sont là des choses qui ne devraient pas être faites.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier-ministre et procureur général*.—Quand je suis arrivé ici, je me suis aperçu qu'il y avait beaucoup d'abus à réformer, mais il ne fallait pas que je vins à me poser en réformateur insolent. Je me suis aperçu que l'on payait trop d'argent sur mandats spéciaux, et c'est pour arrêter cela que nous faisons de l'auditeur un officier irresponsable.

M. le **Trésorier**.—L'honorable M. Mercier a relevé les frais qui m'ont été payés pour mon voyage en France, eh ! bien je dirai que ces voyages m'ont coûté plus cher que la somme que j'ai retiré du trésor. Et je n'ai, en outre, rien reçu pour les 5 mois de mon temps absorbé par ces négociations.

M. le **Président du comité**.—L'article 177 est adopté.

Article 178, ingénieurs des mines, \$2,500....

L'honorable M. **Lynch**.—M. Obalski, fera l'analyse des spécimens apportés par les explorateurs.

M. le **Président du comité**.—L'article 178 est adopté. Article 183, pour prix pour les meilleurs essais sur le reboisement et la conservation des forêts \$600.

L'honorable M. **Mercier**.—Voilà du nouveau.

L'honorable M. **Lynch**.—C'est pour donner des prix de \$300, de \$200 et de \$100, pour les trois meilleurs traités sur le reboisement.

L'honorable M. **Beaubien**.—Ne serait-il pas préférable d'employer cet argent à répandre dans la province les meilleurs écrits sur le sujet ? Dans tous les cas, cela pourrait être laissé à la discrétion du ministre.

L'honorable M. **Lynch**.—Très bien.

M. le **Président du comité.**—L'article 183 est adopté,

Les articles suivants sont adoptés :

Bureau des arts et manufactures \$2,000 ; pour l'établissement, à Montréal, d'une institution pour la production du vaccin animal \$300 ; écoles de réforme \$6,500 ; Ecoles industrielles \$11,500 ; institutions de réforme pour les garçons à Montréal et Sherbrooke \$47,500 ; pour payer les frais de protection des forêts contre l'incendie, terres de la couronne \$5,000 ; institutions de réforme pour les garçons à Montréal et Sherbrooke \$4,500 ; écoles de réforme \$500 ; écoles industrielles \$1,125.

Le comité lève sa séance.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Séance du samedi, le 17 mars 1883.

SOMMAIRE :—Adoption et retrait de divers projets de lois.—Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, des rapports municipaux. Proposition d'ajournement. Amendement de M. Archambault. Délibération sur divers projets de lois.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à cinq heures et demie.

Les projets de lois suivants sont retirés :

Pour modifier l'article 1048 du code municipal.

Pour pourvoir à l'établissement de bibliothèques publiques et gratuites.

Pour modifier la loi relative aux notaires.

Pour modifier la loi de licences de Québec 1878, en soumettant les licences pour hôtel de tempérance, aux formalités prescrites par l'article 48, de la dite loi, pour l'obtention de licences de magasins de liqueurs.

Les projets de lois qui suivent sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier la loi 33 Victoria, chapitre 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Concernant les clôtures paraneige.

Pour changer le nom de la municipalité de la partie est du canton de Tingwick, en celui de la municipalité de Saint-Rémi de Tingwick.

Pour modifier l'article 2160 du code civil.

Pour modifier la loi constituant l'association homéopathique de Montréal.

Le projet de loi concernant les prévôts des incendies de Montréal et Québec est rejeté, sur un vote de 31 contre 13.

La Chambre adopte le 4e rapport du comité permanent de l'agriculture.

L'honorable M. Blanchet dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales des rapports municipaux.

M. le président dépose sur le bureau de la Chambre, l'état des affaires de l'hospice de la Providence de St-Charles Borromée de Joliette, pour l'année 1882.

Une proposition, en amendement, déposée par M. Archambault, à propos de l'ajournement de la Chambre, est rejetée par un vote de 13 contre 24.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du lundi, le 19 mars 1883.

SOMMAIRE :—Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, de divers documents publics.
Adoption de divers projets de lois.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et dix minutes.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 mars 1883, demandant un état donnant, par comtés, le détail de la somme de \$65,000, dépensée pour chemins de colonisation, du premier juillet au 31 décembre 1882.

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 mars 1883, demandant copie de la liste des documents se rapportant à l'histoire du Canada, copiés et conservés au département du registraire de la province de Québec.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 mars 1883, demandant copie du jugement des Lords du comité judiciaire du conseil privé, dans l'appel de Charles Russell vs. la Reine, sur la déclaration de Woodward, jugée par la cour suprême du Nouveau-Brunswick, par une sentence rendue le 23 juin, 1882.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier la loi pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales.

Pour constituer la ville de Montmagny.

Pour autoriser la vente du " National School " de Québec.

Pour autoriser Alfred Charles Pinsonnault à vendre certains biens.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi, le 20 mars 1883.

SOMMAIRE :—Délibération sur un projet de loi concernant l'agriculture : MM. Joly, Blanchet, Mercier, Sawyer et Desjardins ; sur un autre projet concernant les jurés et jurys : MM. Blanchet, Mercier et Marion. Adoption, en 2^e délibération, de divers projets de lois.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

Le projet de loi pour modifier de nouveau la charte de la cité de Québec, est adopté en 2^e délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

M. **Archambault**—*député de Vaudreuil*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit nommé un comité spécial, composé des honorables messieurs Blanchet, Joly, et de messieurs Duhamel, Watts, Lavallée et Archambault, pour examiner la réclamation de D. Z. Gauthier, écr., de Sorel, dont la pétition a été mise devant cette Chambre, vendredi, le 16 du courant, pour en faire rapport, avec la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Cette proposition est adoptée.

Sur proposition de M. le premier ministre, il est résolu qu'à compter de jeudi prochain, inclusivement, il y ait trois séances distinctes par jour y compris le samedi, la première commençant à 11 heures A. M., et finissant à 1 h. P. M., la seconde commençant à 3 h. P. M., et finissant à 6 h. P. M. ; la troisième commençant à 7½ heures P. M., et se continuant jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient priorité à chaque séance, après les ordres de routine, jusqu'à la fin de la session.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

Le projet de loi pour modifier la loi constituant la compagnie canadienne d'éclairage électrique est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet de loi pour modifier la loi relative aux sociétés d'agriculture (32 Vict., chap. 15).

L'honorable **M. Joly**—*député de Lotbinière*.—Je propose d'ajouter la disposition suivante à l'article 1 : " et pour empêcher toute fraude de la part d'aucune société, dans le but d'obtenir une part plus considérable de l'octroi que celle à laquelle elle aurait droit, en vertu de souscriptions faites de bonne foi, toute société qui se rendra coupable de telle fraude perdra, pour l'année, sa part d'octroi.

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—La Chambre sera comme moi fort étonnée de l'attitude prise par l'honorable député de Lotbinière, lorsqu'elle apprendra que le même honorable député a fait adopter en 1879, par l'Assemblée législative, un projet de loi indentique, quant au fond, à celui-ci.

Ce projet de loi portait le No. 131, et se lisait comme suit :

L'article 48 de l'acte de cette province, 32 Vict., chap. 15, est modifié en y ajoutant la disposition suivante :

" Pourvu toujours que si telle société additionnelle souscrit un montant qui, multiplié par trois, soit égal à la moitié de l'allocation provinciale établie en faveur de tel comté, elle aura droit à la juste moitié de la dite allocation, quand même l'autre société aurait souscrit davantage, et *vice versa* pour la société No. 1."

Ainsi voilà mon honorable ami pris dans un singulier dilemme. En face du texte que je viens de mettre sous les yeux de la Chambre, que dit l'unique article du projet que je sou mets à l'Assemblée.

Le projet que nous discutons se lit comme suit :

" Pourvu toujours que, lorsque l'une des dites sociétés aura prélevé un montant suffisant pour lui donner droit à la moitié de la subvention, la dite moitié lui sera payée sans en rien retrancher quand même l'autre société aurait prélevé un montant plus considérable de souscriptions."

Le principe en jeu est le même, la disposition est la même, et cependant l'honorable député n'en veut pas. J'espère qu'un moment de réflexion lui suffira pour revenir sur ses pas.

L'honorable **M. Joly**.—Le but que veut atteindre le gouvernement c'est d'empêcher la fraude qui se pratique. Lorsque j'ai proposé la loi dont l'honorable secrétaire de la province vient de parler, ce n'était pas le but que je poursuivais. Au reste, l'honorable ministre prétend trouver dans ma conduite une contradiction, ce que je n'admets pas, il ne s'en suit pas que parce que je me serais trompé en 1879, que je doive me tromper une seconde fois.

M. Sawyer—*député de Compton*.—En justice pour l'honorable député de Lotbinière, je dois dire que c'est à ma demande que la Chambre avait inséré la disposition en question. Le projet a été ensuite profondément modifié par le Conseil législatif, ou abandonné, je ne me rappelle pas bien.

M. le **Secrétaire**.—Il avait accepté la modification proposée ?

M. **Sawyer**.—Oui.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, en premier lieu, je poserai en principe qu'il importe peu que telle chose ait ou n'ait pas été faite en 1879. C'est un bien pauvre argument que celui qu'a employé l'honorable secrétaire provincial. L'honorable député de Lotbinière n'est pas le seul à juger cette loi, mais toute la Chambre est appelée à le faire. Je dis donc : cette loi est bonne ou mauvaise, et par conséquent, elle doit être jugée sur son mérite. Maintenant voyons si l'honorable secrétaire a droit de reprocher à mon honorable ami le député de Lotbinière, de se mettre en contradiction avec lui-même. En 1879, il s'agissait de modifier l'article 48 du statut 32 Victoria, chapitre 15. Aujourd'hui c'est l'article 86 du même chapitre qu'il s'agit de changer.

Il y a là une différence immense, entre les lois proposées, car enfin pourquoi le législateur aurait-il fait deux articles différents, si tous les deux disaient la même chose.

Que dit l'article 86 ? Le voici :

“ Si deux sociétés sont organisées dans un même comté, et prélèvent ensemble une somme excédant quatre-vingts piastres, l'allocation sera divisée entre elles en proportion du montant souscrit et payé par chacune.” Maintenant que dit à son tour l'article 48 :

“ Toute société additionnelle de comté aura droit à une part de l'allocation publique proportionnée au montant de sa souscription, eu égard à la souscription du reste du comté, elle aura tous les pouvoirs d'une société de comté, et sera sujette à toutes les dispositions du présent acte relatives aux sociétés de comté.”

Ainsi on le voit, ce n'est pas la même chose du tout : les deux articles ne portent pas sur le même sujet, ni n'ont la même portée. Si l'honorable secrétaire de la province trouve que c'est la même affaire dans un cas, comme dans l'autre, il est bon.

M. **Desjardins**—*député de Montmorency*.—J'approuve entière-

ment le projet de loi de l'honorable secrétaire provincial. Il est beaucoup mieux que la dotation annuelle soit également divisée, dans les comtés où il y a deux sociétés. C'est le moyen d'empêcher toute fraude pour l'obtention d'une plus large part de l'octroi.

M. Picard—*député de Wolfe et Richmond*.—M. le président, je ne suis pas avocat, et par conséquent, je ne suis pas en position de trouver la différence signalée par l'honorable chef de l'opposition. Pour moi le principe est le même que celui posé en 1879. La seule différence, c'est que si la société No. 2, n'avait pas souscrit assez pour avoir droit à toute sa moitié, la balance allait à l'autre société, celle désignée sous le nom No. 1.

Aujourd'hui, on propose de diviser l'allocation également.

La proposition de l'honorable M. Joly est mise aux voix et rejetée sans vote.

La 3e délibération sur le projet de loi est renvoyée à demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier et refondre les lois relatives aux jurés et jurys.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—M. le président, les deux seuls changements importants que cette législation propose sont relatifs à la qualification foncière des jurés sous le rapport de la possession des immeubles et au mode d'assignation des jurés.

Les autres modifications apportées ne touchent pas au fond, mais simplement à la phraséologie qui, on l'admettra sans hésiter, laissait à désirer. Mes explications ne seront donc pas longues puisqu'elles ne porteront que sur un point principal, la qualification des jurés.

Nous avons cru devoir augmenter, dans l'intérêt de cette institution du jury, le chiffre de la qualification des jurés. Il faut admettre, M. le président, que l'état de la fortune publique a bien changé depuis que la loi que nous modifions a été faite. Pour se rendre compte de l'à-propos du changement que nous proposons sur ce point très important, il faut considérer que la propriété immobilière a augmenté beaucoup depuis quelques années, surtout depuis les derniers vingt-cinq ans. Cette valeur j'oserais dire, a presque doublé. De là il suit que pour avoir le même niveau dans les jurys, il devenait nécessaire de modifier la loi dans le sens du projet de loi.

C'est l'article 1, que je vais lire, qui renferme les nouvelles disposi-

tions à ce sujet. Ainsi il est traité des qualités requises des grands et des petits jurés :

“ Les personnes suivantes, (sauf les exemptions et inhabilités ci-dessous établies), ont les qualités requises pour remplir les fonctions de grands jurés, et, après tirage et assignation régulièrement faits, elles seront tenues d'agir comme tels, savoir :

1. Tout habitant mâle, domicilié dans une ville ou cité d'au moins vingt mille âmes, ou dans la banlieue d'icelle, qui est porté sur le rôle d'évaluation de cette ville ou cité, comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale de plus de *trois mille piastres*, ou comme occupant, ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle de plus de *trois cents piastres*.

2. Tout habitant mâle, domicilié dans les limites de toute autre municipalité, dont quelque partie se trouve dans un rayon de dix lieues du siège de la cour du district qu'il habite, qui est porté sur le rôle d'évaluation de cette municipalité comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale de plus de *deux mille piastres*, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle de plus de *cent cinquante piastres* ; excepté, toutefois, dans les comtés de Bonaventure et Gaspé où les propriétaires devront être portés sur le rôle d'évaluation, pour une valeur de plus de mille piastres, et les occupants ou locataires, pour une valeur annuelle de plus de cent piastres. ”

Je crois que nous atteindrons par cet article le but que nous avons en vue.

L'honorable député de St-Hyacinthe a suggéré de ne choisir les jurés que parmi les citoyens qui savent lire et écrire. Suivant mon honorable ami, il faudrait que les jurés sachent lire et écrire. Je ne conteste pas l'excellence de cette suggestion en soi, mais je pense qu'elle ne serait pas praticable dans les circonstances. Dans dix ou quinze ans d'ici, nous pourrions exiger facilement cette qualification, mais aujourd'hui nous courrions le risque de réduire trop considérablement le nombre des personnes pouvant être appelées à rendre ce service à la société. Une autre considération, c'est qu'il serait difficile pour les secrétaires trésoriers de constater s'il y a oui ou non qualification sous ce rapport. Par le recensement de 1871, on trouve qu'il y a un grand nombre de personnes qui ne savent pas lire ni écrire. J'en conclus, M. le président, qu'il est impossible de songer à introduire cette modification à présent.

Je propose que ce projet de loi soit adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe*.—M. le président, au commencement de la session, le gouvernement nous disait dans le discours d'ouverture les paroles suivantes :

“ Il vous sera présenté un projet de loi sur l'organisation du jury dans les causes criminelles, de manière à relever le niveau de cette institution et à diminuer les dépenses qu'elle entraîne.”

Voilà ce que l'on nous promettait dans le discours du trône. Maintenant je constate que le projet de loi soumis par le gouvernement ne relève pas le niveau du jury, ni n'aura pour effet de diminuer la dépense. C'est simplement une refonte des lois existantes, refonte bien faite il est vrai, mais ce n'était pas la peine de dire ce que j'ai lu dans le discours d'ouverture. Le seul changement important c'est qu'on augmente la valeur immobilière possédée par ceux qui sont jurés. L'honorable secrétaire de la province nous a dit, à ce propos, que la propriété avait augmenté en valeur. Cela est vrai. Mais ce que l'on devra admettre c'est qu'il n'y a pas plus d'intelligence dans trois mille piastres que dans deux mille. Je regrette que le gouvernement ne nous donne pas un projet de réforme sérieux. On dit qu'il faudra attendre dix ou douze ans pour avoir des juges,—car les jurés sont de véritables juges—qui savent lire et écrire. C'est bien malheureux que nous ne puissions dès aujourd'hui exiger cette qualification, la meilleure de toutes, celle, dans tous les cas qui offre les plus fortes garanties.

Je me demande aussi s'il y a nécessité de maintenir le nombre de vingt grands jurés dans les campagnes, dans les cas où une enquête devant les juges de paix a établi qu'il y a matière à procès. C'est là une source de dépenses inutiles. On maintient aussi le nombre de 40 petits jurés. Et cependant on n'en a besoin que de douze. Il en reste donc vingt-huit qui apprenne à mal faire. Je crois que trente serait assez. Assigner quarante jurés ça entraîne d'assez fortes dépenses, tandis que ce serait mieux d'en avoir moins pour l'assignation.

Voici une autre réforme qu'il serait bon de faire pendant que nous sommes à refondre cette loi. A l'heure qu'il est, on assigne les jurés dans les différents comtés du district judiciaire. On fait ainsi parcourir tout ce territoire, qui souvent est très vaste, pendant que l'on pourrait faire autrement sans nuire à l'efficacité de cette institution. Pourquoi ne pas décider qu'à l'avenir les jurés seront pris dans un seul collège électoral chaque année. Ce nouveau mode coûterait moins cher. J'en arrive maintenant à l'article 4, qui nous donne les exemptions légales.

Le voici en entier cet article 4.

“ Les personnes suivantes sont exemptes de servir comme jurés :

1. Les membres du clergé ;
2. Les membres du conseil privé, ou du sénat, ou de la chambre des communes du Canada, ou les personnes au service du gouvernement du Canada ;
3. Les membres du conseil exécutif, du conseil législatif ou de l'assemblée législative de Québec, ou les personnes au service du gouvernement de Québec, ou de la Législature de cette province ;
4. Les juges de la cour suprême, de la cour du banc de la reine, de la cour supérieure, les juges des sessions, les magistrats de districts et les recorders ;
5. Les avocats et notaires pratiquant ;
6. Les greffiers, trésoriers et autres officiers municipaux des cités de Québec et Montréal ;
7. Les officiers des cours de Sa Majesté ;
8. Les officiers de l'armée de terre ou de mer en activité de service ;
9. Les pilotes dûment licenciés ;
10. Les professeurs dans une université, dans un collège, lycée [*High School*] ou dans une école-normale et les instituteurs ;
11. Toutes les personnes employées dans le service des convois de chemins de fer ;
12. Les médecins, chirurgiens et apothicaires pratiquant ;
13. Les caissiers, payeurs, commis et comptables des banques constituées ;
14. Les patrons et équipage de bateaux-à-vapeur, et les capitaines de goëlettes, pendant la navigation ;
15. Toutes les personnes employées à faire marcher un moulin à farine ;
16. Les officiers, sous-officiers et soldats de la milice active ;
17. Les pompiers ;
18. Les régistrateurs ;
19. Les personnes ayant plus de soixante ans ;
20. Les personnes mentionnées dans la section vingt-trois de l'acta quatrième et cinquième Victoria, chapitre quatre-vingt-dix.”

En face de cette longue liste des exemptions, je me demande si réellement nous nous rendons compte des devoirs des jurés. Dans cette

liste, nous trouvons les classes de notre société qui sont les mieux qualifiées pour accomplir ces devoirs. Pourquoi exempter les avocats, les notaires, les médecins et les régistrateurs. On dira que c'est nuire à l'exercice de ces professions, et leur faire perdre un temps précieux. Est-il plus juste de prendre un cultivateur que ces personnes là. Les devoirs du jury sont d'un caractère public. Chaque citoyen doit les remplir à tour de rôle. Il n'y a pas de raisons pour que les hommes de profession soient exemptés de ce devoir public. A quel résultat arrive-t-on avec ce système là. Vous réussissez à éloigner des fonctions de juré les hommes instruits. Et si vous n'avez que deux ou trois jurés sur douze qui savent lire et écrire, vous verrez l'un d'eux mener tous les autres, comme il l'entendra, tant l'instruction, quelque mince qu'elle soit, a de prestige auprès de ceux qui n'ont pas eu l'avantage d'étudier et de s'instruire. Il faut reconnaître que la composition du jury laisse à désirer dans bien des cas. Ce que nous avons vu à Montréal dans l'affaire de cette malheureuse servante, Marie Boisvert, est un terrible exemple. Cette infortunée était condamnée à être pendue et nous aurions eu un assassinat légal si ce n'eût été l'intervention active et sympathique d'un autre jury, l'opinion publique, qui a obtenu la commutation de la sentence. S'il est impossible de déclarer en général que les jurés, pour siéger comme tel, devront savoir lire et écrire, au moins commençons par les villes de Québec et Montréal. Là les inconvénients qui peuvent se rencontrer pour les autres districts, ne se feront pas sentir à un aussi haut degré, de fait, ne se feront guère sentir.

L'article 16 me paraît extraordinaire. Il est dit :

“ 16. Sur réception des extraits des rôles d'évaluation ou des listes supplémentaires sus-mentionnées, le shérif du district devra de suite dresser deux listes, la première devant contenir les noms de toutes les personnes ayant les qualités exigées pour remplir les fonctions de grands jurés ; la seconde devant contenir les noms de ceux qui possèdent les qualités requises pour agir comme petits jurés.

“ Il conservera les dites listes dans son bureau, et il donnera avis au protonotaire de la cour supérieure, de la confection de la liste des grands jurés.

“ Le protonotaire devra alors, et de suite, en faire une copie dûment certifiée par le shérif pour l'usage de la cour supérieure. ”

Pourquoi obliger le protonotaire à copier cette liste et les faire ensuite certifier par le shérif. C'est là une anomalie. C'est prendre des détours bien longs pour une chose fort simple en elle-même.

Il me semble qu'il serait beaucoup mieux d'obliger tout bonnement les shérifs à copier cette liste, puisqu'ils doivent les certifier. Ce sera plus rapide.

L'honorable M. **Blanchet**.—Voici pourquoi nous avons mis cette disposition. La difficulté c'est que le shérif n'a souvent qu'un commis, tandis que le protonotaire en a plusieurs.

L'honorable M. **Mercier**.—Les shérifs en campagne ne travaillent qu'un jour par semaine. Ils s'en plaignent même. Pourquoi ne pas leur laisser ce peu de besogne. Mais vous semblez en faire une obligation au protonotaire, et c'est là où je trouve à redire. Laissons la loi actuelle intacte, ce sera beaucoup mieux.

Un mot à présent de l'assignation des jurés. L'article 41 décrète :

“ 41. Aussitôt après avoir reçu instruction d'assigner les grands jurés et les petits jurés, le shérif préparera une sommation pour chacun des jurés dont le nom se trouve au tableau et dont la présence est requise pour le terme suivant.

L'assignation des jurés pourra être faite par tout huissier de la cour supérieure ou par toute personne majeure, sachant lire et écrire et cette signification, sera constatée par un certificat mentionnant si elle a été faite personnellement ou en parlant à une personne raisonnable de la famille, le nom du juré, le jour, l'heure et le lieu de l'assignation, ainsi que la distance nécessairement parcourue pour faire les dites significations.”

J'espère que le gouvernement va mettre cet article de côté, pour revenir au système anglais. Dans tous les cas, je combattrai cette disposition. Je m'oppose également d'enlever cette besogne aux huissiers, car pourquoi leur ôter le revenu qu'ils retirent de ce service. C'est une classe intéressante qui a droit à notre considération et à notre protection, par la nature des fonctions relativement importantes qu'elle remplit. Si vous prenez le premier venu, vous vous exposerez à avoir des retours de travers et vous courrez le risque d'avoir à tout recommencer. L'article dit : “ou par toute personne majeure,” ça pourra être une fille. Mais je proteste contre ce système qui ouvre la porte à bien d'autres abus (rires.)

L'article 45 contient une chose que je ne puis non plus approuver ; on y dit :

“Chaque fois que la cour sera d'avis que les affaires du terme ou de la session, requerront la présence des jurés assignés sur le deuxième

tableau, pendant une période de plus de quatorze jours juridiques de terme, dans la cour du banc de la Reine, ou de plus de onze jours juridiques de terme dans la cour des sessions générales de la paix, elle pourra, sur la demande du représentant de la couronne, autorisée spécialement par le procureur général, ordonner au shérif d'assigner un troisième tableau, de la même manière et portant le même nombre de jurés, que le deuxième tableau; les jurés assignés sur ce troisième tableau serviront durant le reste du terme ou de la session.

“Ce troisième tableau de petits jurés sera, pour la cour du banc de la Reine, assigné pour le vingt-troisième jour juridique du terme, et pour la cour des sessions générales de la paix, pour le dix-neuvième jour juridique de la session.”

Pourquoi ne pas simplifier au lieu de compliquer ainsi cette loi. Ce système entraînera des délais inutiles et mêmes nuisibles.

L'article 55 présente un inconvénient notable. Je ne comprends pas la distinction que l'on veut évidemment établir.

Ainsi cet article 55 déclare :

“55. Chaque petit juré assigné et habitant en dehors des limites de la municipalité où se tient la cour, recevra une indemnité d'une *piastre* par chaque jour où tel juré sera nécessairement absent de son domicile ordinaire; l'indemnité de chaque juré domicilié dans les limites de la municipalité où telle cour est tenue, sera de *cinquante centins*.

Le comté de Gaspé et celui de Bonaventure seront chacun considérés comme un district pour les fins de cette section.”

Pourquoi cela ?

L'honorable M. **Blanchet**.—C'est l'ancienne loi.

L'honorable M. **Mercier**.—Bien.... je ne vois pas pourquoi on établit cette distinction. Il faudra y voir sérieusement.

En résumé, il n'y a pas grand chose de neuf dans cette proposition de loi. C'est une refonte des anciennes lois. Je ne vois pas comment on espère diminuer les dépenses, comme nous l'annonçait le discours d'ouverture.

M. **Marion**—*député de l'Assomption*.—M. le président, le nouveau mode pour l'assignation des jurés aura certainement pour résultat de diminuer les dépenses de ce service. Il n'y a pas d'huissier dans chaque paroisse, et si le service d'un huissier est obligatoire, on est obligé de le faire venir d'une distance assez forte, comme cela se présente dans

quelques cas. Je suggérerais une modification à cet article, allant à dire qu'à défaut d'huissier, ce sera le secrétaire trésorier de la municipalité qui fera les assignations.

Quant à la suggestion de l'honorable chef de l'opposition de prendre tous les jurés dans un collège électoral une année, et dans l'autre, l'année suivante, ce système pourrait être contraire aux fins de la justice. L'accusé pourrait être le voisin, ou demeurer dans le même collège électoral que les jurés et ceux-ci pourraient être influencés dans leur verdict par des relations soient personnelles, soient d'amitié.

A tout considérer, le projet vaut encore mieux que la suggestion.

Je concours dans les observations de l'honorable chef de l'opposition sur l'avantage qu'il y aurait d'avoir pour jurés des hommes qui sauraient lire et écrire. Cela nous donnerait une plus grande somme de garantie sur l'efficacité de cette institution.

Le projet est adopté en 2e délibération et renvoyé au comité général

Deux projets de lois sont déposés sur le bureau de la Chambre.

Le premier, concernant la perception des frais d'entretien des aliénés.

Le second, pourvoyant au règlement définitif du fond des écoles élémentaires.

La 2e délibération sur ces projets est renvoyée à demain.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 21 mars 1883.

SOMMAIRE.—Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, de divers documents.—Adoption de divers projets de lois.—Suite de la délibération sur le budget. Amendements de MM. Stephens et Marchand.—Délibération sur les projets de lois suivants : Pour modifier la loi concernant les sociétés d'agriculture ; concernant l'administration des terres publiques avoisinant les rivières non navigables et les lacs de la province de Québec et l'exercice des droits de pêche dans ces rivières et ces lacs ; concernant les feux de forêts.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à trois heures et dix minutes.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau : réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1883, demandant copie des arrêtés du conseil contenant la nomination, la promotion ou l'augmentation des appointements de tous les employés publics, depuis le 30 juin 1881, avec indication du chiffre de leurs appointements et augmentation d'appointements ; aussi copie des rapports des sous-chefs de département, recommandant ces nominations, promotions et augmentations d'appointements, tel que prescrit par l'article 21 de la loi 40 Vict., chapitre 9.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 mars 1882, demandant un état de tous mandats payés pour impressions et papeterie durant les années 1879, 1880 et 1881. A qui payés. Le dit état renfermant tous les montants payés pour impressions et papeterie pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 mars 1883, demandant copie des rapports et arrêtés du conseil, No. 260, en date du 27 juillet 1882, No. 259, en date du 27 juillet 1882, No. 373, en date du 16 septembre 1882, No. 484, en date du 29 novembre 1882, et No. 481, en date du 25 novembre 1882, accordant les bonus suivants : \$500 à J. B. Labelle, \$1000 à J. T. Prince, \$1500 à A. Davis, \$1000 à A. Louthwood et \$720 à L. A. Robitaille ; avec copie de tous documents et de toute la correspondance se rattachant à ces divers sujets.

Réponse, à un ordre de la Chambre en date du 12 mars 1883,

demandant un état de toutes les sommes dues ou réclamées pour travaux sur les chemins de colonisation, non payées au 31 décembre 1882, en distinguant ce qui a été payé depuis, de ce qui reste dû ou réclamé.

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 12 mars 1883, demandant copie des rapports des départements et arrêtés du conseil, ordonnant l'émission des mandats spéciaux mentionnés dans l'état mis devant cette Chambre, au commencement de cette session, avec aussi copie de toute la correspondance et documents quelconques concernant ces mandats.

Le projet de loi pour modifier la loi 32 Victoria, chapitre 15, au sujet des sociétés d'agriculture, est définitivement adopté dans les formes réglementaires, ainsi que le projet pour pourvoir d'une manière plus efficace aux moyens de prévenir les feux de forêts.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant l'administration des terres publiques avoisinant les rivières non-navigables et les lacs de la province de Québec et l'exercice des droits de pêche dans ces rivières et ces lacs.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*. — M. le président, ce projet de loi a beaucoup d'importance, car il touche directement à la question du revenu. Aussi je commence les quelques observations que j'ai à faire en priant mes honorables collègues en cette Chambre de bien vouloir me faire, lorsque nous siégerons en comité général, les suggestions qu'ils croiront de nature à améliorer la rédaction que je leur sou mets, et à rendre cette loi aussi efficace que possible.

La question en est une nouvelle pour l'Assemblée et est entourée de difficultés d'un caractère exceptionnel. Je désire que cette loi soit aussi parfaite que possible et faire en sorte qu'elle soit pour le trésor une source de revenu.

Bien peu de pays possèdent autant de rivières et de lacs que la province de Québec. Je désire les protéger de manière à ce qu'ils aient dans cinquante ans d'ici une valeur plus grande qu'à présent. Cela a été fait ailleurs et je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas faire la même chose ici.

Je serai, par conséquent, reconnaissant pour les suggestions qui me seront présentées, tendant à perfectionner la législation qu'il y a devant cette Chambre. En comité nous discuterons les détails du projet et j'atten-

drai cette délibération pour donner les quelques explications que l'on désirera avoir. Si j'entrais dans cette discussion à présent, je risquerais d'ennuyer la Chambre par des détails inutiles et qui au reste peuvent être réglés beaucoup plus facilement, par une entente résultant de conversations à l'allure plus libre que le débat devant la Chambre.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—M. le président, mon honorable ami le commissaire des terres de la couronne a accepté avec tant de bonne grâce mes suggestions sur le projet de loi concernant les feux de forêts, que je cède avec plaisir au désir d'offrir deux ou trois suggestions sur la législation que nous avons devant nous.

Je crois qu'il serait de bonne politique de donner la préférence aux locataires actuels des droits de pêche, toutes choses étant égales d'ailleurs. Il faudrait à mon avis, modifier l'article qui traite de ce sujet. Ce ne serait qu'un acte de justice à l'égard des locataires qui ont déjà fait des dépenses considérables pour améliorer les places de pêche dont ils ont la possession en vertu d'un bail.

De plus, je crois qu'il serait à propos d'ajouter un article au projet pourvoyant à ceci : Le temps de la pêche au saumon est aussi la saison de l'année où le danger pour la propagation du feu dans les forêts est le plus imminent. Je suggérerais que les locataires des droits de pêche seraient tenus responsables de tout dommage qui serait causé à la forêt avoisinante où du gaspillage du bois qui pourrait être fait, par suite du manque de prudence ou de soins de la part de ceux pour la conduite desquels ces locataires doivent répondre. Ce serait un bon moyen de rendre plus efficaces les dispositions de la loi que nous venons de voter.

M. le **Commissaire**.—J'approuve la suggestion faite par mon honorable ami de donner la préférence aux locataires actuels. Je puis dire à l'honorable député que ça été là ma ligne de conduite dans les diverses occasions, qui se sont présentées dans le cours des deux derniers mois. Plusieurs personnes se sont adressées à moi pour louer des places de pêche et je leur ai fait réponse que je considérerais que ceux qui avaient fait des dépenses pour améliorer et embellir ces places de pêche avaient droit à la préférence, toutes choses étant égales d'ailleurs. Maintenant, étant tous deux d'accord sur ce système, je laisse à mon honorable ami de décider s'il serait à propos d'introduire, par voie d'amendement au projet de loi, une déclaration contenant l'énoncé de cette base de conduite.

Mon honorable ami a aussi suggéré de tenir les porteurs de baux

responsables de tous les dommages causés à la forêt soit par le feu ou de toute autre manière. Je ne crois pas qu'il serait juste de les tenir responsables des dégâts qui pourraient être le fait de maraudeurs.....

L'honorable M. **Joly**.—Non, pas par les maraudeurs....

M. le **Commissaire**.—... mais je ne verrais aucune objection à modifier le projet de loi de manière à tenir les locataires responsables de tout dommage causé par ceux qui dépendent d'eux.

Quant au droit que nous proposons d'exiger, je crois que ce serait priver le trésor d'une recette qui lui appartient légitimement si nous permettions l'usage de ces pêcheries sans payer un sou de droit. J'ai lieu de croire que les amateurs de la pêche ou les autres personnes, ne regarderont pas de contribuer une bagatelle pour le maintien du service nécessaire pour la protection des droits de pêche et généralement de nos rivières et de nos lacs.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—M. le président, l'étude que les honorables députés ont faite de cette question, a dû les convaincre de l'importance réelle de ce sujet. Pour ma part, cette importance me paraît évidente plus que jamais, après avoir étudié les documents, qu'à ma demande, l'honorable commissaire a bien voulu déposer sur le bureau de cette Chambre.

Ces documents, entre autres choses, nous démontrent qu'il y a 187 rivières dans cette province, dont le plus grand nombre ne sont pas navigables. Sur ces 187 rivières, il y en a 113 sur la rive nord et 67 sur la rive sud, en outre de sept sur l'île d'Anticosti, lesquelles ne doivent pas être comptées, vu que cette île est une propriété privée. Vingt sur les 180 qui restent, sont situées dans le collège électoral de Gaspé. Je ferai observer que les terres baignées par un nombre considérable de ces rivières sont la propriété de particuliers, et conséquemment le trésor ne peut pas en tirer aucun revenu.

Bien peu de rivières dont je viens de donner le nombre total, ont été louées par le gouvernement fédéral; de fait vingt-deux seulement en 1882 ont été louées—représentant en tout trente baux—dont quatre situées dans le collège électoral de Gaspé. Ces permis de pêche n'ont rapporté en 1882, seulement que \$4,880.

D'un autre côté il faut observer que les dépenses encourues pour les employés des pêcheries, se sont élevées à un montant beaucoup plus considérable, que celui obtenu pour les permis de pêche. Je regrette de constater que rien n'a été perçu depuis que j'ai laissé le ministère

des terres de la couronne, pour permis de pêche, bien que j'aie moi-même averti certaines personnes qui avaient obtenu des baux des autorités fédérales, qu'ils auraient à payer pour l'année courante, au trésor provincial. J'espère que l'honorable commissaire verra à ce que ces personnes payent ce qu'elles doivent.

Il est très important, M. le président, que les pouvoirs respectifs de deux gouvernements ne soient pas confondus, et que le gouvernement fédéral continue à remplir les obligations qui lui sont imposées par la loi organique de 1867, et par la loi des pêcheries de 1868. Quant à ce qui regarde la police, la réglementation et la protection des pêcheries, ce sont là autant de devoirs spéciaux à la charge du gouvernement central, bien qu'il ait perdu une partie des revenus provenant des permis de pêche. Je prétends que si le gouvernement de la province n'agit pas en vertu de ce principe, s'il prend la responsabilité qui est légalement du ressort des autorités fédérales, il serait beaucoup mieux pour la province d'abandonner immédiatement l'exercice de ces droits de pêche dans les eaux de l'intérieur, car autrement, nous allons dépenser beaucoup plus que nous retirerons.

Quant à ce qui regarde la suggestion faite, de donner la préférence aux locataires étrangers des rivières où se fait la pêche au saumon, je prétends, que toutes choses étant égales, ce qui ne devrait pas être, la préférence devrait être donnée au pêcheur canadien, qui travaille pour gagner sa vie en exploitant les pêcheries, tandis que les autres ne font que se livrer à un passe temps agréable de temps à autre. A considérer la question à un autre point, on est forcé d'en venir à la même conclusion que moi. En effet que l'on consulte les états relatifs au montant perçu par le gouvernement fédéral, et payé par ces étrangers, et l'on s'apercevra que les sommes versées dans le trésor sont comparativement insignifiantes.

Mais j'ai une autre preuve plus forte que cela M. le président; j'ai en mains des renseignements dignes de foi, qui démontrent que pendant que quelques uns de ces étrangers, ne nous payent, pour droits de pêche, que de trente six à soixante piastres par année, ils vont ensuite sous-louer à d'autres et gagnent ainsi annuellement trois cents piastres, et quelques uns même jusqu'à mille piastres.

Je me crois justifiable de dire que si un bénéfice de ce genre doit être fait par quelqu'un, le gouvernement ou nos propres compatriotes, devraient les premiers profiter de ces avantages. On ne doit pas oublier non plus qu'à peu près vers l'époque où la confédération des pro-

vinces a eu lieu, on a concédé de grandes étendues de terrains, pour fins minières, en apparence, terrains qui sont situés le long des rivières, où se tient le saumon, dans le district de Gaspé. Aujourd'hui ces individus réclament le droit de pêche aussi bien que le droit de mine. J'attire l'attention de l'honorable commissaire des terres de la couronne et du procureur général sur ce fait. Je les prie d'étudier la question afin de s'assurer si ces réclamants possèdent le droit légal en question. S'il en était ainsi, le gouvernement et le pêcheur canadien se trouveraient face à face avec une situation très grave, ayant pour résultat d'un côté de diminuer le revenu que l'on espère, et de l'autre, d'augmenter les difficultés dont souffre le pêcheur.

Je vois avec plaisir qu'il y a une disposition dans le projet de loi défendant la pratique de sous-louer les rivières poissonneuses, sans le consentement du gouvernement. Je crois que cette disposition aura pour effet de mettre un terme au système de spéculation qui, comme je l'ai fait observer déjà, a plus bénéficié aux porteurs de permis de pêche qu'à la couronne et le peuple. Le projet de loi autorise la nomination de certains fonctionnaires, mais j'espère que le gouvernement agira avec prudence quand il s'agira de dépenser de l'argent public en rapport avec ce service, autrement il se trouvera à la fin de l'année, en face d'un découvert considérable. Je crois que les fonctionnaires des terres de la couronne, pourraient faire le service en question, sans que les dépenses actuelles soient notablement augmentées.

Le projet de loi dit que dans les cas de rivières et de lacs qui ne sont pas loués, les résidents de bonne foi, auront le droit de pêcher dans ces rivières et ces lacs pour leurs besoins domestiques, mais le même article leur défend, de vendre ou d'offrir en vente sur les marchés tel poisson—la truite par exemple—et cela sous peine d'encourir une forte pénalité.

Je considère, M. le président que c'est une mesure oppressive d'autant plus déplorable que le gouvernement fédéral n'a jamais été aussi loin, et je ne pense pas qu'il serait judicieux, de la part de l'honorable commissaire des terres de la couronne, d'entreprendre de mettre cet article en pratique car il ne pourrait jamais réussir, et ce serait une source de difficultés et de démoralisation pour le peuple. J'ai toujours été opposé, M. le président, à faire des lois qui—chacun le sachant d'avance,—ne peuvent être mises en pratique.

Il peut se faire que je me trompe, M. le président, mais je ne crois

pas que ce projet de loi soit absolument nécessaire, car à mon avis l'honorable commissaire possède déjà tous les pouvoirs qu'il demande, en vertu des vieilles lois de 1865, concernant les pêcheries et en vertu de la loi organique de 1867. Mais ce projet, contenant des dispositions que j'approuve et qui pourront devenir nécessaires dans la pratique, recevra mon appui.

Je termine, M. le président, en exprimant l'espoir que le gouvernement ne perdra pas de vue l'importance générale de la question et qu'il la considérera, non-seulement au point de vue du revenu provincial, mais aussi, au point de vue de la richesse nationale. Je prétends que l'on s'apercevra que, comme dans le cas de l'exploitation des mines d'or, on ne pourra pas retirer un revenu notable, mais la propriété que nous avons maintenant, a une valeur considérable pour la province et les intérêts du peuple, plus particulièrement ceux des pêcheurs canadiens, ne sauraient être protégés avec trop de soin.

M. Stephens—député de Montréal-centre.—M. le président, on fait grandement erreur, si l'on s'imagine que les étrangers et les autres sportsmen qui louent nos rivières poissonneuses pour faire la pêche avec des mouches, ne font bénéficier le pays que du montant qu'ils paient pour leur baux.

Pour faire voir jusqu'à quel point l'on se trompe, je citerai un cas qui m'offre un très bon exemple. La compagnie Métapédia dépense, d'une manière ou d'une autre, soit pour transport sur les voies ferrées, approvisionnements de pêche, et autres, soit pour gages des canotiers et tels autres frais de ce genre, cette compagnie, dis-je, ne dépense pas moins que \$20,000 par année dans notre province. Je prétends à la lumière de l'expérience que nous avons, que le plus nous encourageons ces sortes de choses, le mieux ce sera pour nous, vu que les pêcheurs à la ligne ne prennent jamais beaucoup de poissons, tandis qu'ils laissent parmi la population beaucoup d'argent, donnant ainsi plus de profits à la province dans un an que les pêcheurs canadiens en trois années.

En passant, je puis dire que je connais un certain nombre d'amateurs qui ont loué des lacs où la pêche à la traite est épuisée, et qui travaillent activement et avec succès à repeupler ces lacs; dépensant pour cette fin de quinze cents à deux mille piastres annuellement dans une seule paroisse, et faisant par là même gagner à ces gens, d'une manière ou d'une autre de l'argent qu'ils n'auraient jamais eu autrement.

J'approuve ce projet de loi, non-seulement parce qu'un certain montant de recette sera versé dans le trésor par sa mise en application, mais aussi parce que cette loi permettra de repeupler les lacs et les rivières presque entièrement épuisés et situés dans le voisinage des établissements de colonisation. Plusieurs de ces lacs et de ces rivières pourront donner au trésor sous forme de loyer, de \$50 à \$100 par années, les locataires protégeant eux-mêmes leurs droits. Sans compter les sommes appréciables qu'ils laisseront dans le pays.

Les lacs et les rivières de la région Adirondack sont visités par trois cents mille touristes en moyenne, qui l'un portant l'autre dépensent \$50 chacun, soit environ un million et demi annuellement répandu parmi les habitants de l'endroit, pour services de diverses espèces. Nous avons quelque chose d'aussi bien ici, dans la vaste région qui s'étend du Saguenay à Pontiac. Les lacs et les rivières de cette région peuvent donner la subsistance à une nombreuse population et c'est, à mon avis, le devoir du gouvernement de protéger ces richesses, avant qu'on ne les ait épuisées.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, comme je l'ai dit lorsque j'ai pris la première fois la parole sur cette question, je désire avant tout rendre aussi parfaite que possible la législation que j'ai soumise à la Chambre. Je suis prêt à accepter toutes les suggestions pratiques que l'on voudra bien me faire. En vue de me renseigner et de former mon opinion sur le point soulevé par l'honorable député de Gaspé, je prierai mon honorable ami de me laisser voir la lettre à laquelle il a fait allusion dans son discours, quand il nous a parlé des abus des permis de droit de pêche. Je désire étudier cette communication importante afin d'en tirer si possible, d'utiles enseignements pour la protection des intérêts publics.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Je me rendrai avec d'autant plus de plaisir à cette demande que cette lettre m'a été écrite en ma qualité de membre de la Chambre.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.—M. le président, je me trouve à connaître l'auteur de cette communication et je puis dire que l'on peut reposer la plus entière confiance dans ses dires.

La Chambre siège en comité général.

L'honorable M. **Flynn**.—M. le président, l'honorable commissaire consentira, je l'espère, à retrancher l'article 10, qui se lit comme suit :

“Toute personne qui pêchera dans des eaux avoisinantes des terres publiques qui n'auront pas été données à bail sera poursuivie et passible de la même pénalité que celle qui est décrétée à la section précédente, laquelle pénalité pourra être recouvrée à la poursuite d'un garde pêche, d'un agent des terres de la couronne ou de tout autre officier ou employé du département des terres de la couronne.” Cette pénalité est de moins de cinq piastres et pas plus de vingt. Je crois que l'on ne réussira pas à mettre en opération cet article et il vaut mieux le faire disparaître.

M. le **Commissaire**.—Très bien.

L'article 10 est biffé.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—J'ai suggéré d'ajouter une disposition relative à la protection des forêts avoisinant les places de pêche.....

M. le **Commissaire**.—Je suis à rédiger un article additionnel à cette fin, que je vais soumettre à mon honorable ami.....
Un paragraphe additionnel est ajouté à l'article 4, qui se lit comme suit :

“Chaque locataire sera tenu d'établir et de maintenir dans le territoire compris dans son bail, un système efficace de garde, pour assurer une protection complète des droits de pêche lui appartenant. Il sera de plus responsable des dommages causés au bois qui pousse sur le dit territoire avoisinant par lui-même, ou par les personnes sous son contrôle, soit par gaspillage ou par manque de précautions suffisantes, en surveillant ou en éteignant les feux, et il devra, au cas de dommages faits par le feu, prouver que ces précautions ont été prises.

Le comité lève sa séance.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

[Séance du soir.]

La séance est ouverte à huit heures.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Lachine et Hochelaga.

Pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer de l'Union Jacques-Cartier.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le projet de budget des dépenses.

M. Stephens—*député de Montréal-centre*.—M. le président, avant que la Chambre siège en comité du budget, je désire faire quelques courtes observations.

Il est admis que nous traversons une période très critique au point de vue de nos finances. Nous devrions donc voir le gouvernement apporter dans l'administration des fonds publics la plus grande économie. Or, c'est tout le contraire qu'il fait. Il donne à gauche et à droite avec une profusion et une prodigalité incroyables. C'est ainsi que le gouvernement a payé des gratifications à MM. Labelle et Robitaille, Davis et Louthwood, au premier \$500, au second \$720 ; au troisième \$1,500 et au quatrième \$1,000. En tout \$3,720.

Evidemment les honorables ministres ont de l'argent, alors pourquoi vont-ils emprunter un demi million additionnel.

Par ci par là on entend parler d'un mouvement en faveur du rapatriement des Canadiens-Français des Etats-Unis.

Si le gouvernement, qui nous demande chaque année de voter de l'argent pour ce service, était sincère il prendrait cet argent distribué en gratifications et il ferait venir des compatriotes. Il ne manque pas de braves gens qui retourneraient avec bonheur et empressement au pays si on leur donnait seulement la vingtième partie des sommes données gratuitement à ces gros messieurs.

J'ai donné le nom de M. Louthwood, comptable du chemin de fer, comme ayant reçu lui aussi un bonus de \$1,000. N'était-ce pas une ironie des plus blessantes. M. Louthwood était comptable et c'est lui qui était responsable de la comptabilité. Or ses comptes sont dans un tel état que nous ne savons pas où nous en sommes, pas même l'honorable ministre des chemins de fer. Ces comptes qui sont la propriété du gouvernement et qui, par conséquent, auraient dû lui être transmis dès le premier juillet dernier, ne l'ont été que tout récemment. Est-ce que par hasard on a récompensé M. Louthwood pour avoir gardé ces comptes ? Ça en a l'air. Quant à ce qui concerne M. Davis, je sais que c'est un fonctionnaire honnête et laborieux, mais l'inventaire qu'il a fait aurait dû être payé par les acheteurs de la voie ferrée.

Pour toutes ces raisons, je propose que cette Chambre est prête.

à voter les subsides de Sa Majesté ; mais elle regrette que le gouvernement, au moyen de mandats spéciaux : 1. Ait payé à J. B. Labelle agent général des voyageurs sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, une gratuité de \$500 en sus de son salaire annuel de \$1600 et ce, en vertu d'un arrêté du conseil, portant le No. 260, en date du 27 juillet 1882.

2. Ait payé à L. A. Robitaille, payeur sur le même chemin de fer, un bonus de \$720, en sus de son salaire annuel de \$2,000 et ce, en vertu d'un arrêté du conseil portant le No. 481, en date du 25 novembre 1882.

3. Ait payé à A. Davis, chef des mécaniciens sur le même chemin de fer, un bonus de \$1500 en sus de son salaire annuel, et ce, en vertu d'un arrêté du conseil, portant le No. 484, en date du 22 novembre 1882.

4. Ait payé à A. Louthwood, comptable sur le même chemin de fer, un bonus de \$1000, en sus de son salaire annuel, sans même aucun arrêté du conseil pour appuyer ce paiement."

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je n'ai qu'un mot à ajouter, car la proposition est complète par elle-même et elle ne demande aucun développement. Aussi je me contenterai d'affirmer que nous avons devant nous l'exposition d'un système des plus déplorables. Voici un gouvernement qui prend sans gêne dans le coffre public sans la permission de la Chambre, l'argent qu'il lui faut pour récompenser des employés qui sont encore au service de cette voie ferrée à l'exception d'un seul. Si la Chambre rejette cette proposition, la conclusion que tout homme sensé devra en tirer c'est qu'elle approuve ce système de gaspillage. Nous verrons plus tard si le peuple approuve cela lui aussi.

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—M. le président, je serai court moi aussi, car il me sera facile de justifier la conduite du gouvernement.

Si la Chambre veut bien me permettre, je lui lirai un extrait de la loi votée à la dernière session, touchant la vente du chemin de fer provincial. A la clause 18 du contrat il est stipulé : " Et la compagnie devra s'abstenir, en autant que dans son opinion la chose sera compatible avec l'exploitation efficace du chemin, de troubler ou de renvoyer les employés du gouvernement maintenant engagés sur la portion du dit chemin maintenant vendue, sans un avis ou une indemnité raisonnable ; et les employés du gouvernement qui ont été jusqu'à présent

employés dans la direction et la conduite de toute la ligne, seront l'objet d'une entente entre le gouvernement et la compagnie, leur position et leurs intérêts devront recevoir la considération voulue, " Ainsi il ressort de ce que je viens de lire que les employés, en étant renvoyés sans cause de mauvaise conduite ou d'incompétence, devaient être indemnisés.

Les fonctionnaires dont les noms sont mentionnés dans la proposition, étaient employés pour le service général de toute la voie ferrée. Nous n'avions plus besoin de leurs services et pour les renvoyer nous avons cru convenable de les indemniser. Nous ne faisons que suivre l'esprit de la loi. A ce propos, je prie la Chambre de bien observer la portée de cette partie de l'extrait que j'ai lu, qui dit que " les employés du gouvernement qui ont été jusqu'à présent employés dans la direction et la conduite de toute la ligne, seront l'objet d'une entente entre le gouvernement et la compagnie, leur position et leurs intérêts devant recevoir la considération voulue." J'attire l'attention sur ces mots, car ils sont la justification de la conduite du gouvernement. Nous avons agi comme nous devons le faire à l'égard de nos serviteurs, et nous avons rempli la volonté de la Législature exprimée dans cette loi. Maintenant, nous ne pensions pas nous faire ouvrir un crédit pour cette fin, car nous ne savions pas, lors de la dernière session, quel serait le résultat de l'entente qui devait avoir lieu entre le "gouvernement et la compagnie," la position et les intérêts de ces employés "devant recevoir la considération voulue." Si nous avions demandé un crédit, cela aurait équivalu à un engagement de la part du gouvernement vis-à-vis de la compagnie d'indemniser ces employés; or nous voulions avoir au préalable une entente véritable, et non une entente forcée pour ainsi dire.

La ligne de conduite suivie est celle de toutes les grandes institutions, les banques, les compagnies de chemins de fer, les corporations municipales, toutes elles indemnisent les fidèles serviteurs quand elles sont obligées de les renvoyer pour raison d'économie. Ce reproche indique une mesquinerie que je ne m'attendais pas de trouver chez les membres de l'opposition.

M. McShane.—*député de Montréal-ouest.* — **M.** le président, ceux qui émettront un vote en faveur de la proposition de l'honorable député de Montréal-centre, répudieront le système du gouvernement, qui consiste à toujours dépenser des sommes considérables des deniers du peuple sans l'autorisation de la Chambre. L'honorable trésorier nous

a dit qu'il n'a fait que suivre l'exemple des grandes institutions financières. Ceci n'est pas exact, et je le défie de me citer un seul exemple où une corporation quelconque, une banque ou une compagnie de chemin de fer ou même un gouvernement, a payé des gratifications à des employés de moins de deux années de service. Le syndicat et le Grand-Tronc, par l'acte d'achat, était obligé de garder les employés supérieurs de la voie ferrée, et c'est ce qui a été fait, bien que l'on ait renvoyé près de trois cents employés subalternes qui vivaient à même la caisse publique; sans que l'on eut besoin du tout de leur service. Mais ces individus étaient des *amis* du parti et il fallait les garder sous la houlette de Sénécal. Je profite de cette occasion pour protester contre la dépense de sommes énormes en frais de voyages par les chefs des départements et les autres fonctionnaires publics. L'argent est jeté aux quatre vents du ciel comme si la province de Québec était une mine d'or inépuisable. Que les honorables députés qui se disposent à approuver toutes ces extravagances n'oublient pas qu'ils auront à rendre compte de leur conduite à leurs commettants; qu'ils regretteront peut-être ce qu'ils ont fait, mais qu'il sera trop tard. Le peuple aura son tour.

La proposition de M. Stephens est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Dorais, Gagnon, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Watts.—12.

Ont voté contre :—MM. Archambault, Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Desjardins, Duckett, Duhamel, Fancher de Saint-Maurice, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Marcotte, Marion, Martin, Martel, Mousseau, Nantel, Pâquet, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, St-Hilaire, Trudel et Würtele.—36.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—J'ai l'honneur de proposer : “ L'article 1 de la loi 36 Victoria, chapitre 5 est dans les termes suivants : “ nulle personne acceptant une charge, commission ou emploi d'une nature permanente ou temporaire en vertu d'une nomination de la couronne ou du lieutenant gouverneur, auquel un traitement annuel, ou des honoraires, allocations ou émoluments ou profits de tout genre ou montant que ce soit, venant de la province sont attachés, ne pourra être nommé conseiller législatif, ni ne sera éligible, comme membre de l'Assemblée législative, ni dans l'un, ni

“ l'autre cas, ne siègera, ni ne votera en cette qualité, tant qu'elle occupera cette charge, commission ou emploi.”

“ Que cette loi a été passée pour protéger et maintenir l'indépendance des membres des deux Chambres de cette Législature et que toute violation de cette loi est une menace et un danger pour nos institutions parlementaires ;

“ Que, malgré cette loi, des sommes d'argent, pour un montant considérable, ont été payées à la société Lacoste, Globensky et Bisailon, avocats, de Montréal, dont l'honorable M. Lacoste, conseiller législatif, fait partie, et ce, depuis que le dit M. Lacoste, occupe un siège au Conseil législatif, les sommes suivantes ayant ainsi été payées durant l'année 1882, savoir :

22 août—Service pour droit de passage	\$ 413 81
29 septembre—Service pour vente de chemin de fer	5,000 00
29 avril—Service Re vs. Isabelle.....	39 12
30 mai— do do do	1,000 00
7 septembre—Pour rencontrer dépenses dans les causes contre corporations commerciales.....	1,000 00
18 septembre— do do	1,000 00
4 décembre— do do	2,000 00

Total.....\$10,452 93

“ Que tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le gouvernement se soit rendu coupable d'une telle violation de la loi relative à l'indépendance du parlement.

M. le premier ministre formule l'objection suivante : “ Lorsqu'un amendement est proposé à la proposition que la Chambre siège en comité du budget, et que cet amendement a été mis aux voix et rejeté, il ne peut être proposé aucun autre amendement à la proposition que la Chambre siège en comité du budget. M. le président décide que l'objection est fondée et cite May, édition de 1879, page 614 et Bourke, pages 39, 40.

La Chambre siège en comité du budget. M. Desjardins, président.

M. le **Président du comité**.—Article 11, du chapitre, 3, gouvernement civil.—Traitement, \$4,050.00... Adopté. Article 12, du même chapitre, dépenses contingentes, \$47,600.00.....

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, le gouvernement, en prenant les rênes du pouvoir avait promis

publiquement qu'il pratiquerait la plus rigoureuse économie, dans le but de rétablir l'équilibre dans notre budget. Voyons rapidement comment il a racheté sa promesse. Les documents déposés ces jours derniers nous donnent la réponse à cette importante question.

Nous voyons d'abord qu'on a adopté un arrêté du conseil portant le salaire des sous-chefs au maximum de la loi, c'est-à-dire remettant à chacun d'eux les \$400 que le gouvernement Joly, pour économiser, leur avait oté.

Dans l'arrêté du conseil augmentant ainsi le salaire de ces sous-chefs, on allègue que l'arrêté du conseil du 25 juillet 1878 est illégal. Il est étonnant qu'on ne demande pas que la loi soit changée. Que l'on me comprenne bien, M. le président, je ne dis pas que \$2,400 soit un salaire trop élevé, pour des personnes en tous points qualifiées à remplir les devoirs de sous-chef, mais il faut compter aussi avec l'état de nos finances et avec la nécessité qui s'impose de ne pourvoir qu'au strict nécessaire.

Le 29 avril 1882, le gouvernement Chapleau, qui était arrivé au pouvoir en se donnant pour mission de rétablir l'équilibre dans nos finances, après avoir augmenté le salaire des sous-chefs en mars 1882, nomme M. Paul E. Duval, notaire, de Ham-Sud, avec un salaire de \$1100. Vous voyez, M. le président, que M. Duval entre dans le service avec un joli salaire. Le 30 juin, on nomme messieurs Paul Cousin et Alfred Trudelle, employés dans le département de l'agriculture et des travaux publics, avec un salaire de \$1000 et \$900 respectivement. Je sais ce que l'on va me répondre. L'on va dire que ces messieurs étaient employés auparavant et qu'ils étaient payés à même les contingents. Ah ! M. le président, je connais le système : On prend de nouveaux employés et pour que ça ne paraisse pas trop, on les paye temporairement à même les contingents, et au bout de cinq ou six ans, on les place sur la liste des fonctionnaires permanents.

Le 20 juin, on nomme M. J. B. C. Hébert, employé permanent avec un salaire de \$850 par année. Le 30 juin, on augmente à \$1000 le salaire de M. Normandin, employé dans le département du conseil exécutif. Pendant que j'étais ministre, nous n'avions dans ce département que messieurs Fortier et Grenier, maintenant on a ajouté ce M. Normandin. Le 14 juillet, on nomme M. Joseph A. Defoy, greffier du conseil exécutif, sans salaire additionnel, ce M. recevant déjà \$2,400 comme assistant des officiers en loi de la couronne, mais on a le soin de dire qu'il aura \$400 comme député du lieutenant gouverneur, dont

toute la besogne consiste à signer des mandats d'argent. Jamais avant, ces ministres prétendus économes, on n'a payé le titulaire de cette charge.

Le même jour, 14 juillet, on nomme M. Fortier avocat, de Québec, commis dans le département du conseil exécutif, salaire \$700 par année. Le même jour encore, M. Jean Côté, ancien adversaire de mon honorable ami le député de Québec-centre—c'est pour le récompenser de son zèle— employé permanent, salaire \$800 par année. Ah ! on se donne quelques jours de repos et on attend au 25 juillet, mais rien de perdu pour tout cela. Vous allez voir comment on s'est repris. John McKay, J. A. Bernier, sont nommés employés permanents. Le même jour on découvre que M. Clément Deschamps, du département de l'honorable secrétaire de la province n'est pas assez payé et on élève son salaire de \$750 à \$900 par année. Deux jours plus tard, on place M. Turgeon, dans le département de l'agriculture et des travaux publics et on élève son salaire à \$1200. Le lendemain on accorde \$400 de salaire additionnel à M. Machin, en sus de ce qu'il reçoit comme assistant trésorier. Le 29 juillet, encore le lendemain, on augmente les salaires de MM. Partridge, Deschambault et Guilbault, tout cela pour faire de l'économie je suppose. . . . Au département des terres, on nomme un nouvel employé. Le cas le plus mauvais est celui de M. Robitaille. Le 25 novembre 1882, on adopte un arrêté du conseil par lequel on lui accorde un salaire de \$2,720 par année, comme payeur sur le chemin de fer vendu et livré ; ce salaire devant compter du 15 janvier 1880. On dit que M. Robitaille avait droit à un salaire de \$2,000 depuis le premier septembre 1881, et maintenant on voit que c'est à partir du 15 janvier 1880, et ce n'est plus \$2,000, mais bien \$2,720, les 720 piastres représentant les frais de voyages. Il est curieux de suivre les fluctuations du salaire de ce M. Robitaille. D'abord on fixe son salaire à \$1,200, un mois plus tard, on le met à \$1600, mais on trouve que ce n'est pas assez et encore un mois plus tard on l'élève à \$2,000. Pas encore satisfait, on l'augmente de nouveau à \$2,720, et pour récompenser M. Robitaille de s'être montré patient, on fait compter ce nouveau salaire depuis le 15 janvier 1880.

Et pendant qu'on augmentait ainsi les salaires des fonctionnaires du service civil, par mesure d'économie on diminuait ceux des employés de la Chambre. Si on maintient les augmentations pour les sous-chefs, il n'y a pas de raison de faire une distinction au préjudice du greffier de cette Chambre. Le gouvernement de Boucherville avait reconnu la

principe que je pose lorsqu'il avait touché aux salaires des sous-chefs. D'un autre côté, si on augmente le salaire du greffier, il faut augmenter aussi le traitement du président. C'est ainsi que l'on se trouve entraîné à faire toute une série d'augmentations pour ne pas se rendre coupable d'injustice. J'observe en passant que ce ne sont pas ceux qui sont le mieux payés qui travaillent le plus. On a une foule d'employés inutiles dans les départements. Il y a mêmes des concierges pour ouvrir et fermer les portes. C'est du luxe dont on peut se passer. Quand j'entre chez moi, j'ouvre et je ferme moi-même la porte sans avoir l'aide de personne et je ne vois pas pourquoi nous ferions autrement quand c'est le peuple qui paie.

M. **Deschênes**—*député de Témiscouata*.—Du temps du gouvernement Joly, on voyait cela.

L'honorable M. **Mercier**.—Oui, mais je ferai observer à mon interrupteur que si nous étions restés plus longtemps au pouvoir, on aurait pu faire disparaître cet abus comme bien d'autres. Au lieu de diminuer le nombre des employés, on l'a augmenté en nommant de nouveaux fonctionnaires.

Autrefois, les bureaux publics étaient distribués dans la ville. Il y en avait un dans une rue, un autre un peu plus loin. Je comprends que cet état de choses exigeait certaines dépenses dont nous pourrions nous dispenser aujourd'hui. Ainsi, pourquoi un cabinet de lecture pour chaque département.

Un seul suffirait. Si on avait les moyens, très bien, mais on ne les a pas. Pourquoi ici, n'aurions nous pas une seule chambre de lecture, comme nous n'avons qu'une seule bibliothèque. Nous pourrions faire là quelques économies. Franchement on devrait changer de système et adopter une ligne de conduite plus sage que celle qui est suivie.

M. **Gagnon**—*député de Kamouraska*.—M. Dubreuil est-il arrivé dans le service avec le maximum de la loi ?

M. le **Trésorier**.—Oui, . . je ne discute pas l'opportunité.

M. **Gagnon**.—Mais c'est un système affreux. Le département des chemins de fer n'a pour personnel que le ministre et un messenger et on demande pour les contingents \$10,000. Pourquoi cela ?

M. le **Trésorier**.—C'est pour payer un certain nombre d'employés qui travaillent au règlement des comptes de l'ancienne administration du chemin de fer et dont on veut se débarrasser au plus tôt.

Ces employés seront payés à même le crédit pour les contingents, et seront congédiés aussitôt que leurs services ne seront plus requis.

M. Gagnon.—Une autre observation. Plus j'étudie les comptes publics, plus je les trouve mal faits. On entre les montants en bloc, sans donner aucun détail. C'est ainsi que je vois l'entrée suivante à la page 23 : Payé à la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative, montant dépensé pour les dépenses de la Chambre, au 30 juin 1882, \$118,467.21. Pas aucun détail. Il en est ainsi pour le Conseil législatif. On devrait nous donner plus de renseignements que cela.

Dans le cours de 1882, le gouvernement a emprunté \$600,000 de la banque de Montréal. Or, je crois ne pas me tromper en disant que la loi du trésor déclare que le gouvernement n'aura pas le droit d'emprunter que dans le cas où il y a déficit. Or, l'honorable trésorier nous a dit qu'il n'y avait pas de déficit. Voilà donc une nouvelle illégalité à ajouter aux autres.

M. le Président du comité.—L'article 12 est adopté.

Une discussion s'élève sur le fait de savoir si le comité peut continuer de siéger. M. le président décide qu'il le peut, et appel est fait à la Chambre de cette décision.

Le comité lève séance.

M. le président du comité fait rapport : Qu'objection étant faite, que conformément à une résolution adoptée par la Chambre, le 20 mars courant, ainsi qu'il est constaté par les journaux de cette Chambre, qu'à compter de jeudi prochain, inclusivement, il y ait trois séances distinctes par jour y compris le samedi : la première commençant à 11 heures, A. M., et finissant à 1 h., P. M., la seconde commençant à 3 h., P. M., et finissant à 6 h., P. M. ; la troisième commençant à 7½ heures, P. M., et se continuant jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient priorité, à chaque séance, après les ordres de routine, jusqu'à la fin de la session, et que vu qu'il est maintenant onze heures, le comité doit se lever et rapporter progrès ;

Il a décidé, que la séance commencée à huit heures, P. M., peut être continuée et prolongée indéfiniment ;

Et qu'appel a été fait de sa décision à la Chambre.

M. le président décide : " que la séance commencée à 7½ heures peut être prolongée après onze heures, la résolution adoptée le 15 mars, portant que la séance du soir se continuera jusqu'à l'ajournement ;

conséquemment s'il n'y a pas ajournement de la Chambre, le comité peut continuer de siéger ; mais il n'appartient pas au comité de juger cette question, et il cite May, Ed., 1879, page 399, "*the chairman should be directed to leave the chair, report progress and ask leave to sit again.*"

La Chambre siège de nouveau en comité du budget.

Après quelque temps le comité se lève de nouveau.

M. le président du comité fait rapport, qu'objection étant faite, que la Chambre étant en comité général jeudi le 22 mars 1883, et l'heure "d'une heure" fixée pour la fin de la première séance étant expirée, le comité ne peut pas continuer de siéger, sans une permission de la Chambre, parce qu'alors, il empêcherait la Chambre d'avoir trois séances ce jour, tel que requis par la résolution du 30 mars courant; il a décidé comme suit :

"La Chambre pouvant conformément à la pratique parlementaire, continuer indéfiniment la séance commencée hier soir sans égard à l'ordre fixant une séance pour onze heures ce matin, séance qui, n'ayant pas eu de commencement ne peut pas avoir de fin, le comité peut continuer à exécuter l'ordre qu'il a reçu de la Chambre et continuer à voter les subsides ;"

Et qu'appel a été fait de sa décision à la Chambre.

M. le président décide comme suit :

"*May Ed., 1879 page 399, dit : In the commons, if any doubt should arise as to a point of order or other proceeding which the committee cannot agree upon, or which may appear beyond their province to decide, the chairman should be directed to leave the chair, report progress, and ask leave to sit again.*"

Je suis d'opinion que la question de savoir si la Chambre pouvait continuer sa séance, après une heure P. M., est une question que le comité ne pouvait pas décider ; et je suggérerai de suivre la règle tracée par May : si, lorsque le président du comité aura fait rapport, la Chambre décide qu'elle peut continuer la séance, après une heure P. M., le comité reprendra ses procédés immédiatement ; dans le cas contraire la Chambre dira quand le comité pourra siéger de nouveau.

La Chambre siège de nouveau en comité sur le budget.

Après quelque temps, le comité lève séance,

M. le président du comité rapporte, que les articles 11 et 12 ont

été adoptés et que le comité, vu la dernière objection soulevée, lui a ordonné de demander la permission de siéger de nouveau.

L'honorable M. Irvine propose que la Chambre s'ajourne.

Objection étant faite, que la motion d'ajournement n'aurait pas dû être proposée, parce que M. le président n'a repris le fauteuil que pour juger l'incident survenu en comité ;

Les débats sur la motion d'ajournement sont suspendus.

Alors, sur l'objection faite en comité et rapportée par M. le président du comité ;

M. le président décide comme suit :

“ Toutela question est de savoir, si la séance de la Chambre peut se prolonger après une heure P. M. Le comité ne devait pas entreprendre de juger cette question ; il devait suspendre ses procédés pour la soumettre à la Chambre. Si la question est décidée dans l'affirmative, le comité pourra reprendre ses procédés immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une permission spéciale de la Chambre. J'aurais préféré laisser à la Chambre le soin d'interpréter les résolutions qu'elle a adoptées le 15 et le 20 de mars, mais puisqu'on insiste pour que je décide moi-même, je dois dire, que je suis d'opinion, que la résolution adoptée par cette Chambre le 20 mars, à l'effet qu'il y ait trois séances par jour, la première devant commencer à 11 heures A. M. et finir à 1 heure P. M., etc., n'empêche pas la séance commencée hier soir, de se prolonger aujourd'hui, après une heure P. M. ; la résolution du 15 mars portant que cette séance devra durer jusqu'à l'ajournement. ”

M. le président décide ensuite que vu qu'il n'a repris le fauteuil que pour juger cet incident, la Chambre ne doit pas s'occuper de la motion d'ajournement, mais le comité doit reprendre ses procédés immédiatement.

La Chambre siège de nouveau en comité du budget et peu après la séance du comité est levée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du jeudi, le 22 mars 1883.

SOMMAIRE :—Adoption définitive de divers projets de loi. Suite de la délibération sur le budget des dépenses.—Amendement de M. Laberge, sur la mise à la retraite de L. A. Robitaille.—Amendement de M. Watts, sur les nominations et augmentations de salaire dans le service civil : MM. Deschênes, Archambault, Mousseau, Garneau, Gauthier, Beauchamp, et Mercier.—Amendement de l'honorable M. Marchand, sur les honoraires payés à l'honorable M. Lacoste, comme avocat : MM. Mercier, Mousseau, Würtele, Marchand, Flynn et Beauchamp.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à huit heures du soir.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer la société générale de la colonisation et des exploitations industrielles.

Pour constituer " The Citizens Gas Company of Montréal."

Pour modifier de nouveau la charte de la cité de Québec.

Pour relever Henri Talbot Walcot, de ses responsabilités comme fidei-commissaire à Madame Isabella Abbott Young.

Pour modifier de nouveau la charte de la cité de Montréal.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le budget des dépenses.

M. Laberge—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer :

En 1873, L. A. Robitaille, employé dans le département des terres de la couronne, depuis plusieurs années, se démit de sa charge :

Qu'il appert par le premier rapport des commissaires du service civil fait en 1867 (page 8 du dit rapport) que le dit Robitaille était alors âgé de 35 ans. Que le dit Robitaille a laissé le service civil le 30 novembre 1873, en donnant sa démission et ayant été payé durant les dix mois précédents sur le pied de \$1,500 par année.

Qu'il appert par un arrêté du conseil No. 240, en date du 15 juin 1881, que le dit Robitaille a été, depuis sa susdite démission jusqu'en 1880, au service de l'honorable M. T. McGreevy, employé durant ce

temps-là à construire la division est du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Que par cet arrêté du conseil, le dit Robitaille a été attaché au département des chemins de fer, avec un salaire annuel de \$ 2,000, ce salaire devant courir du 1er septembre 1880 ;

“ Que par un autre arrêté du conseil No. 481, en date du 25 novembre 1882, le salaire du dit Robitaille fut fixé à \$2,720 à courir du premier janvier 1880, et que le ou vers la même époque, le dit Robitaille n'étant âgé que de 48 ans, et n'étant ni infirme ni incapable, fut mis à la retraite avec une pension annuelle de \$1,278.40.

“ Que par la loi, il n'y a que les employés du service civil qui peuvent avoir le bénéfice du fonds de pension, et encore faut-il que l'employé ait servi au moins six ans, qu'il soit âgé de plus de soixante ans, ou infirme ou incapable ;

“ Que par la même loi, la pension accordée à l'employé, est basée sur les salaires des trois années précédant immédiatement la mise à la retraite ; l'employé recevant comme pension un cinquantième de son salaire pour chaque année de son service, n'excédant pas cinq années ;

“ Que par la même loi, l'employé public, qui se démet de sa charge, perd tous ses droits à une pension, et ne peut faire compter ses années d'absence, pour les fins de la retraite, s'il reprend le service plus tard ;

“ Que pour toutes ces raisons, le dit Robitaille ne pouvait être mis à la retraite ;

“ Que cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, regrette cette étrange violation de la loi et l'injuste favoritisme qui a inspiré le gouvernement dans cette circonstance, et l'a amené à imposer au pays, sans aucune justification, la charge onéreuse d'une pension annuelle de \$1,278.40, la vie durant du dit L. A. Robitaille.

Ont voté pour : — MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Dorais, Gagnon, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin-Stephens et Watts.—12.

Ont voté contre :—MM. Archambault, Asselin, Audet, Beaubien, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Caron, Casavant, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Duckett, Duhamel, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, LeBlanc, Leduc, Marcotte, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Poulin, Poupore, Richard, Sawyer, St-Hilaire, Trudel et Würtele.—32.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

Les articles suivants sont adoptés.

Chapitre IV, l'administration de la justice, etc. Article 13; l'administration de la justice, \$378,652. Article 14. Police : Bureau du juge des sessions de la paix à Québec et des magistrats de police à Montréal, \$16,200. Article 16, inspection des bureaux publics, \$11,000.

Le comité lève séance.

La Chambre est appelée de nouveau à siéger en comité du budget.

M. Watts.—*député de Drummond et Arthabaska.*—J'ai l'honneur de proposer, en amendement :

“ Cette Chambre, quoique disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette que le gouvernement ait augmenté les dépenses par les arrêtés du conseil suivants :

“ 1. Un arrêté du conseil, No. 32, en date du 8 août 1881, par lequel, les salaires de C. A. Parent, G. J. Audette et L. H. B. Garneau furent augmentés de cinquante piastres chacun, dans le département des terres de la couronne ;

“ 2. Le No. 43, en date du 18 février, 1882, nommant Isaïe Verronneau, en qualité de messager nouveau, dans le département des chemins de fer, avec un salaire de \$500 ;

“ 3. No. 190, en date du 4 mars 1882, augmentant de \$100 le salaire de N. A. Giard, assistant auditeur ;

“ 4. No. 191, en date du 4 mars 1882, augmentant de \$600, le salaire de Gaspard Drolet, auditeur de la province ;

“ 5. No. 93, en date du 17 mars 1882, accordant à Félix Fortier, en sus de son salaire, comme greffier du conseil exécutif, une somme de \$400 par année, comme député lieutenant gouverneur, depuis, le 1er mai 1879.

“ 6. No. 95, en date du 21 mars 1882, augmentant le maximum des salaires des sous-chefs, savoir : Félix Fortier, greffier du conseil exécutif ; Jos. Defoy, assistant officier en loi de la couronne ; Gaspard Drolet, auditeur ; H. T. Machin, assistant-trésorier ; Eugène E. Taché, assistant commissaire des terres de la couronne ; Siméon Lesage, assistant commissaire d'agriculture. P. J. Jolicœur, assistant secrétaire de la province, de \$2,000 à \$2,400 chacun, et annulant l'arrêté du conseil No. 233, du 25 juillet 1875.

7. No. 125, en date du 29 avril 1882, nommant Paul E. Duval, comme nouveau clerc, dans le département du trésor, avec un salaire de \$1,100.

"8. No. 194, en date du 30 juin 1882, nommant Paul Cousin et Alfred Trudelle, employés permanents du département de l'agriculture et des travaux publics, avec un salaire de \$1,000 et \$900 respectivement ;

"9. No. 211, en date du 30 juin 1882, nommant J. B. C. Hébert, employé permanent dans le département des travaux publics, avec un salaire de \$850 ;

"10. No. 215, en date du 30 juin 1882, élevant à la somme de \$1,000. le salaire de P. L. T. Normandin, clerc dans le département du conseil exécutif.

"11. No. 221, en date du 11 juillet 1882, nommant Joseph Féréol Dubreuil, officier spécial, dans le département des officiers en loi de la couronne, avec un salaire de \$2,000 par année.

"12. No. 231, en date du 14 juillet 1882, accordant à Jos. A. Defoy, assistant des officiers en loi de la couronne, en sus de son salaire de \$2,400, comme tel officier, \$400 par année comme député lieutenant gouverneur pour signer les mandats d'argent.

"13. No. 232, en date du 14 juillet 1882, élevant le salaire de Gustavé Grenier, député greffier du conseil exécutif à la somme de \$1,600 ;

"14. No. 233, en date du 14 juillet 1882, nommant, comme nouveau clerc, O. J. J. Fortier, dans le département du conseil exécutif, avec un salaire de \$700 par année.

"15. No. 237, en date du 14 juillet 1882, nommant, employé permanent, Jean Côté dans le département de l'agriculture et des travaux publics, avec un salaire de \$800.

"16. No. 247, en date du 25 juillet 1882, nommant John McKay, clerc permanent dans le département du secrétaire de la province et du registraire avec un salaire de \$1,150.

"17. No. 248, en date du 25 juillet 1882, nommant J. A. Bernier, clerc permanent dans le département du secrétaire et du registraire avec un salaire de \$1,150.

"18. No. 249, en date du 25 juillet 1882, élevant le salaire de Clément Deschamps, dans le même département, de \$750 à \$900.

"19. No. 266, en date du 27 juillet 1882, plaçant H. Turgeon, dans le département de l'agriculture et des travaux publics et élevant son salaire \$1,200.

"20. No. 285, en date du 28 juillet 1882, accordant un salaire addi-

tionnel à H. T. Machin, de \$400 par année, en sus de son salaire comme assistant trésorier de la province.

“ 21. No. 286, en date du 29 juillet 1882, élevant le salaire de M. P. Partridge, et de F. Deschambault, dans le département de l'agriculture et des travaux publics à la somme de \$1,600 et de \$900 respectivement.

“ 22. No. 363, en date du 29 juillet 1882, augmentant le salaire de A. C. Guilbault, dans le même département de \$1,000 à \$1,200.

“ 23. No. 28, en date du 29 juillet 1882, concernant les salaires dans le département des terres de la couronne, et allouant \$800, à Paul Picard, comme officier spécial, dans ce département.

“ 24. No. 30, en date du 29 juillet 1882, nommant D. C. Morency, A. P. et Henry O'Sullivan, A. P., comme officiers spéciaux dans le département des terres de la couronne, avec un salaire de \$1,000 et de \$1050 respectivement.

“ 25. No. 481, en date du 25 novembre 1882, accordant un salaire de \$2,720, par année à L. A. Robitaille comme payeur sur le chemin de fer Q. M. O. et O., depuis le 15 janvier 1880.

“ 26. No. 510, en date du 27 décembre 1882, nommant Jos. G. Drolet, clerc, dans le département du trésor, avec un salaire de \$600 jusqu'à ce que la situation de J. Martel devint vacante, ensuite \$700, et ce, en face d'une demande de Gaspard Drolet, auditeur de la province, d'employer un clerc à \$1.50 ou \$2.00 par jour.

“ 27. No. 18, en date du 18 janvier 1883, élevant le salaire de Gaspard Devisme à \$1,400, dans le département de l'instruction publique.

“ 28. No. 41, 30 janvier 1883, élevant le salaire de L. J. Pregon, dans le même département, à \$1000.

“ 29. No. 44, en date du 30 janvier 1883, nommant Jos. C. Ouimet, dans le même département, avec un salaire de \$600.

Que ces nominations ci-dessus, ainsi que les augmentations de salaire ne sont pas justifiables, dans l'état actuel des finances de la province, et sont une violation manifeste, des promesses d'économie qui ont été faites par le gouvernement.

M. Deschênes—*député de Temiscouata*.—M. le président, avant d'émettre un vote sur cette proposition, je dois donner un mot d'explication. Je le déclare hautement, je suis partisan enthousiaste de l'économie, et si l'on me voit repousser la proposition qui est entre vos

main, c'est que je me suis renseigné et que j'ai vu. J'ai lieu de croire, que le gouvernement fera de sérieuses économies. Je m'en rapporte loyalement à sa parole.

M. Archambault—*député de Vaudreuil*.—M. le président, le salaire des sous-chefs a été augmenté de \$400. Je voudrais, et je considère cela comme une mesure de justice—que le salaire de notre inestimable greffier et le votre, M. le président, fussent également augmentés. Il est de la plus simple justice de mettre ces hauts fonctionnaires sur le même pied que les sous-chefs des départements. La Chambre, j'en suis certain, verrait avec plaisir et voterait avec empressement ces augmentations si raisonnables.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—M. le président, le gouvernement a songé, à ce que vient de dire l'honorable député de Vaudreuil. La Chambre reconnaît pleinement les immenses mérites que vous avez acquis dans l'accomplissement de vos fonctions et le tact, la courtoisie et la grande capacité dont vous n'avez cessé de faire preuve depuis que vous présidez à nos délibérations. Aussi le gouvernement a cru se faire l'interprète des sentiments de la Chambre, en offrant à M. le président à remettre son salaire au chiffre primitif.

Nous avons reçu un refus formel de la part de notre honoré président. Il a refusé toute augmentation et il s'est même indigné de cette offre. Nous avons dû céder devant un sentiment qui méritait tout notre respect et toute notre considération. Je suis également convaincu de l'excellence des services rendus par M. le greffier. C'est un employé qui honore le service auquel il appartient autant par son dévouement à son devoir que par l'assiduité qui le distingue.

L'honorable M. **Garneau**—*député de Québec*.—Je ne voudrais certes pas, M. le président, infirmer en quoi que ce soit les paroles élogieuses qui viennent d'être prononcées à l'adresse de notre greffier, mais il me sera bien permis, je l'espère, de dire un bon mot de notre assistant greffier. Fidèle à son poste depuis la confédération il a toujours su en remplir tous les devoirs avec une ponctualité qui mérite nos louanges. Je crois qu'il ne devrait pas être oublié si on se décide à toucher aux salaires des officiers de la Chambre.

M. Archambault.—Si je n'ai pas mentionné le nom de l'assistant greffier, ce n'est pas je ne lui reconnaisse ses mérites; je suis le

premier à dire qu'il mérite autant que tout autre, la considération qu'acquiert toujours un employé qui remplit fidèlement ses devoirs.

M. Gauthier—*député de Charlevoix*.—M. le président, on avouera qu'il n'y a guère d'accord entre les paroles que l'on vient d'entendre, et les conclusions de la proposition qui est entre vos mains. Il ne s'agit pas de discuter les mérites de tel ou tel employé, mais de diminuer les dépenses. Ce que nous voulons, c'est faire des économies. Pour cela il ne s'agit pas de renvoyer les bons serviteurs, ni de les maltraiter, ce n'est pas cela dont il s'agit. Je formule mon opinion en deux mots : gardons les bons employés et payons les bien. Et à la prochaine session, je suis convaincu que tout ira bien, et que tout le monde sera satisfait.

M. Beauchamp—*député de Deux-Montagnes*.—M. le président, je dois donner, à l'occasion de l'amendement de l'honorable député de Drummond et Arthabaska, certaines explications, afin de justifier le vote que je me propose d'émettre.

J'ai confiance dans l'honnêteté et dans la sincérité de l'honorable premier ministre. J'ai confiance aussi dans l'honnêteté et la sincérité de ses promesses. J'ai confiance qu'il accomplira les engagements pris dans l'intimité. Je donnerai donc mon adhésion à la politique du gouvernement, car je crois que la commission royale, nommée pour faire une enquête sur le service civil, atteindra le but que l'on a en vue, c'est-à-dire la diminution de la dépense. Il va sans dire, M. le président, qu'en principe je repousse les augmentations de salaire et les nouvelles nominations dont parle l'amendement. J'ai été élu en me proclamant le partisan de l'économie dans toutes les branches du service public, et je suis bien déterminé à adhérer à ce programme.

Quant à l'augmentation de votre salaire, M. le président, et de celui des deux greffiers de cette Chambre, quand l'occasion favorable s'en présentera, le peuple sera assez généreux pour faire ce qu'il y aura de juste et raisonnable. En attendant, je comprends que c'est de notre devoir de rétablir l'équilibre dans notre budget.

M. le premier ministre.—Je dois d'abord remercier l'honorable député des Deux-Montagnes, pour l'excellent discours qu'il vient de prononcer. Ceci me justifie d'engager les jeunes députés à se préparer à prendre une part plus active, qu'ils ne l'ont fait par le passé, aux discussions. J'espère bien qu'il en sera ainsi à la prochaine session.

Je remercie beaucoup l'honorable député pour la confiance qu'il a

exprimée à mon égard. Je puis lui assurer que je ne le tromperai pas dans son attente, et que les promesses que j'ai faites, seront rigoureusement exécutées.

D'après les renseignements obtenus, grâce au concours de la commission d'enquête du service civil, je puis déclarer dès à présent, qu'à la prochaine session, le gouvernement sera en état de faire des économies énormes, peut-être de trente à quarante mille piastres.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Dans le service civil seulement.

M. le **Premier ministre**.—Dans le service extérieur et intérieur. Dans tous les cas, la réduction sera considérable.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St. Hyacinthe*.—Je félicite l'honorable premier ministre sur son habileté. Il a une manière à lui de faire les choses, qui donne de beaux résultats ministériels. Le rôle de l'opposition ne consiste pas à trouver ce que le gouvernement se propose de faire. Nous blâmons le gouvernement pour ses actes, mais nous n'apprécions pas ses intentions.

L'amendement de M. Watts est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Watts.—11.

Ont voté contre :—MM. Archambault, Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Caron, Casavant, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de St. Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, LeBlanc, Leduc, Marcotte, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Pâquet, Poulin, Poupore, Richard, Sawyer, St. Hilaire, Trudel et Würtele.—34.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget. Les articles suivants sont adoptés : chapitre 9. agriculture, immigration, repatriement et colonisation. Article 64, école d'agriculture à Varennes ; octroi, bourses et prix \$2,400. Chapitre 9. Divers. Article 179, agent en France, traitement et allocation pour loyer de son bureau, etc., \$2,500. Chapitre 10, perceptions, administration et autres charges sur le revenu. Article 186, confection des cadastres par le département des terres de la couronne \$36,000.00. Articles 187, arpentage \$40,000. Article 188, dépenses générale \$77,450.00. Article 191, timbres, licences, etc., y compris les

commissions \$15,000.00. Chapitre 11. chemin de fer—chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental—construction. Article 192 règlement des comptes non payés, à même l'emprunt \$45,000.00. Article 194, déplacement de la ligne, de la rue du Prince-Edouard, prolongement de la ligne à eau profonde, sur la jetée Louise, et parachèvement de la rue St-André, payable à même la souscription de la cité de Québec \$220,000.00. Chapitre 5, instruction publique etc. . . . Article 56, aide pour la publication du *Naturaliste canadien*, \$400.

L'honorable M. **Mercier**.—Nous ne devrions pas donner d'argent pour cela.

L'honorable M. **Garneau**.—Je ne crois pas qu'il serait juste de retrancher cette allocation. Si l'on veut bien se renseigner, l'on trouvera de bonnes raisons pour la continuer.

M. **Faucher de Saint-Maurice**.—C'est un ouvrage précieux qu'il faut conserver. Grâce au *Naturaliste canadien*, nous sommes connus à l'étranger, dans le monde scientifique.

L'honorable M. **Mercier**.—Cette revue, bien loin de s'occuper de science, s'occupe un peu trop de politique, et de faire de fortes critiques contre ceux qui n'ont pas le don de lui plaire. Je repousse absolument l'ouverture de ce crédit, et je demande au trésorier de bien vouloir accéder dès maintenant à ma demande, car il peut être certain, s'il ne le fait pas, qu'il aura un nouveau vote de non confiance (Rires).

M. le **Trésorier**.—J'avoue que nous pourrions faire mieux que de garder cet article du budget. Je suis consentant à le voir disparaître.

L'honorable M. **Mercier**.—Je puis m'attendre à toute une tempête soulevé contre moi.

L'article 56 est biffé.

Le comité lève séance.

La Chambre est appelée à siéger de nouveau en comité du budget.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St. Jean*.—J'ai l'honneur de proposer : L'article 1. de la loi 36, Victoria chapitre 5, est dans les termes suivants : " nulle personne acceptant une charge, commission ou emploi, d'une nature permanente ou temporaire, en vertu d'une nomination de la couronne ou du lieutenant gouverneur, auquel un traitement annuel, ou des honoraires, allocations, ou émoluments, ou profits de tout genre, au montant que ce soit, venant de la province

sont attachés, ne pourra être nommée conseiller législatif, ni ne sera éligible comme membre de l'Assemblée législative, ni dans l'un ni l'autre cas ne siégera ni ne votera en cette qualité, tant qu'elle occupera cette charge, commission ou emploi.

“ Que cette loi a été passée pour protéger et maintenir l'indépendance des membres des deux branches de cette Législature et que toute violation de cette loi est une menace et un danger pour nos institutions parlementaires ;

“ Que, malgré cette loi, des sommes d'argent pour un montant considérable, ont été payées à la société Lacoste, Globensky et Bisailon, avocats de Montréal, dont l'honorable M. Lacoste, conseiller législatif, fait partie, et ce, depuis que le dit M. Lacoste occupe un siège au conseil législatif, les sommes suivantes ayant ainsi été payées durant l'année 1882, savoir :

22 août.—Service pour droit de passage.....	\$ 413.81
29 sept.— do pour vente de chemin de fer ..	5,000.00
29 avril.— do de <i>Re vs. Isabelle</i>	39.12
30 mai.— do do do	1,000.00
7 sept.—Pour rencontrer dépenses dans les causes contre les corporations commerciales.....	1,000.00
18 sept.—Pour rencontrer dépenses dans les causes contre les corporations commerciales.....	1,000.00
4 déc.—Pour rencontrer dépenses dans les causes contre les corporations commerciales.....	2,000.00

Total..... \$10,452.93

“ Que tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le gouvernement se soit rendu coupable d'une telle violation de l'acte de l'indépendance du parlement.”

L'honorable M. **Mercier**.—Je ferai simplement observer que cette proposition n'est pas dirigée contre une personne distinguée que je respecte infiniment. L'avocat dont le nom est mentionné dans l'amendement de mon honorable ami fait honneur au barreau. Ce n'est pas une attaque contre une personne, c'est contre le principe en jeu. C'est aussi le prélude de ce que nous ferons dans quelques jours sur un projet de loi proposé par le gouvernement. Les honorables ministres commencent

par violer la loi puis ils veulent la modifier. Eh bien, nous demandons à la Chambre ce qu'elle pense de ce système-là.

M. le **Premier ministre**.—M. le président, ce n'est pas la première fois qu'un exemple de ce genre s'offre dans le domaine parlementaire. Je vais citer un précédent qui part de haut. Lorsque la commission de Genève siégea au sujet du règlement des réclamations pendantes entre les Etats Unis et l'Angleterre, Sir Alfred Palmer, membre du parlement anglais, fut choisi pour défendre la cause de l'Angleterre. On ne pouvait lui payer de salaire, la loi le défendant, mais on prit un autre moyen. Pour l'indemniser, le parlement lui a voté £20,000. C'est là de l'hypocrisie. Pour moi, je crois que c'est un mauvais système. Il vaut mieux s'en tenir à une règle sage, mais fixe et par conséquent qui peut être connue de tous.

M. le **Trésorier**.—Un mot d'explication. Les services professionnels rendus par M. Lacoste l'ont été avant sa nomination au Conseil législatif. Dans l'affaire des poursuites contre les compagnies commerciales, l'argent déboursé l'a été pour les timbres, et le gouvernement se remboursera en gagnant les procès.

L'honorable M. **Marchand**.—Je tiens, M. le président, à préciser le sens de mon amendement. Ce n'est pas une attaque contre M. Lacoste, que je connais comme l'un des avocats les plus imminents du barreau et qui fait honneur à la profession. Ce que je veux blâmer, c'est la violation du principe qui est en jeu, et ce qui est plus déplorable, c'est la violation d'une loi écrite et positive qui défendait expressément ce que l'on fait. Voilà le sens vrai de mon amendement.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—M. le président, je suis surpris de voir que l'on a payé \$5,000 à M. Lacoste, pour services en rapport avec la vente du chemin de fer. J'étais sous l'impression qu'il agissait au nom du syndicat qui désirait acheter, j'ai rencontré moi-même les avocats et ils agissaient au nom du syndicat. Je ne puis prendre la responsabilité de ces déboursés. Je ne voterai pas en faveur de l'amendement. Je suis logique avec moi-même en votant pour que la Chambre siége en comité du budget, car je veux que le gouvernement ait l'argent qu'il lui faut pour administrer la chose publique. Mais j'avoue que je condamne cette dépense.

Quant à la question légale, beaucoup d'avocats prétendent qu'en agissant en leur qualité professionnelle, ils ne tombent pas sous l'opération de la loi.

La loi ici est plus sévère qu'en Angleterre et à Ottawa. Je ne crois

pas que l'on puisse affirmer positivement que dans un tel cas, la personne qui a reçu quel qu'argent soit inéligible. C'est une question légale assez délicate à résoudre, et ce n'est pas le temps de lui donner une solution, ni de l'approfondir.

M. Archambault—*député de Vaudreuil*.—Le gouvernement est un client comme un autre.

L'honorable **M. Flynn**.—Je sais que j'ai préféré, pour ne pas m'exposer à la moindre critique, abandonné les causes que j'avais pour le compte du gouvernement fédéral, avant de me porter candidat aux élections générales de 1878.

L'honorable **M. Marchand**.—Peut-être que M. Lacoste partage ces doutes, puisqu'il ne siège pas.

M. le Premier ministre.—M. Lacoste a agi comme avocat pour la vente de la division ouest.

M. Beauchamp.—Dans le cours de mon élection, j'ai condamné l'entrée de M. Lacoste au Conseil législatif, pour des raisons que j'ai données publiquement et que l'on connaît. Je ne puis donc que voter en faveur de l'amendement.

La proposition de l'honorable M. Marchand est mise aux voix :

Ont voté pour.—Messieurs Beauchamp, Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Stephens et Watts.—12.

Ont voté contre.—Messieurs Archambault, Asselin, Audet, Bergevin, Blanchet, Caron, Casavant, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, LeBlanc, Leduc, Marcotte, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Pâquet, Poulin, Richard, Sawyer, St-Hilaire, Trudel et Würtele,—32.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité du budget.

Les articles suivants sont adoptés :

Budget supplémentaire : Articles 2, écoles normales, \$4,000. Article 3, loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, \$18,997. Article 4, Kamouraska, palais de justice et prison, à Fraserville, appareil de chauffage et changements faits à la bâtisse pour installation, \$4,000. Article 5, réparations, etc., aux palais de justice et aux prisons \$6,350. Article 8, timbres, licences, taxes directes, etc., \$5,000.

Le comité lève sa séance.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du samedi, le 24 mars 1883.

SOMMAIRE :—Délibération sur des résolutions relatives à la sténographie devant les cours : MM. Mousseau, Mercier et Irvine.—Dépôt, par l'honorable M. Blanchet, de divers documents.—Délibération sur des résolutions concernant les licences.—Retrait du projet de loi concernant les compagnies d'assurance. M. Mousseau.—Interpellations et réponses.—Proposition de M. Martel, relative au collège de Chambly : MM. Martel et Marchand.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à onze heures et vingt minutes.

L'ordre du jour appelle la délibération sur la résolution suivante :

1. Que toutes les causes contestées inscrites pour preuve et audition finale dans la cour supérieure, ou dans les causes appelables à la cour de circuit, soient instruites en présence de la cour et sous sa direction, et que la preuve dans toutes telles causes, soit prise par des sténographes officiels, qui seront nommés par le conseil des sections du barreau, sur le rapport d'un comité d'examineurs nommés par ce conseil,

Que le conseil de section ait le pouvoir de nommer ces sténographes et d'en déterminer le nombre et la rémunération ;

Que les sténographes officiels soient des officiers de la cour, et soient payés à même un fonds créé au moyen d'honoraires exigés des parties produisant la preuve. Que le montant de ces honoraires soit fixé par chaque section, mais n'excède pas vingt centins par cents mots de témoignage écrit. Que le fonds ainsi créé soit la propriété de la section qu'il appartiendra ;

Que les sténographes soient tenus de donner au protonotaire ou au greffier de la cour, au moins dix copies faites par une machine à copier Remington lesquelles copies seront conservées pour servir en appel ;

Que cette résolution s'applique immédiatement aux districts de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Saint-François et Richelieu et s'étende aux autres districts, sur un ordre du lieutenant gouverneur en conseil, selon qu'il le jugera à propos.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général.*—Le changement apporté par cette résolution est demandé par le barreau, qui veut faire l'essai de ce nouveau

système. Le gouvernement désire l'adoption de la première partie, mais quant aux dispositions relatives aux sténographes, je laisse la Chambre parfaitement libre de se prononcer comme elle l'entendra. Nous avons discuté la question avec la députation du barreau et c'est elle qui a demandé que la chose fut faite, à titre d'essai, pour une année au moins.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe*.—Cette résolution consacre un système qui constitue à mon avis, un pas dans la bonne direction. Mais quant à ce qui regarde la rémunération des sténographes, voici ce que j'en pense. D'abord, je suppose que le surplus du fonds qui sera créé ira au fonds de chaque section. On fixe la rémunération des sténographes à 20 centins par 100 mots.

C'est trop et voici pourquoi. Dans l'affaire de la contestation de l'élection de Verchères, j'ai payé \$463 pour les sténographes pour ma part. Les demandeurs ont dû en payer autant. Voilà donc plus de \$900 pour la sténographie seule. Il serait beaucoup mieux de prendre des mesures pour diminuer les frais des plaideurs que de les augmenter. Le résultat de cette nouvelle législation sera un nouvel accroissement des frais. Car je suppose que ce sont les sections du barreau qui vont imposer cette taxe sur les plaideurs.

M. le **Premier ministre**.—Oui.

L'honorable M. **Mercier**.—L'honorable premier ministre veut diminuer les déboursés. C'est en effet une bonne pensée. Aujourd'hui les frais sont énormes, à un tel point que les plaideurs en sont effrayés. Pour les sténographes, ce serait préférable de leur donner tant, fixer le montant au *pro rata* de leurs travaux, et ne pas suivre le mode suggéré, ou nous nous exposerons à payer des sommes élevées.

M. **Carbray**—*député de Québec-ouest*.—Comment ferons-nous pour fixer ce *pro rata* ?

L'honorable M. **Mercier**.—Cela pourra être fait facilement. Ceux qui sont au courant des affaires le savent bien.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*.—Il n'est pas juste que le barreau fasse de l'argent sur le travail des sténographes. Je crois aussi que dix centins sont assez. A Québec, nous ne payons que quinze centins maintenant.

M. le **Premier ministre**.—J'ai écouté avec plaisir les remarques de l'honorable chef de l'opposition. M. le président, je me

rappelle qu'au début de ma carrière professionnelle, un juge paresseux un jour, demanda, dans une certaine cause, combien il y avait de témoins. On lui répondit : dix ou douze. Jamais je ne prendrai moi-même tout cela, dit-il, et grâce à la complaisance coupable des avocats, on a cédé à sa paresse. De là s'est introduit le système des sténographes. Il est infiniment mieux que le juge prenne lui-même ses notes pendant le témoignage. Il arrive très souvent qu'un sourire, un signe, ou toute autre manifestation extérieure de la pensée du témoin, en dit plus que toute autre chose. En 1864, l'intention de la Législature par la loi qu'elle a adoptée à cette époque, était de forcer le juge à prendre lui-même ses notes, et par là même à diminuer les frais à la charge des plaideurs.

Je serai favorable au changement des honoraires des sténographes, en mettant dix centins au lieu de vingt.

La résolution est adoptée sans modification, à l'exception du paragraphe suivant dont voici le nouveau texte :

Que les sténographes officiels soient des officiers de la cour, et soient payés à même un fonds créé, au moyen d'honoraires exigés des parties produisant la preuve. Que le montant de ces honoraires soit fixé, par chaque section, de manière à pourvoir au montant strictement nécessaire pour payer ces honoraires et à ne pas dépasser, en aucun cas, dix centins par cent mots de témoignages écrits. Que le fonds ainsi créé soit la propriété de la section qu'il appartiendra.

Un projet de loi pour modifier le code de procédure civile et basé sur cette résolution, est déposé sur le bureau de la Chambre.

La séance est levée.

(Séance de l'après-midi.)

La séance est ouverte à trois heures et demie.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de cette Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1883, demandant copie de toute la correspondance échangée depuis 1876, au sujet du tarif des registrateurs et des instructions données à ce sujet, ainsi que copie du jugement, Re No. 7, cour supérieure, Terrebonne, Prévost et Lachaine, rendu le 24 juin 1882 et copie de toute la correspondance et de toutes les instructions s'y rattachant.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions suivantes

concernant les droits de licences imposés pour prélever un revenu pour les besoins de la province :

Résolu, 1. Qu'il soit déclaré que les droits de licences imposés par la section 63 de *la loi des licences de Québec de 1878*, remplacée par la section 17 du chapitre 11 du statut 43-44 Victoria, ont été ainsi imposés dans le but de prélever des revenus pour les besoins de cette province, en vertu du pouvoir conféré à la Législature de cette province par le neuvième paragraphe de la section 92 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867. "

Résolu, 2. Que pour pourvoir aux besoins du service public de cette province toute personne qui, dans les limites de la province :

1. Tient une auberge ou un hôtel de tempérance ;
2. Tient un restaurant ou une bayette à bord d'un bateau à vapeur ;
3. Tient un débit de liqueurs en gros ou en détail ;
4. Tient un buffet de chemin de fer ou une taverne près des mines d'or ;
5. Vend des liqueurs enivrantes ;
6. Fait le commerce d'encanteur, de prêteur sur gages, de colporteur ou de passeur entre les bords du fleuve Saint-Laurent, de la cité de Montréal à la ville de Longueuil, de la cité de Montréal au village de Laprairie et de la ville de Lachine à Caughnawaga ;
7. Tient pour gain un billard ;
8. Tient un magasin de poudre ou vend de la poudre ;
9. Donne des représentations équestres et des exhibitions d'animaux sauvages, connues et désignées sous les noms de cirque ou ménagerie ;
10. Fait le négoce d'embouteilleur ;

Est passible et tenue de payer chaque année les droits de licences et les honoraires imposés par la loi des licences de Québec de 1878, telle qu'amendée, et les droits ci-après mentionnés, en tant que cela est nécessaire, sont de nouveau imposés par le présent acte sur chaque telle personne.

Le mot " personne " ci-dessus employé comprend les corporations et les clubs.

Résolu, 3. Que les taxes annuelles imposées sur et payables par les

personnes mentionnées et désignées dans la résolution précédente seront comme suit :

Licences pour la vente de liqueurs enivrantes.

Sur chaque licence d'auberge :

a. Dans la cité de Montréal, deux cents piastres, si le loyer ou la valeur locative de l'endroit occupé est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres, et quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de huit cents piastres ou au-dessus.

b. Dans la cité de Québec, cent vingt-cinq piastres, si le loyer ou la valeur locative est moindre de deux cents piastres ; cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur locative est de deux cents piastres, et jusqu'à quatre cents piastres ; et deux cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres et moins de huit cent piastres ; et trois cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de huit cents piastres ou au-dessus.

c. Dans toute autre cité, cent piastres ;

d. Dans toute ville constituée, quatre-vingt-cinq piastres ;

e. Dans tout village régi par les dispositions du code municipal, soixante et dix piastres ;

f. Dans toute section de territoire organisé, hors de toute cité, ville ou village, cinquante-cinq piastres ;

g. Dans tout territoire non organisé, trente-cinq piastres ;

2. Sur chaque licence pour un club dans lequel des boissons enivrantes sont vendues :

a. Dans la cité de Montréal, quatre-vingts piastres ;

b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres ;

c. Dans toute autre partie de la province, quarante piastres ;

3. Sur chaque licence pour un restaurant ou buffet de chemin de fer :

a. Dans la cité de Montréal, deux cents piastres, si le loyer ou la valeur locative du lieu occupé est moindre de quatre cents piastres ; trois cents piastres si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres ; et de quatre cents piastres, si le loyer ou la valeur locative est de huit cents piastres ou au-dessus ;

b. Dans la cité de Québec, cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur locative est moindre de quatre cents piastres ; et deux cent cin-

quante piastres, si le loyer ou la valeur locative est de quatre cents piastres ou au-dessus ;

c. Dans toute autre cité, quatre-vingt-dix piastres.

d. Dans toute ville constituée, soixante-et-dix piastres.

e. Dans toute autre partie d'un territoire organisé, cinquante-cinq piastres.

4. Sur chaque licence pour une buvette de bateau à vapeur, cent cinquante piastres.

5. Sur chaque licence pour une taverne située aux mines d'or, ou dans tout district minier ou dans toute division minière, telle somme que le lieutenant gouverneur en conseil fixera, pourvu qu'en aucun temps cette somme ne soit moindre de cinquante piastres.

6. Sur chaque licence de magasin de liqueurs en détail :

a. Dans les cités de Montréal et de Québec, cinquante pour cent du loyer ou de la valeur locative du lieu occupé ; pourvu qu'en aucun cas ces droits de licence ne soient moindres de soixante et-dix piastres, ni plus de cent cinquante piastres.

b. Dans toute autre cité, soixante-et-dix piastres ;

c. Dans toute ville constituée, soixante piastres ;

d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cinquante piastres ;

e. Dans tout territoire non organisé, vingt-cinq piastres.

7. Sur chaque licence de magasin de liqueurs en gros :

a. Dans les cités de Québec et de Montréal, cinquante pour cent du loyer ou de la valeur locative du lieu occupé ; pourvu qu'en aucun cas ces droits de licences ne soient moindres de cent piastres et n'excèdent pas cent piastres ;

b. Dans toute autre cité quatre-vingts piastres ;

c. Dans toute ville constituée, soixante et dix piastres ;

d. Dans toute autre partie d'un territoire organisé, soixante piastres.

8. Sur chaque licence d'embouteilleur :

a. Dans les cités de Montréal et de Québec, cinquante piastres ;

b. Dans toute autre partie de la province, quarante piastres.

9. Sur chaque licence pour la vente des liqueurs enivrantes pour les fins médicinales ou pour les usages du service divin, dans une municipalité dans laquelle un règlement prohibitif est en force :

a. Dans toute cité, vingt piastres ;

- b. Dans toute ville constitué, dix piastres ;
- c. Dans tout village, deux piastres ;
- d. Dans toute partie d'un territoire organisé, en dehors d'une cité, d'une ville ou d'un village, une piastre.
- 10. Sur chaque licence pour un hôtel de tempérance, cinq piastres.
- 11. Sur chaque licence d'encanteur :
 - a. Dans les cités de Québec et de Montréal, quatre-vingt-cinq piastres ;
 - b. Dans toute les autres cités et villes, soixante piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres.
- 12. Sur chaque licence séparée pour l'emploi d'un assistant, d'un agent, d'un serviteur ou d'un associé, comme crieur, par tout encanteur :
 - a. Dans les cités de Québec et de Montréal, trente-cinq piastres ;
 - b. Dans toutes les autres cités et villes, vingt-cinq piastres ;
 - c. Dans toute autre partie de la province, quinze piastres.
- 13. Sur chaque licence de prêteurs sur gages, cent vingt-cinq piastres.
- 14. Sur chaque licence de colporteur, pour un district judiciaire, vingt piastres, et pour chaque district judiciaire additionnel, dix piastres.
- 15. Sur toute licence de passeur, telle somme qui pourra être fixée par le lieutenant gouverneur en conseil, en vertu des sections 58 et 163 de la loi des licences de Québec de 1878.
- 16. Sur chaque billard, autre que ceux des clubs :
 - a. Dans les cités et les villes constituées :
 - 1. Lorsque pas plus de deux billards sont tenus par la même personne, et dans la même bâtisse, quarante piastres pour chaque billard ;
 - 2. Lorsqu'il y a plus de deux billards, pour le troisième et le quatrième billard, vingt piastres chacun ;
 - 3. Pour un cinquième et un sixième billard, quinze piastres chacun.
 - 4. Et pour chaque billard au delà de six, dix piastres ;
 - b. Et dans toute autre partie d'un territoire organisé, vingt piastres pour chaque billard.
 - 17. Sur chaque licence pour un billard dans un club :
 - a. Dans la cité de Montréal, vingt piastres ;

- 6. Dans la cité de Québec, quinze piastres ;
- c. Dans toute autre partie de la province, dix piastres.
- 18. Sur chaque licence pour une bagatelle, trou-madame ou un mississipi :
- Dans toute partie d'un territoire organisé, quinze piastres.
- 19. Sur chaque licence de poudrière, cinquante piastres.
- 20. Sur chaque licence pour la vente de la poudre ou pour la garde en vente :
- a. Dans les cités de Québec et de Montréal :
- 1. En gros et en détail, vingt piastres ;
- 2. En détail seulement, huit piastres ;
- b. Dans toute autre cité :
- 1. En gros et détail, dix piastres ;
- 2. En détail seulement, cinq piastres.
- c. Dans toute ville constituée :
- 1. En gros et en détail, cinq piastres ;
- 2. En détail seulement, deux piastres et cinquante centins.
- d. Dans toute autre partie organisée de la province :
- 1. En gros et en détail, deux piastres et cinquante centins ;
- 2. En détail seulement, une piastre.

Une quantité de vingt-cinq livres ou une douzaine de canistres d'un livre chacun vendue en une seule fois est censée être une vente en gros et une moindre quantité que celle ci-haut mentionnée est considéré comme une vente en détail.

21. Sur chaque licence pour ouvrir ou exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou une caravane d'animaux sauvages :

a. Dans les cités de Québec et de Montréal, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, deux cents piastres pour chaque jour de représentation ou d'exhibition ; et pour tous les spectacles forains, vingt piastres pour chaque jour.

b. Dans les autres parties de la province, cent piastres pour chaque jour et pour chaque spectacle forain, dix piastres pour chaque jour.

En sus des droits ci-dessus mentionnés, il sera payé sur chaque licence un honoraire d'une piastre au percepteur du revenu de la province.

Résolu, 4. Que ces droits de licences seront payables pour le tern

d'une année, à compter du premier jour de mai dans une année de calendrier jusqu'au trentième jour d'avril de l'année de calendrier suivante, ou pour toute partie de cette année, durant laquelle aucune personne peut faire aucune des choses, ou exercer aucune des professions mentionnées dans la seconde de ces résolutions.

Résolu, 5. Que ces droits de licences seront payables le premier jour juridique du mois de mai de chaque année ou aussitôt après qu'une personne responsable du paiement de ces droits aura commencé à faire aucune de ces choses ou à exercer les professions mentionnées dans la seconde de ces résolutions.

Résolu, 6. Que ces droits seront payables, sans qu'il soit nécessaire de les demander, au bureau du percepteur du revenu de la province, du district du revenu dans lequel la chose a été faite, ou la profession exercée, pour laquelle ces droits sont payables au percepteur du revenu de la province de ce district de revenu et sur le paiement d'iceux et de son honoraire, ce percepteur délivrera les licences voulues.

Résolu, 7. Que toute personne négligeant ou refusant de payer le droit de licence payable par elle, sera passible pour cette négligence ou ce refus d'une amende égale au montant de ce droit, et à la moitié de ce montant y ajoutée.

Résolu, 8. Qu'à défaut du paiement de toute amende imposée en vertu de l'acte qui sera basé sur ces résolutions, la personne condamnée à la payer, sera emprisonnée et détenue dans la prison commune durant une période de pas moins de trois mois ni plus de six mois.

Résolu, 9. Que chaque jugement ou conviction, en vertu de l'acte qui sera basé sur ces résolutions, contiendra une condamnation du défendeur à cet emprisonnement, à défaut du paiement de l'amende.

Résolu, 10. Que les droits de licences mentionnés dans la troisième de ces résolutions formeront partie du fonds du revenu consolidé de la province.

Résolu, 11. Que toutes les amendes reçues et en vertu de l'acte qui sera basé sur ces résolutions seront comme suit :

1. Si elles sont imposées dans les districts de revenu de Montréal ou de Québec, une somme égale au droit de licence que le défendeur aurait dû payer, avec vingt-cinq pour cent y ajouté, sera payée au trésorier de la province et formera partie du fonds du revenu consolidé ; la balance de l'amende appartiendra au percepteur du revenu de la pro-

vince, lequel cependant paiera la moitié de cette balance au dénonciateur, s'il y en a un.

2. Si elles sont imposées dans tout autre district de revenu, une somme égale au droit de licence que le défendeur aurait dû payer, avec dix pour cent y ajouté, sera payée au trésorier de la province, et formera partie du fonds de revenu consolidé ; la balance de l'amende appartiendra au percepteur du revenu de la province, lequel cependant payera la moitié de cette balance au dénonciateur, s'il y en a un.

M. le trésorier annonce que Son Honneur le lieutenant gouverneur a examiné ces résolutions et qu'il les recommande à la Chambre.

Après une courte délibération, la séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

Les projets de lois suivants sont définitivement adoptés dans les réglementaires :

Concernant la perception des frais d'entretien des aliénés.

Pour modifier de nouveau la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.

Pour modifier la loi des chemins de fer.

Pour modifier le code de procédure civile.

Pourvoyant au règlement définitif du fonds des écoles élémentaires.

Pour modifier et refondre les lois relatives aux jurés et jurys.

Les résolutions concernant les licences sont adoptées dans les formes réglementaires.

Un projet de loi, basé sur ces résolutions, est déposé sur le bureau de la Chambre.

Lors de la 2^e délibération sur le projet de loi pour modifier et refondre les diverses lois concernant l'étude de l'anatomie, M. Laberge propose l'amendement suivant :

“ Que cette Chambre veut adopter des mesures tendant à empêcher l'enlèvement des cadavres et de fournir d'une manière convenable, des sujets à l'anatomie, mais qu'elle n'est pas disposée à légaliser, comme le fait le projet de loi, le trafic immoral des cadavres.

Cet amendement est rejeté sans vote.

Le projet de loi est adopté.

M. Martel—*député de Chambly*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre l'honorable surintendant de l'instruction publique et le révérend M. G. D. Lesage, concernant la demande d'un octroi spécial pour le collège commercial et industriel de Chambly.

M. le président, les institutions sont chères à un peuple, elles ne sont pas idéales et problématiques. Les institutions ont leur vie, leur existence, elles ont quelque chose de tangible qui attire le respect, qui recueille les souvenirs, qui attache au sol. Elles contribuent à constituer ce qui est la patrie—et ceux qui fondent ces institutions sont reconnus et proclamés patriotes, amis, bienfaiteurs de leur pays.

Nos maisons d'éducation font la gloire de notre pays, et c'est avec droit que je puis ajouter qu'elles ont contribué grandement à former le cœur et à éclairer l'esprit de cette jeunesse intelligente qui est l'espoir de notre nation.

Le comté que j'ai l'honneur de représenter, possède une de ces maisons qui répondent aux besoins de notre époque, puisqu'on y enseigne l'application des sciences aux métiers, à l'industrie. A une période agitée de notre histoire, à la veille des événements dont les grands-monts ont éclaté en 1837, le clergé sentit qu'il fallait adoucir, éclairer, diriger le peuple justement irrité. Alors surgirent les collèges de Chambly, de Ste-Thérèse et de l'Assomption. Ces deux dernières institutions n'ont pas dévié de leur noble course. Les circonstances n'ont pas été aussi favorables à la fondation du révérend M. Mignault ; son programme a varié. Le corps des professeurs a été changé et l'œuvre, il faut l'avouer, n'a pas eu ce cachet de stabilité qui est le gage d'un succès complet ; néanmoins, des hommes illustres ont jeté un bien vif éclat sur cette maison. C'est d'elle que sont sortis des évêques illustres nommément les deux évêques Larocque, qui y ont laissé de bien glorieux souvenirs.

D'autres membres distingués du clergé et des citoyens éminents s'honorent du titre d'élèves du collège de Chambly, et tous reconnaissent en Messire Mignault, fondateur du collège de Chambly, un prêtre distingué, qui a grandement contribué à la gloire du nom canadien. Son presbytère, son collège recevaient fréquemment l'élite de la noble société française et anglaise. C'est au presbytère de Chambly, chez le bon Père Mignault, comme on aimait à l'appeler, que les premières familles canadiennes françaises venaient rencontrer les gouverneurs, qui tous rendaient hommage au prêtre édifiant, gracieux, qui dispensait

une si aimable hospitalité. C'est dans une de ces visites que l'un de ces illustres gouverneurs disait que Chambly était le jardin du Canada, et je puis ajouter qu'il y avait *de bien belles fleurs* dans le temps.

Aussi le nom de M. Mignault est-il connu et vénéré au loin. Un voyageur, un ami, récemment arrivé d'un voyage lointain, disait qu'à Londres, à Nice, en Egypte, il avait rencontré des ambassadeurs, de vieux colonels, d'anciens généraux qui avaient vécu au Canada, il y a plusieurs années ; ils avaient oublié bien des choses, bien des hommes, mais tous se rappelaient de M. Mignault. Son nom, son souvenir, son hospitalité proverbiale étaient encore vivaces.

Aux Etats-Unis, sa mémoire était encore en vénération. L'illustre évêque de Boston, plus tard, le cardinal de Cheverus, l'appelait son ami, l'avait nommé son grand vicaire, et il l'était pareillement pour toute la Nouvelle-Angleterre.

Dans une grave maladie, dont le révérend M. Mignault souffrit, en 1857, sept évêques vinrent des Etats-Unis le visiter et le consoler, entre autres, l'héroïque archevêque Hugues, de New-York.

C'est au nom de ce remarquable curé, au nom de tant d'évêques, de personnages distingués que je viens demander un octroi spécial ou une allocation plus forte pour cette maison d'éducation, pour le collège de Chambly, qui, dans le moment, remplit une lacune dans l'éducation, je veux parler de l'application des sciences aux métiers et à l'industrie. Nous avons à Chambly des manufactures, des usines, des ingénieurs civils pour le canal de Chambly. Là nos élèves peuvent aller apprendre, sur les lieux mêmes, les différentes branches de l'industrie et se préparer, tout en faisant leur cours commercial, l'état de vie qu'ils veulent embrasser.

J'ai vu avec plaisir l'action, l'encouragement du gouvernement à l'égard des écoles d'agriculture, et je le félicite de tout cœur sur les sommes d'argent qu'il veut affecter à l'agriculture. Mais il est une autre classe de la société, et c'est la plus nombreuse, qu'il ne faut pas oublier. C'est la classe industrielle, c'est la classe pauvre. Pourquoi le gouvernement ne viendrait-il pas en aide aux jeunes gens qui se destinent à l'industrie ? Le gouvernement aurait moins d'argent à donner qu'il ne le fait pour l'agriculture, et ferait autant de bien, s'il n'en faisait pas plus même. Le but du supérieur du collège de Chambly est de procurer aux élèves qui le fréquentent, une éducation pratique, commerciale et industrielle pour que, en quittant le collège, ces élèves trouvent un emploi convenable et un bon salaire.

En obtenant ce but, nous gagnerons un bon point, et le gouvernement qui nous aura aidés, gagnera par là même l'estime, la reconnaissance d'une très grande partie de la population, de la classe pauvre et industrielle, qui mérite à tous égards l'attention de tous les bons gouvernements. Et c'est alors qu'on pourra dire avec vérité que l'agriculture et l'industrie, comme deux sœurs jumelles, se donnent la main et travaillent de concert à l'avantage, à l'agrandissement et au progrès du pays.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St-Jean*.—Cette proposition, M. le président, évoque chez moi un souvenir affectueux que je demande à la Chambre la permission de lui communiquer. Le collège de Chambly est l'institution dans laquelle j'ai débuté dans mon cours d'étude. Il suffit de prononcer le nom de son fondateur, feu le révérend M. Mignault, pour rappeler à ceux qui l'ont connu un grand et noble exemple de dévouement à la cause de l'instruction. Ce vénérable prêtre dévoua, au succès de cette entreprise patriotique, tous ses talents et son énergie ; il consentit à subir les épreuves de la pauvreté, afin d'y consacrer généreusement le plus gros de ses revenus, en ne se réservant que le strict nécessaire.

Son successeur, le révérend M. Lesage, est le digne continuateur de ses sacrifices ; il se plaît à perpétuer les vertus et les bienfaits de son vénérable prédécesseur.

Je concours pleinement dans le témoignage que vient de rendre l'honorable député de Chambly en faveur de cette vieille et utile institution ; je suis heureux de saisir cette occasion pour rendre hommage à la mémoire d'un des pionniers de l'instruction publique dans cette province, et au zèle intelligent de celui qui se charge aujourd'hui de perpétuer son œuvre.

La proposition est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif aux compagnies d'assurance.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—Il y a huit ou dix jours j'ai reçu une note du ministre de la justice, me demandant de remettre l'adoption de ce projet de loi à la prochaine session, vu qu'il désirait avoir une conférence avec les gouvernements locaux pendant la vacance. En conséquence je demande le retrait de ce projet de loi.

Le projet est retiré.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. Frégeau—*député de Shefford*.—Dans le règlement de l'emprunt municipal, est-ce l'intention du gouvernement de prendre en considération la situation financière de certaines municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, et qui ont contracté des dettes considérables pour la construction de chemins de fer, ont enfreint les dispositions de l'article 978 du code municipal ; et dans ce cas, est-ce l'intention du gouvernement de faire une réduction sur l'emprunt municipal, en faveur de ces municipalités, de manière que leur dette soit en conformité du dit article du code municipal ?

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—Cette question demande une étude sérieuse et occupe en ce moment l'attention du gouvernement.

M. Carbray—*député de Québec-ouest*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire droit, pendant la présente session, aux porteurs des débentures de la commission des chemins à barrières de la rive Nord, conformément aux conclusions de la pétition présentée à cette Chambre.

M. le **Premier ministre**.—Non, ce n'est pas l'intention du gouvernement de régler, pendant la présente session, l'affaire des porteurs de débentures de la commission des chemins à barrières de la rive Nord, Québec.

Légalement, le gouvernement n'est pas responsable des embarras où se trouvent ces porteurs, mais en équité il se croit tenu d'étudier cette question à fond, pendant la vacance, pour voir jusqu'à quel point et comment il pourrait ou devrait intervenir pour rendre justice à ces porteurs de débentures.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—En procédant au règlement de l'emprunt municipal contracté par la paroisse de St-Michel, comté de Bellechasse, est-ce que le gouvernement a l'intention de tenir compte d'un quai, pour la construction duquel cette paroisse a contracté des dettes ? ce quai étant d'une utilité générale pour la navigation du St-Laurent. Le gouvernement de Québec a-t-il, dans ce cas, l'intention de venir au secours de la paroisse de St-Michel de Bellechasse, et de s'entendre avec le gouvernement fédéral, qui se propose de rembourser au gouvernement de l'Île du Prince-Edouard, une somme dépensée pour la construction des quais ?

M. le **Trésorier**.—Le gouvernement n'a pas encore reçu le rapport du commissaire nommé pour le règlement du fonds d'emprunt

municipal sur la dette de la paroisse de Saint-Michel de Bellechasse. Le gouvernement s'occupera de cette question aussitôt que la production du rapport aura fait connaître les faits, et, s'il y a lieu, il appuiera la réclamation de la paroisse de Saint-Michel de Bellechasse, auprès du gouvernement fédéral.

M. Rinfret dit Malouin—*député de Québec-centre*.—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre fin à l'arrangement, en vertu duquel il paie à la corporation de Québec, pour six hommes de police, à condition qu'elle lui en fournisse douze, dans les cas de troubles hors de la ville, et pour agir comme constables à la cour criminelle. Et si, oui, pourquoi le gouvernement en est-il venu à cette détermination ?

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Le gouvernement a décidé, dans un but d'économie, de mettre fin à cet arrangement.

M. Charlebois—*député de Laprairie*.—En procédant au règlement du fonds d'emprunt municipal, est-ce l'intention du gouvernement de tenir compte aux différentes municipalités, des sommes dépensées par elles, pour des travaux ou des entreprises qui ont plus bénéficié le public en général, que les municipalité concernées :

M. le **Trésorier**.—Cette question mérite et recevra la sérieuse attention du gouvernement.

L'honorable **M. Garneau**—*député de Québec*.—Depuis le 2 février dernier, le gouvernement a-t-il insisté auprès de la compagnie du chemin de fer du Nord, pour lui faire exécuter les travaux mentionnés dans la cédule A et B du contrat de vente du dit chemin, conformément à ses obligations envers la province et la cité de Québec.

M. le **Secrétaire**.—Oui.

Le commissaire des chemins de fer a insisté auprès du président de la compagnie du chemin de fer du Nord, pour l'exécution immédiate des travaux en question, et lui a écrit pour savoir immédiatement quels progrès avaient été faits dans le but de compléter ces ouvrages.

Le secrétaire de la compagnie a répondu que les travaux sont sous contrat, les matériaux en préparation et que les ouvrages seront exécutés aussitôt que la saison le permettra, avec toute la célérité possible.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du lundi, le 26 mars, 1883.

SOMMAIRE :—Adoption de divers projets de lois et de diverses propositions relatives au dépôt de documents d'intérêt public.—Délibération sur le budget supplémentaire : MM. Würtele et Mercier.—Délibération sur un projet de loi relatif à l'indépendance des membres de la Législature.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE L. O. TAILLON.

La séance est ouverte à onze heures et dix minutes.

Le projet de loi pour modifier la loi concernant le barreau de la province est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. **Pâquet**—*député de Lévis*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les administrateurs de " l'Olympian Institute " de Boston, au sujet de la grande exposition de produits étrangers qui doit se tenir dans la capitale de l'Etat du Massachusetts, en septembre prochain.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la commission et certificat d'enregistrement d'icelle, nommant, en 1879, Félix Fortier, avocat, (alors greffier du Conseil exécutif) à la charge de député lieutenant gouverneur, pour signer les mandats d'argent; copie de la démission du dit Félix Fortier, de la dite charge de député lieutenant gouverneur, si pareille démission a été offerte; copie de tout acte ou document par écrit acceptant telle démission et copie de tout arrêté du conseil révoquant l'arrêté du conseil de 1879, plus haut cité. Etat indiquant le nombre de mandats d'argent signés par le dit Félix Fortier, après sa mise à la retraite, principalement en juillet ou août 1882; qui avait objecté à ce que ces mandats fussent signés par G. Grenier, écuyer, alors député lieutenant gouverneur, en l'absence du dit Félix Fortier.

(Cette proposition est adoptée).

J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur

le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre :

1. Copie de la requête de Félix Fortier, en date du 14 décembre 1881, demandant sa mise à la retraite, en vertu de la 40^e Vict., Chap. 10.

2. Copie des rapports de l'honorable premier ministre en 1881, avec copie officielle des arrêtés du conseil Nos. 93 et 94, du 17 mars 1882.

3. Copie du mémoire des états de service du dit Félix Fortier, en date du 27 février 1882, au premier ministre, à l'appui de sa réclamation pour la pension annuelle de \$1620, à lui due en vertu de la 40^e Vict. Chap. 10.

4. Copie de la lettre de janvier 1882, du dit Félix Fortier, au susdit premier ministre, au sujet de la perte de \$232 d'arrérages, par certain compromis proposé dans l'intérêt du gouvernement.

Cette proposition est adoptée.

M. Trudel—*député de Champlain*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie des documents relatifs aux diverses transactions qui ont eu lieu entre le gouvernement et Alexis Proteau, au sujet de certains lots de terre accordés par le gouvernement à Alexis Proteau et autres, dans le collège électoral de Champlain.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable **M. Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre :

1. Copie de toute requête, correspondance, etc., adressées, depuis un an, par les porteurs de débentures de chemins à barrières de Québec, au gouvernement de cette province, touchant le paiement, par ce dernier, du montant en capital et intérêt de ces débentures.

2. Copie de toute réponse donnée par le gouvernement à toute telle requête ou demande, et copie de tous rapports et arrêtés du conseil qui peuvent avoir été adoptés sur ce sujet.

Cette proposition est adoptée.

M. Rinfret dit Malouin—*député de Québec-centre*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de tous arrêtés du conseil, papiers, correspondances et documents, entre le gouvernement et la corporation de Québec, au sujet de l'entretien à frais communs, d'un certain nombre d'hommes de police.

Cette proposition est adoptée.

M. Laberge—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie du rapport du département des terres de la couronne et l'arrêté du conseil, mettant P. L. Morin à sa retraite, les divers mémoires présentés en faveur et contre l'émission de mandats d'argent pour payer la pension du dit P. L. Morin, fixée par l'auditeur de la province ; copie de toutes les correspondances du député lieutenant gouverneur pour signer les mandats au sujet de cette pension ; copie de l'arrêté du conseil passé en 1855, acceptant la démission du dit P. L. Morin, alors employé du département des terres de la couronne ; copie de l'arrêté du conseil nommant le successeur du dit Morin au lieu et place de ce dernier ; avec un état du terme que le dit Morin a été employé par la commission de la tenure seigneuriale et payé sur un fonds spécial voté pour cette commission, entièrement distincte du département des terres de la couronne ; et copie de tous documents ayant rapport à l'octroi de cette pension.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable **M. Mercier**.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie du rapport fait au Conseil exécutif, en 1880-81, et de l'arrêté du conseil fait sur ce rapport déclarant que l'absence d'un vote de la Chambre, n'affecte pas la 40^e Vict., chap. 10, qui était une autorité suffisante, d'après l'acte du trésor, pour le payement de tous les salaires des officiers et employés du service civil, sans que ce montant ne fût inclus dans le budget, tel arrêté du conseil affirmant que les salaires des sous chefs de \$2,400 étaient dûs, nonobstant la révocation de l'arrêté du conseil de 1878.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre.

1. Copie du compte présenté par Félix Fortier ex-greffier du Conseil exécutif, pour arrérages de son salaire, depuis le 1^{er} août 1878 au 23 avril 1881, en vertu de la 40^e Vict., chap. 10, etc.

2. Copie des entrées faites sur le dit compte, par l'auditeur, et de l'ordre de renvoi de cette réclamation aux officiers en loi de la couronne.

3. Copies des lettres du dit Félix Fortier, des 23 et 30 avril 1881, à l'auditeur, au sujet du dit compte.

4. Copie du factum à l'appui du dit compte produit avec ces dernières lettres.

5. Copie d'une lettre de Félix Fortier à l'auditeur, en date du 2 mai 1881, appelant d'une décision personnelle de l'honorable trésorier, avec l'entrée sur l'original No. 2710 81 d'un renvoi aux officiers en loi de la couronne.

6. Copie d'une lettre de l'auditeur, à Félix Fortier, du 2 mai 1881, No. 3296 sur 2682-2710, accusant réception des documents transmis, à l'appui du dit compte.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, une vraie copie officielle de l'arrêté du conseil, du 3 janvier 1868, ou autre date du dit mois de janvier, ordonnant que le greffier du Conseil exécutif remplirait la charge de député lieutenant gouverneur, pour la signature des mandats d'argent mentionnés dans la 28e section de la 31 Victoria, chap., 9, et ce, sans rémunération ; aussi vraie copie de l'arrêté du conseil passé, en 1882, après le 31 mai, ordonnant qu'un salaire de \$400, soit ou serait payé au titulaire de la dite charge de député lieutenant gouverneur ; aussi vraie copie de l'arrêté du conseil nommant Jos. A. Defoy, écuyer, greffier en exercice du Conseil exécutif, ou de tout autre document recommandant ou nommant le dit Jos. A. Defoy, député lieutenant gouverneur pour signer les mandats d'argent, en vertu de la dite section 28, 31 Victoria, chap., 9 ; aussi copie des arrêtés du conseil ou de tout autre instrument officiel, antérieur ou postérieur au 31 mai 1882, nommant Gustave Grenier, écuyer, député greffier du Conseil exécutif depuis plusieurs années, à la dite charge de député lieutenant gouverneur, pour la signature des dits mandats d'argent, avec copie des deux commissions émises en sa faveur, pour l'exercice de la dite charge.

Cette proposition est adoptée.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau, copie du rapport et l'arrêté du conseil recommandant le paiement d'une somme de douze cents piastres ou environ, à Louis Giard, écuyer ci-devant secrétaire du département de l'instruction publique, avec un état des services rendus, de l'époque où ils furent rendus ; pendant quel temps ; à quel taux ; avec

copie du rapport et arrêtés du conseil, recommandant la mise à la retraite du dit Louis Giard.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie des rapports départementaux ou arrêtés du conseil, accordant à H. H. Miles, assistant secrétaire du département de l'instruction publique, certains arrérages de salaire, augmentation de salaire, indemnité, durant ou avant l'année, pendant laquelle le dit Miles a été mis à la retraite, avec ensemble les différentes lettres du dit Miles réclamant un salaire plus élevé; copie des rapports faits par l'honorable M. Lynch sur diverses demandes du dit H. H. Miles, et copie des divers arrêtés du conseil ou décisions intervenues sur ces demandes et sur la mise à la retraite du dit H. H. Miles.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toutes pétitions, mémoires ou lettres adressés par certaines compagnies de chemins de fer au gouvernement ou à aucun de ses membres, représentant qu'elles ne retirent aucun avantage de la loi 45, Vict., chap. 23, vu les restrictions contenues dans le 3^e article de la dite loi.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de tous les arrêtés du conseil, et de toute correspondance, au sujet de la résidence des juges de Gaspé et de Bonaventure, et de la tenue des termes des cours, dans ces comtés et aux Iles de la Madeleine, depuis 1877.

(Cette proposition est adoptée.)

J'ai aussi l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre : 1. Copie des requêtes, résolutions et lettres transmises au gouvernement par les municipalités du collège électoral de Gaspé, touchant la question des contributions aux fonds de bâtisse et de jurés ;
2. Copie de la lettre ou du mémoire, en date du 22 décembre 1882, adressé à l'honorable trésorier de la province, par le député du collège électoral de Gaspé, à l'Assemblée législative de la province de Québec,

au sujet du paiement des contributions aux fonds de bauxse, et de jurés et de l'interprétation des statuts qui s'y rapportent.

3. Copie du rapport fait par la commission nommée en 1875, par le gouvernement de la province, pour s'enquérir de cette question.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

(Séance de l'après-midi.)

La séance est ouverte à trois heures et demie.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1883, demandant copie : 1. des contrats actuellement en vigueur entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile de Beauport, de Saint Jean de Dieu et de Saint-Ferdinand d'Halifax, relativement à la garde, à la pension et à l'entretien des aliénés.

De tout arrêté du conseil, rapport et correspondances au sujet de ces contrats, des modifications à leur faire ou de leur renouvellement.

3. Un état indiquant le nombre d'aliénés actuellement détenus dans chacun de ces asiles.

4. La liste des municipalités qui ont payé pour la garde des aliénés, depuis la mise en force de la 43-44 Vict., chap. 14, et le montant payé chaque année, depuis cette époque par les municipalités et les noms des aliénés pour lesquels ces sommes ont été payées.

5. Le nombre des détenus dans chaque asile, pour lesquels les parents payent en partie la pension, et le montant payé dans chaque cas, par la famille.

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1883, demandant un état indiquant, séparément, année par année, depuis le premier août 1880, jusqu'au premier février de cette année le nombre d'aliénés établis dans nos asiles, le nombre d'aliénés qui payent toute leur pension soit par eux-mêmes, soit par leur obligé ; le nombre de ceux qui n'en payent qu'une partie ; le nombre de ceux dont la pension est payée, soit par les municipalités ou par le gouvernement. Le montant des sommes payées à lui et des sommes non payées par les particuliers ou leur obligé et par les municipalités. Aussi toutes correspondances échangées entre les particuliers, les municipalités et le gouvernement, relatives à l'introduction des aliénés dans nos asiles.

M. Duhamel—*député d'Ottawa*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre :

1. Copie des arrêtés du conseil, nommant Félix Fortier, clerc dans le département des terres de la couronne, et quel salaire il devait recevoir ;

2. Copie de la démission de Félix Fortier, comme clerc dans le département des terres de la couronne, pour accepter l'agence de la seigneurie de Lauzon et la surintendance des grèves et des lots situés en eau profonde.

3. Un état détaillé, indiquant le nombre d'années qu'il a été employé dans le département des terres de la couronne et quel salaire il y a reçu ;

4. Copie de l'arrêté du conseil, nommant Félix Fortier, surintendant des grèves et des lots situés en eau profonde et agent de la seigneurie de Lauzon, et aussi, un état détaillé indiquant le montant qui fut payé comme commission, déboursés et autrement, au dit Fortier, tandis qu'il avait cet emploi.

5. Un état détaillé indiquant, année par année, combien il fut payé par année, au dit Félix Fortier, pour commission, relativement à cette agence.

6. Un état détaillé, indiquant le nombre de poursuites intentées par Félix Fortier, pour la perception des rentes dues à la seigneurie, et pour quel montant chacune ;

7. Un compte détaillé des sommes reçues par lui, comme témoin, dans les causes où il a comparu, en sa dite capacité d'agent ;

8. Copie de l'arrêté du conseil, nommant Félix Fortier, greffier du Conseil exécutif en octobre 1867 ;

9. Un état détaillé indiquant, quel était le montant du salaire payé au dit Félix Fortier, du 1^{er} mars 1868 au 1^{er} mars 1882 ;

10. Un état détaillé, indiquant quelle somme ou quelles sommes furent payées au dit Félix Fortier, depuis le 1^{er} novembre 1867 au 1^{er} juillet 1882, pour services surnuméraires, et la nature de ces services, et à même quels fonds ces paiements furent faits ;

11. Copie de l'arrêté du conseil, nommant Félix Fortier, député lieutenant gouverneur pour signer les mandats d'argent, et quelle somme il a reçue ensuite pour services rendus en cette capacité ;

12. Un état détaillé, indiquant le nombre d'années que Félix Fortier a servi dans le gouvernement du Canada, comme clerc permanent et le nombre d'années qu'il a été employé comme surnuméraire.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. Mercier dépose un projet de loi pour modifier la loi 40 Victoria, chapitre 9, de manière à rendre le service civil moins dispendieux et plus efficace.

La deuxième délibération sur ce projet de loi est renvoyée à la troisième séance.

L'honorable M. Flynn dépose un projet de loi pour abroger les articles 2 et 3 de la loi 45 Victoria, chapitre 25, concernant les fonds de bâtisses et de jurés.

La deuxième délibération sur ce projet de loi est renvoyée à la troisième séance.

Le rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec pour l'année 1882, est déposé sur le bureau de la Chambre.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

Le projet de loi concernant les droits de licences imposés pour prélever des revenus pour les besoins de la province est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour expliquer la loi pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

L'honorable M. **Mousseau**—*député de Jacques-Cartier, premier ministre et procureur général*.—M. le président, ce projet de loi contient deux dispositions bien distinctes. En premier lieu, celle relative à l'acceptation par un membre de la Chambre haute, d'honoraires ou émoluments quelconques pour services rendus à la couronne.

Notre législation sur la matière va trop loin à mon avis, car elle embrasse une disposition que le parlement fédéral ne s'est pas cru justifiable de faire relativement aux sénateurs. Ici la loi s'applique avec une égale rigueur aux conseillers législatifs comme aux membres de cette Chambre, et cependant à Ottawa, comme je l'ai dit, on fait sagement une distinction. La conséquence de cet état de choses, c'est que nous créons aux membres du Conseil une position inférieure à celle

qu'occupent les sénateurs représentant à Ottawa la province de Québec. Or la Législature n'avait pas le droit de faire cette loi.

On me dira peut-être qu'il n'y a pas de nécessité de modifier la loi et que le gouvernement pourrait se contenter de suivre les précédents que nous offre la pratique parlementaire anglaise. Ainsi—et c'est là un précédent tout récent—nous avons l'affaire Palmer. Ce monsieur, député au parlement anglais, ayant agi comme avocat, dans les intérêts de Sa Majesté britannique, près la commission des pêcheries siégeant à Genève, fut récompensé pour son travail, par un vote du parlement, lui donnant un cadeau de vingt ou vingt-cinq mille louis sterling. De fait on ne violait pas la loi sur l'indépendance du parlement, mais je dis, M. le président, que c'est là un système déplorable, je suis même porté à dire que c'est une pratique immorale et inconstitutionnelle.

Il est beaucoup plus sage de définir la règle de conduite que nous devons suivre dans ces cas, plutôt que de recourir au mode qui a été suivi par la Chambre des communes en Angleterre dans la circonstance que je viens de rappeler. La deuxième partie du projet est énoncée dans le 3e paragraphe de l'article premier : Voici le texte de ce paragraphe :

“ Les dispositions ci-dessus ne seront pas non plus interprétées comme défendant à aucun membre de la Législature, de siéger aux frais de la province, dans des commissions royales d'une nature temporaire, sur toutes matières dont l'Assemblée législative aura par résolution, autorisée par la couronne, recommander l'examen et l'étude.”

C'est une nouvelle disposition dans notre législation, mais elle n'est pas contraire à l'esprit de notre constitution. La pratique en Angleterre a reconnu ce principe et Todd, dans son ouvrage, édition de 1869, aux pages 246, 247 et 345, 346 le dit carrément. Avec la permission de la Chambre, je vais lire ce qu'en pense cette autorité en droit parlementaire et comment il pose le principe que je veux introduire dans nos lois :

“ In addition to the great administrative boards which form part of the executive government of the empire, Parliament has sanctioned the appointment, from time to time, of various minor boards, or commissions, to whom particular branches of administration have been assigned which require special knowledge in the persons instructed with their guardianship. These commissions are usually appointed by the Crown during pleasure. But after their utility has

“ been tested by experience they are generally clothed by Parliament
“ with additional powers, and made permanent.

“ As a general rule, all statutory commissioners who are paid for their
“ services are expressly declared to be ineligible to seat in the House
“ of Commons, although a direct enactment to this effect is unnecessary,
“ because all new offices of profit disqualify the incumbents
“ thereof under the status of Ann. These disqualification would not,
“ of course, apply to an unpaid commissioner. Temporary commissions,
“ moreover, appointed by the crown to investigate a particular
“ matter, do not disqualify, and it has not been uncommon to appoint
“ members of the House of Commons to serve thereon.

“ Since the revival of the Reform question in 1852, the true principles
“ of parliamentary representation have become better understood
“ and great increasing value is now attached to the representation, in
“ both Houses of parliament, of prominent and important commissions
“ appointed by the crown, or by statute, whether for instituting inquiries
“ into special subjects, with a view to future legislation thereon,
“ or for the direct fulfilment of certain public trusts, whenever a commission
“ includes one or more members of either House, satisfactory
“ information can be afforded in reply to question as to the conduct
“ and progress of a particular investigation, and, in the case of a statutory
“ commission, the Legislature are enabled to satisfy themselves
“ that the commissioners are discharging their duty in accordance with
“ the trust which the Legislature has confided to them. Moreover, after
“ the presentation of their report, if the conclusions of the commissioners
“ are impugned, the actual presence of one of their member
“ in parliament would be most serviceable, in explaining or justifying
“ their conduct, instead of leaving their defense to be undertaken, at
“ second hand, by a minister of the crown.”

Plus loin à la page 345. Todd revient sur le même principe et dit :

“ In the preparation of measures to be submitted for the consideration
“ of Parliament, and in the conduct of public enquiries into matters
“ which require the action of the executive government, it is necessary
“ that the ministers of the crown should be able to avail themselves
“ of competent assistance from every quarter, in collecting accurate
“ information upon all public questions.

“ So far as the preparation of legislative measures is concerned, the
“ time of cabinet ministers is unavoidably so much engrossed by their
“ official functions, that there are very few of them who can give their

“ attention to a great subject, and look at the consequences to the
“ country of the measures which are adopted. With a view to afford
“ substantial assistance to government in this direction, it has been
“ customary of late years for select committees to be appointed by the
“ House of Parliament, either at the suggestion, or with the concur-
“ rence of ministers, to investigate various important public questions
“ upon which legislation founded upon evidence is necessary. But a
“ resort to parliamentary committees in such cases is sometimes objec-
“ tionable, as it may tend to diminish the responsibility which properly
“ belongs to the advisers of the crown. This method of enquiry, more-
“ over, is open to the inconvenience of having to be conducted under
“ the pressure and distraction of other parliamentary duties : and it has
“ often happened that after a protracted investigation into a particular
“ subject, a parliamentary committee has been obliged to abandon the
“ attempt to complete the enquiry to its own satisfaction, and has recom-
“ mended that a royal commission should be appointed, who could
“ bestow a more thorough and undivided attention upon it.

“ Preliminary enquiries by a royal commission are of inestimable
“ service to the working of parliamentary government. Besides affording
“ peculiar facilities for ascertaining facts, they frequently bring to light
“ a mass of information upon the subject in hand which could be
“ obtained in no other way, and the report of an able and impartial
“ commission is often of the highest value in the instruction and
“ enlightenment of the public mind. The question of pauperism and
“ poor-law administration, of crime and penal administration, of pesti-
“ lence and sanitary legislation and on the evils attendant on excessive
“ manufacturing labor, are conspicuous instances of the effects of commis-
“ sions of enquiry in reversing a very main principle, and almost every
“ assumed chief elementary facts, on which the general public, parlia-
“ mentary committees, and leading statesmen, were prepared to legislate.

“ It is not only as being directly helpful to ministers of the crown in
“ the preparation of their legislative measures, but also as a mean for
“ the impartial investigation of every class of question upon which the
“ crown or parliament need to be informed, that recourse may appro-
“ priately be had to a royal commission. ”

Ainsi, M. le président, ces citations prouvent que la pratique en Angleterre a été de nommer même des membres du parlement pour faire partie de commission spéciale chargée d'étudier une question en particulier ou de faire une enquête sur tel et tel faits.

Je crois qu'il serait sage et dans l'intérêt public d'introduire ce principe reconnu comme bon dans notre législation.

Je propose que le projet de loi soit adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Irvine**—*député de Mégantic*.—L'honorable premier ministre nous propose de modifier la loi relative à l'indépendance des membres de la Législature. La loi que l'on propose de modifier a été votée en 1872, la majorité étant composée de conservateurs comme aujourd'hui. Je me demande s'il y a quelque grave raison d'intérêt public qui exige de la part du parti conservateur, ce sacrifice d'opinion sur une matière de principe.

L'honorable premier ministre nous a cité le cas de Sir Palmer. En premier lieu il ne faut pas oublier que là on a des moyens considérables et que dans le cas particulier cité par le chef du gouvernement, il y avait ceci pour éloigner tout soupçon : Palmer jouissait d'une riche clientèle, lui rapportant des milliers et des milliers de louis. Dans ces circonstances il aurait été ridicule de penser que cet avocat distingué pouvait se laisser influencer par le vote du parlement. Ici, nous n'avons pas l'avantage de jouir de grande fortune, et c'est là pour moi l'une des raisons qui doit nous engager à nous mettre le plus possible à l'abri du moindre soupçon. Déjà nous avons entendu assez murmurer des choses suspectes au sujet du vote relatif à la vente du chemin de fer, sans que nous allions donner, par une loi de ce genre, de la consistance à ces soupçons timides. Il va de soi que je ne dis rien contre M. Lacoste personnellement. C'est un confrère que je respecte beaucoup et dont les talents et les connaissances légales font honneur au barreau. Mais ce dont il s'agit c'est de la politique du gouvernement, et celle-là ne me dit rien de bon.

L'honorable M. **Beaubien**—*député de Hochelaga*.—M. le président, je ne comprends pas pourquoi on fait une différence entre les membres du conseil législatif et les députés à l'Assemblée législative. D'après ce que nous en savons, il paraîtrait qu'il serait suffisant de garnir le conseil d'avocats capables pour se permettre de tout faire. C'est là un nouveau système qui serait très déplorable s'il était mis sérieusement et continuellement en pratique. On nous demande de modifier la loi de manière à avoir des comités siégeant pendant la vacance. Je me demande combien nous allons en avoir de ces comités ? Car enfin il faut avoir quelque chose pour nous guider.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—Je regrette,

M. le président, que l'honorable premier ministre ne nous ait pas expliqué les raisons qui l'engagent à modifier la loi de 1872 sur l'indépendance des membres de la Législature, en ce qui concerne le Conseil législatif. Il nous a seulement laissé entrevoir l'inconstitutionnalité résultant de notre loi de 1872, en ce qu'elle touche aux membres de la Chambre haute, contrairement à la législation fédérale sur le même sujet, qui n'affecte en rien les membres du Sénat. En réponse à cette objection, je dirai que notre loi existe depuis 1872 et jamais il n'est venu à l'idée du gouverneur général en conseil d'y opposer son *veto* constitutionnel. Non, M. le président, il vaut autant dire la vérité toute nette. Cette loi est proposée pour couvrir un cas bien connu, celui de l'honorable M. Lacoste, qui était l'an dernier l'avocat du gouvernement et ensuite de la compagnie du chemin de fer du Nord. On dit aussi que l'on veut, à l'ombre de cette loi, nommer une commission qui aidera M. le président à faire une codification du règlement. Mais je prétends que ce projet contient un principe dangereux que la Chambre doit repousser. Je propose le renvoi à six mois.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Je ne puis voter le renvoi à six mois, parce que j'ai l'intention de proposer des amendements en comité qui, s'ils sont acceptés, rendront le projet très acceptable. Si on ne le change pas du tout, je me réserve de voter contre, sur la réception du rapport du comité,

La proposition de l'honorable M. Mercier est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beauchamp, Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Trudel.—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Faucher de St-Maurice, Flynn, Frégeau, Garneau, Gauthier, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Marcotte, Martel, Martin, Mousseau, Nantel, Pâquet, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Sawyer, Spencer, St-Hilaire et Würtele.—37.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité général, et après une courte délibération, le comité demande à siéger de nouveau demain.

L'honorable M. Mercier propose que le comité ne siège que dans six mois.

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beauchamp, Bernard, Bernatchez, Demers,

Gagnon, Laberge, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin, Shehyn et Trudel.—12.

Ont voté contre :—MM. Asselin, Audet, Beaubien, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Carbray, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Duhamel, Dumoulin, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lavallée, LeBlanc, Leduc, Marcotte, Martel, Martin, Mousseau, Pâquet, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Spencer, St. Hilaire et Würtele.—34

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'ordre du jour appelle la délibération sur la résolution suivante :

Que, immédiatement après la mise en force de l'acte qui sera basé sur la présente résolution, le lieutenant gouverneur en conseil pourra mettre de côté comme terre à bois toutes les terres non concédées de la couronne actuellement sous licence pour la coupe de bois, excepté les parties de ces terres sous licence sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand et qui sont susceptibles de défrichement et aussi telles autres parties de terres concédées de la couronne que le lieutenant gouverneur en conseil, sur la recommandation du commissaire des terres de la couronne, pourra juger à propos de mettre de côté, et que aussitôt que l'arrêté du conseil ou les arrêtés du conseil mettant de côté ces terres à bois auront été publiés dans la *Gazette Officielle de Québec* et à compter de la date de cette publication, aucun terrain compris dans le territoire ainsi mis à part ne sera vendu pour les fins du défrichement jusqu'à l'expiration d'au moins dix ans et alors non plus, tant qu'il ne sera pas établi à la satisfaction du lieutenant gouverneur en conseil qu'une partie ou que la totalité de ce territoire n'est plus propre à la production et à la culture des bois et peut être livrée avec avantage au défrichement.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Bien que j'approuve de tout cœur ce qui peut tendre à la protection de notre richesse forestière, je suis persuadé que le gouvernement va plus loin qu'il n'avait l'intention de le faire. Si cette résolution est adoptée telle qu'elle est rédigée, cela aura pour résultat de retarder la colonisation d'une douzaine d'années au moins. On propose, c'est là le point faible, de mettre de côté les cantons forestiers sous licence, eh ! bien ces cantons renferment les meilleurs terres de la province. Telle que je comprends ce projet de législation, les colons ne pourront prendre ces lots d'ici à dix ans, or c'est une mesure retrograde plutôt que de progrès.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—Je comprends que l'intention du gouvernement est de protéger les régions où croît le bois de pin. Or il est universellement reconnu comme une vérité que ces régions ne renferment pas de terres arables.

L'honorable M. **Flynn**.—Le congrès forestier n'a jamais demandé au gouvernement de mettre de côté comme réserves tous les cantons forestiers. Je suis convaincu que ce que voulait le congrès et ce que désirait probablement le gouvernement c'est que toutes les terres impropres à la culture, qu'elles fussent ou non comprises dans les districts sous licence, fussent mises de côté comme réserves forestières. Et à cela je ne verrais assurément aucune objection.

M. **Sawyer**—*député de Compton*.—Je partage l'opinion exprimée par l'honorable député de Gaspé, car si nous allions adopter ce texte de la résolution, cela équivaldrait à déclarer que la colonisation ne doit plus se faire pendant la prochaine décade. J'espère que le gouvernement étudiera de nouveau cette question.

M. **Duhamel**—*député d'Ottawa*.—M. le président, l'adoption et la mise en opération de cette résolution serait une source de difficultés considérables pour le gouvernement, beaucoup plus qu'il ne se l'imagine. Ainsi, par exemple, les porteurs de licence pourront prétendre—et avec raison—que les bois durs sont du bois marchand, et dans ce cas le gouvernement se trouvera les mains liées et il sera obligé d'empêcher les colons de prendre des terres sur lesquelles croît ce bois, et cependant se sont les meilleures terres de la province.

Je crois que le mieux que nous avons à faire c'est de remettre la délibération à un jour ultérieur, afin de nous permettre d'étudier la question davantage.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—“ M. le président, je regrette beaucoup que ces résolutions nous soient soumises dans leur teneur actuelle, et j'ose espérer que l'on n'en pressera pas l'adoption avant l'arrivée de l'honorable commissaire des terres de la couronne.

A l'heure qu'il est, on peut dire d'une manière certaine que l'œuvre de la colonisation est entravée de plusieurs manières, et surtout par la protection exagérée que l'on accorde aux marchands de bois.

Par les résolutions actuelles, on veut ni plus ni moins empêcher le colon de choisir son lot où il voudra. Il me semble que le colon a déjà assez d'obstacles de toutes sortes sans qu'on vienne encore ajouter celui-ci, le plus grave de tous. On ne devrait adopter que deux règle-

ments, concernant la vente des terres de la couronne, règlements que l'on a heureusement commencé à mettre à exécution. L'explorateur du gouvernement devrait, premièrement, mettre de côté toutes les terres impropres à la culture pour en faire des réserves à bois ; deuxièmement, il devrait mettre aussi de côté toutes les terres propres à être colonisées pour en recommander l'arpentage et la vente aux colons.

Il ne faut pas empêcher, pour 10 ans, que certaines terres ne puissent être ni arpentées, ni livrées à la colonisation : ce serait un coup de la plus haute gravité pour notre grande œuvre nationale.

La loi de l'année dernière pour empêcher la coupe du pin ne protège pas assez le colon, et j'espère qu'on l'amendera plus tard. Il faudrait que le pin réservé eut 18 pouces de diamètre sur souche.

Dans tous les cas, je ne pourrais certainement pas voter pour les résolutions telles qu'elles sont. Elles n'ont pas la portée qu'elles devraient avoir dans un sens, et, dans un autre sens, elles vont trop loin.

M. Trudel—*député de Champlain*.—M. le président, cette question est très importante, et la session tire à sa fin.

Je crois qu'il serait plus sage pour le gouvernement de remettre la solution de cette question à la prochaine session.

(Il est décidé d'attendre le retour à la capitale, de l'honorable M. Lynch, pour poursuivre cette délibération.)

L'honorable M. **Wurtele**—*député de Yamaska, trésorier de la province*.—M. le président, j'ai l'honneur de vous transmettre, un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

M. le **Président**.—Un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative, de nouveaux crédits supplémentaires pour certaines dépenses, requises pour le service public de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1883, et des crédits supplémentaires pour certaines dépenses, requises pour l'exercice finissant le 30 juin 1884.

Et conformément aux exigences de la cinquante quatrième section de l'acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, il recommande ces crédits supplémentaires à la considération de la Chambre.

(Signé) THÉODORE ROBITAILLE.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 26 mars 1883.

M. le **Trésorier**.—En soumettant le budget supplémentaire additionnel des dépenses pour l'exercice en cours, et le budget supplémentaire de dépenses pour l'exercice prochain, je dois donner à la Chambre quelques explications sur les crédits qui y sont contenus.

Voici les détails du budget supplémentaire additionnel de l'exercice en cours.

1. Conseil législatif.

Salaires et dépenses contingentes.....\$ 3,000 00

2. Assemblée législative.

Salaires et dépenses contingentes..... 10,000 00

4. Elections..... 1,000 00

4. Supplément pour la publication des débats..... 500 00

5. Indemnité réclamée par un acquéreur de coupes
de bois à raison de dommages résultant de la
défectuosité des arpentages.....\$16,000 00

\$30,500 00

Les deux premiers articles sont nécessités, d'abord par la quantité d'impressions ordonnées, et ensuite par la longueur de la session. Le troisième article est pour subvenir à l'insuffisance du crédit voté pour les frais d'élections partielles.

Le supplément à l'allocation accordée à M. Alphonse Desjardins, pour la publication des débats de la Législature durant la session de 1882, est demandé par suite de l'opinion généralement exprimée que la somme de \$2,500 était insuffisante pour un travail aussi considérable que celui de la rédaction et de la publication des débats d'une si longue session.

Le dernier article est destiné à permettre au gouvernement de payer les dommages soufferts par M. Joseph Smith, en conséquence de la défectuosité de l'arpentage des "limites" qui lui furent concédées sur la rivière du Moine en l'année 1870. On trouve dans les documents de la dernière session une réponse à un ordre de cette Chambre, dans laquelle sont mentionnées toutes les circonstances qui se rattachent à cette réclamation, dont la justice a été reconnue par les officiers du département. Ce monsieur vient de consentir à accepter \$15,500 pour solde de sa réclamation ; ainsi le montant devra être réduit à ce dernier chiffre.

Les quatre premiers montants, s'élevant à \$14,500, font partie de la dépense ordinaire et porteront le déficit prévu du présent exercice de \$28,817.09 à \$43,317.09 ; mais la somme que nous devons recevoir

du gouvernement fédéral, si nous pouvons arriver à un règlement avant la fin de cette année fiscale, sera bien plus que suffisante pour combler ce déficit.

L'indemnité réclamée par M. Smith devra être payée à même l'emprunt.

Permettez-moi de vous soumettre un état comparatif des évaluations des dépenses pour les services de l'exercice actuel, augmenté des chiffres du budget supplémentaire additionnel.

TITRES.	DÉPENSES.	
	Evaluation de 1882.	Besoins actuels.
Dette publique	\$884,932 53	\$884,932 53
Législation	172,837 00	188,281 68
Gouvernement civil	201,409 00	201,809 00
Justice	442,474 00	446,974 00
Instruction publique	344,955 00	354,457 00
Institutions littéraires et scientifiques ..	14,960 00	14,960 00
Arts et manufactures	10,000 00	10,000 00
Agriculture	89,350 00	89,350 00
Immigration	15,000 00	15,000 00
Colonisation	74,000 00	84,000 00
Travaux publics	161,280 00	181,766 90
Asiles d'aliénés	232,000 00	232,000 00
Charités	67,780 00	69,405 00
Dépenses diverses	30,000 00	30,923 10
Régie et perception du domaine public.	139,035 00	139,035 00
Régie des services des timbres et des licences	10,000 00	20,000 00
Police du revenu	6,000 00	6,000 00
Gazette officielle	13,200 00	13,200 00
Pensions du service civil	10,000 00	13,000 00
Fonds de municipalités	4,000 00	4,000 00
Total	\$2,923,213 53	\$2,999,094 21

Prévision révisée de la dépense.....\$2,999,094 21

Prévision révisée de la recette.....2,955,777 12

Découvert prévu.....\$ 43,317 09

Je passe maintenant au budget supplémentaire pour l'exercice prochain, qui est comme suit :

1. Collège de Chambly.....	\$ 500 00	
2. Couvent de St. Roch de l'Achigan.....	150 00	
3. Aide pour la reconstruction du couvent de St. Barthélemi.....	150 00	
4. Aide pour la reconstruction du couvent de la Baie du Febvre.....	500 00	
	<hr/>	1,300 00
5. Société géographique de Québec.....		100 00
6. Bureau des arts et manufactures.....		1,000 00
7. Contribution à l'achat d'une ferme-modèle par l'école d'agriculture de Richmond.....	2,000 00	
8. Aide additionnel à la Gazette des campagnes.....	500 00	
9. Ecole de laiterie de Ste. Marie de la Beauce.....	1,000 00	
10. Ferme-école de Rougemont.....	6,000 00	
11. Société d'agriculture " Union " de Danville.....	250 00	
12. Achat de 1000 exemplaires du Manuel d'horticulture pratique et d'arboriculture fruitière, du Dr. Larocque.....	400 00	
13. Achat de 1000 exemplaires du traité sur l'élevage et les maladies des bestiaux, de J. A. Couture.....	500 00	
	<hr/>	10,650 00
14. Chemins Taché et Bégon.....	2,500 00	
15. Pont à Louiseville.....	1,000 00	
	<hr/>	3,500 00
16. Soeurs de la Charité de Québec.....	200 00	
17. Asile de Nazareth, Chambly.....	100 00	
18. Asile de Nazareth à Longueuil.....	100 00	
	<hr/>	400 00
19. Contribution à la construction d'une salle de manœuvre à Québec, qui devra servir pour les expositions.....		15,000 00
		<hr/>
		\$ 31,950 00

Le collège de Chambly avait vu le succès de ses cours entravé par des difficultés financières ; mais, sous une nouvelle administration, il a depuis quelque temps commencé à se relever. Les grands services que ce collège a rendus à l'éducation ont été éloquemment exposés il y a quelques jours par les honorables députés de Chambly et de St-Jean, qui ont aussi exprimé l'espoir que le gouvernement recommanderait une allocation pour aider cette institution à liquider sa dette. C'est pour répondre à ce vœu qu'un crédit de \$500 est demandé en sa faveur.

Le couvent de St. Roch de l'Achigan, par suite d'une irrégularité dans les états qu'il était tenu de produire, s'est vu privé pendant quelques années de sa part de l'octroi pour l'éducation supérieure. Afin de dédommager cette maison des pertes qu'elle a subies, le gouvernement propose qu'il lui soit voté cette année une somme de \$150.

Les deux autres articles sous le titre de " Instruction publique " sont des contributions pour aider à la reconstruction des couvents de St-Barthélemi et de la Baie du Febyre. Ce dernier, qui rendait de grands services à la cause de l'éducation, a été détruit par le feu en janvier dernier ; et le gouvernement recommande qu'il soit voté en faveur de la communauté qui le dirigeait un octroi de \$1,000, à être payé en deux versements annuels de \$500 chacun.

Dans les prévisions pour l'année financière prochaine, il avait été recommandé en faveur de la société géographique de Québec un octroi de \$300, qui a été réduit par le comité des subsides à \$200. Depuis, cette Chambre a manifesté l'opinion que l'octroi devait être reporté à son premier chiffre, et c'est dans ce but qu'un crédit de \$100 est demandé pour cette société.

Un crédit de \$10,000 avait été porté dans ces mêmes prévisions pour le bureau des arts et manufactures, destiné à défrayer les dépenses du bureau et l'entretien d'écoles des beaux arts ; et il s'y trouvait aussi un autre crédit de \$1,000 pour l'Institut national des beaux arts à Montréal. En comité des subsides, la Chambre a pris sur l'article de \$10,000 un crédit de \$6,000, à être employées par le gouvernement à encourager l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, et a réduit la balance du crédit pour le bureau des arts et manufactures à \$2,000. Le montant de \$1,000 pour l'Institut national des beaux arts a été supprimé. Depuis l'on a constaté que \$2,000 ne suffiraient pas pour les frais généraux du bureau, et en conséquence une somme additionnelle de \$1,000 est maintenant demandée.

Pour se rendre à la recommandation du comité de l'agriculture, le gouvernement demande qu'il soit voté un octroi de \$6,000 pour la ferme-modèle de Rougemont, un crédit de \$400 pour l'achat de mille exemplaires de l'ouvrage du Dr. Laroque et un crédit de \$500 pour l'achat de mille exemplaires du traité de M. Couture.

Le gouvernement s'est aussi rendu au désir exprimé en comité des subsides de voir porter l'allocation de la *Gazette des campagnes* à mille piastres, et propose que le crédit de \$500 mentionné dans les prévisions de l'exercice prochain soit doublé.

Les articles de \$2,000 pour l'école d'agriculture de Richmond, de \$1,000 pour l'école de laiterie de Ste-Marie de la Beauce, et de \$250 pour la société d'agriculture "Union" de Danville, ont été suggérés par les services rendus à la cause de l'agriculture par ces institutions.

La prolongation des chemins Taché et Bégon, dans les comtés de Témiscouata et de Rimouski, a été instamment demandée dans l'intérêt de la colonisation. Pour continuer les travaux sur ces chemins le gouvernement recommande pour l'exercice prochain, un crédit de \$2,500.

Pour faire honneur à un engagement pris par le gouvernement en 1881, un aide de \$2,000, payable en deux versements annuels de \$1,000, est demandé pour un pont sur la Rivière du Loup à Louiseville.

Les octrois en faveur des Sœurs de la Charité de Québec pour les vieillards et les infirmes, et des asiles de Nazareth à Chambly et à Longueuil ne demandent pas d'explication.

Le gouvernement fédéral a l'intention de construire une salle de manœuvres à Québec, et il a été proposé que le gouvernement provincial contribuât ainsi que la cité de Québec à cette construction, à condition que la bâtisse servirait aux fins des expositions tant provinciales que locales. Il est proposé qu'il soit voté un crédit de \$15,000 pour cet objet, à condition que la cité de Québec fournisse \$15,000 et que le gouvernement fédéral fournisse \$60,000.

En ajoutant au chiffre des dépenses ordinaires contenues dans le budget, soit \$2,951,127.31, le montant du budget supplémentaire, soit \$31,950.00, on arrive à un total de \$2,983,077.31.

Mais de cette somme il faut déduire les retranchements faits en comité des subsides sur certains articles du budget, ainsi qu'un autre retranchement que j'ai l'intention de proposer.

Les retranchements déjà faits sont les suivants :

1. Institut national des beaux arts.....	\$ 1,000 00
2. Société numismatique.....	100 00
3. Société géographique.....	100 00
4. Le naturaliste canadien.....	400 00
5. Bureau des arts et manufactures.....	2,000 00
6. Conseil d'agriculture.....	1,000 00
7. Journaux d'agriculture.....	3,000 00
8. Ecole d'agriculture à Varennes.....	2,000 00
9. Sucreries de betterave	3,500 00
10. Dépenses diverses se rapportant à l'agriculture.	400 00
11. Abonnement à des publications sur l'agricul- ture.....	600 00
12. Travaux à Spencer Wood.....	6,900 00
13. Inspection de travaux et bâtisses publiques...	1,400 00
14. Renouveaulement du crédit pour les écuries de Spencer Wood.....	5,000 00
	<hr/>
	\$ 27,400 00

Le retranchement que je veux proposer porte sur
l'article de l'entretien des asiles d'aliénés et
se montera à..... 5,125 00

Ce qui fait une réduction totale de\$ 32,525 00

Déduisant cette somme du total de \$2,983,077.31, il nous reste,
comme montant de l'évaluation des dépenses ordinaires de l'exercice
prochain, la somme de \$2,950,552.31.

Les retranchements dans les articles du Conseil d'agriculture, des jour-
naux d'agriculture et de l'école d'agriculture à Varennes, ont été faits
pour former le crédit de \$6,000.00 qui est demandé pour la ferme
école de Rougemont.

Voici maintenant un état montrant l'évaluation de la dépense pour l'exercice prochain, les additions et les retranchements faits :

Dette publique.....	\$927,883 31
Législation.....	145,755 00
Gouvernement civil.....	216,905 00
Justice.....	461,752 00
Instruction publique.....	351,580 00
Institutions littéraires et scientifiques.....	16,400 00
Arts et manufactures.....	9,000 00
Agriculture.....	86,700 00
Immigration.....	12,000 00
Colonisation.....	85,700 00
Travaux publics.....	84,997 00
Asiles d'aliénés.....	227,500 00
Charités.....	70,680 00
Dépenses diverses.....	52,350 00
Régie et perception du domaine public.....	153,450 00
Régie des services des timbres et des licences.....	15,000 00
Police du revenu.....	3,000 00
Gazette officielle.....	12,900 00
Pensions du service civil.....	14,000 00
Fonds de municipalités.....	3,000 00
<hr/>	
Total.....	\$2,950,552 31

La déduction de cette dernière somme de l'évaluation des recettes de la prochaine année fiscale, laisse un surplus de \$4,059.81, au lieu de \$3,484.81, chiffre du surplus prévu donné par moi dans l'exposé budgétaire. C'est une différence en plus de \$575, due à ce que les retranchements, se montant à \$32,525, excèdent d'autant le montant du budget supplémentaire, qui est de \$31,950.

Evaluation des recettes.....	\$2,954,612.12
Evaluation des dépenses ordinaires... ..	2,950,552.31

\$4,059.81

• Je propose maintenant, M. le président, que le message de Son Honneur le lieutenant gouverneur, ainsi que les crédits supplémentaires qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité du budget.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe*.—Je propose

que tous les mots après “ que ,” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Le gouvernement ayant déjà demandé \$44,472 de crédits supplémentaires de l'année courante, 1882-83, et \$4,080,993.22 pour le budget de l'année prochaine 1883-84, cette Chambre trouve ces dépenses déjà trop fortes pour les ressources de la province et ne croit pas devoir y ajouter les sommes demandées par les crédits supplémentaires, savoir : \$30,500 pour l'année courante et \$31,950 pour l'année prochaine 83-84.”

Cette proposition est mise aux voix :

Ont voté pour : — MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Laperge, Marchand, McShane, Mercier et Watts.—9.

Ont voté contre : —MM. Archambault, Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Blanchet, Brousseau, Casavant, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duckett, Dumoulin, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Fréreau, Garneau, Lavallée, LeBlanc, Marcotte, Marion, Martel, Martin, Mousseau, Pâquet, Paradis, Picard, Poulin, Poupore, Richard, Robillard, Spencer, Trudel et Würtele.—36.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

Les crédits suivants sont adoptés en comité du budget :

Collège de Chambly.....	500 00
Couvent de S-Roch de l'Achigan.....	150 00
Sœurs des SS. Noms de Jésus et de Marie, St-Barthélemi, (pour la construction de leur couvent).....	150 00
Couvent de la Baie du Febvre, pour sa reconstruction, \$1000, payable en deux ans, \$500 par an.....	500 00
Société de géographie de Québec.....	100 00
Chambre des arts et métiers.....	1,000 00
Aide à l'école d'agriculture de Richmond, pour l'achat d'une ferme modeste, pourvu qu'il soit souscrit et payé un égal montant.....	2,000 00
Aide à le “ Gazette des campagnes ”.....	500 00
Ecole de laiterie de St-Marie, Beauce.....	1,000 00
Aide à la ferme-école de Rougemont, aux conditions qui pourront être imposées par le lieutenant gouverneur en conseil.....	6,000 00

Société d'agriculture Union de Danville.....	250 00
Pour acheter 1,000 exemplaires du <i>Manuel d'horticulture pratique et d'arboriculture fruitière</i> du Dr Laroque, pour distribuer aux membres de la Législature	400 00
Pour acheter 1,000 exemplaires du <i>Traité sur l'élevage et les maladies des bestiaux</i> , par J. A. Couture, pour distribuer aux membres de la Législature.....	500 00
Pour prolonger les chemins Taché et Bégou, dans les comtés de Témiscouata et Rimouski.....	2,500 00
Pont à Louiseville \$2,000, payable durant deux ans \$1,000 par année, aux conditions convenues avec les municipalités de Louiseville et de la Rivière-du-Loup.....	1,000 00
Sœurs de la Charité de Québec, pour les vieillards et les infirmes.....	200 00
Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants) Chambly	100 00
do do do Longueuil	100 00
Pour la construction d'une salle de manœuvre à Québec, devant être employée pour les expositions provinciales, et autres, à condition que la cité de Québec fournisse \$15,000 et que le gouvernement du Canada fournisse \$60,000.....	15,000 00

Budget des dépenses de la province de Québec, pour l'année expirant le 30 juin 1883.

Traitement et dépenses contingentes, y compris l'impression, la reliure, etc., Conseil législatif.....	\$ 3,000 00
Traitements et dépenses contingentes, y compris l'impression, la reliure, etc., Assemblée législative.....	10,000 00
Dépenses d'élections.....	1,000 00
Aide additionnelle pour la publication, par Alphonse Desjardins, des <i>Débats de la Législature de Québec pour 1882...</i>	500 00
Pour payer l'indemnité réclamée par des acquéreurs de coupes de bois à raison des dommages résultant de la défectuosité des arpentages (à même l'emprunt).....	15,500 00

M. le président donne lecture du message suivant :

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec autorise l'honorable trésorier de la province à soumettre à la Chambre certaines résolutions concernant l'addition projetée de \$500,000 à l'emprunt de \$3,000,000, autorisé par le statut 45 Vict., chap. 18, pour le paiement

de la dette flottante de la province, des réclamations résultant de la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, des subventions aux chemins de fer, l'achèvement des édifices pour les ministères publics et pour les Chambres, et concernant certains changements dans les obligations à être émises : et recommande ces résolutions à la considération de la Chambre.

(Signé),

THÉODORE ROBITAILLE.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 26 mars 1883.

Le rapport du commissaire des chemins de fer pour 1881-82 est déposé sur le bureau de la Chambre.

La proposition suivante est adoptée :

Que l'indemnité de MM Dorais et Gagnon leur soit payée comme s'ils avaient pris leurs sièges au commencement de la session, moins la déduction pour les jours pendant lesquels ils n'ont pas assisté aux séances depuis qu'ils ont pris leurs sièges.

La séance est levée.